

# RAPPORT ANNUEL 2012



**CEPS**  
I N S T E A D



Chères lectrices, Chers lecteurs,

L'année 2012 s'est déclinée sous le signe du changement.

Un changement tout d'abord organisationnel, qui a vu le départ en retraite du directeur Pierre Hausman, un des membres fondateurs du CEPS/INSTEAD, qui durant toute sa carrière n'a cessé d'œuvrer au développement du Centre, tant sur le plan national qu'international.

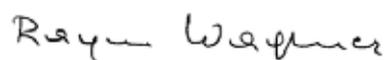
Suite à son départ, le Conseil d'administration a nommé Patrick Bousch et Philippe van Kerm aux fonctions de directeur administratif et directeur scientifique, dans l'attente du recrutement d'un nouveau directeur général. En plus, après la démission de Georges Schroeder en tant que Président du Conseil d'administration, le Gouvernement réuni en conseil en date du 13 avril 2012, m'a nommé Président du Conseil d'administration.

Durant cette transition, le Centre, en accord avec le Conseil d'administration et avec l'appui du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, a entamé une réflexion stratégique sur son évolution future. Ce nouveau plan stratégique qui a été validé en décembre, a permis de clarifier les objectifs de recherche du Centre à moyen et à long terme. Ces objectifs visent principalement à stimuler une recherche de niveau international dans les domaines du marché du travail, des conditions de vie, et du développement urbain. La démarche a associé pendant plusieurs mois, à la fois des experts internationaux, les chercheurs du Centre, et des acteurs publics luxembourgeois.

Je souhaite profiter de l'occasion pour rendre hommage à deux personnes qui ont chacune marqué notre Centre et qui nous ont quittés en 2012.

Mes pensées vont vers le Professeur Paul Dickes, membre fondateur et ancien administrateur, et surtout un chercheur émérite dont les travaux sur la cohésion sociale et les valeurs ont eu une résonance internationale. Elles se tournent également vers Georges Schroeder, qui fut membre du Conseil d'administration du Centre depuis sa création, et qui en assura sa présidence de 2007 à 2012.

Enfin, je voudrais saluer l'arrivée de Hilmar Schneider qui, depuis le 15 avril 2013, occupe la fonction de directeur général du Centre.



Raymond Wagener  
Président du CEPS/INSTEAD



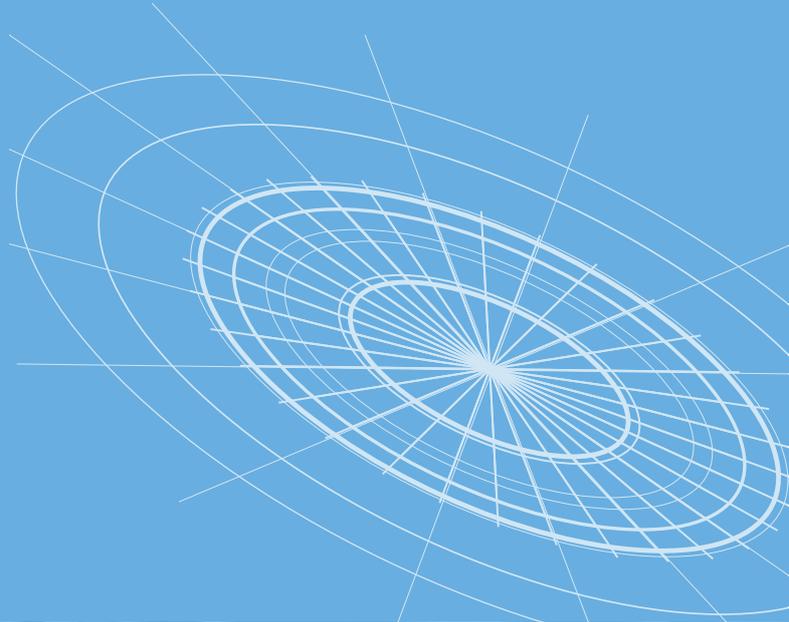
# SOMMAIRE

PÔLE DE RECHERCHE: POPULATION & EMPLOI .....	4
Présentation .....	6
<i>Axe 1 : Inégalités, pauvreté, redistribution, richesse</i> .....	7
<i>Axe 2 : Marché du travail</i> .....	11
<i>Axe 3 : Politique familiale, conciliation vie familiale et vie professionnelle, éducation</i> .....	15
<i>Axe 4 : Liens sociaux</i> .....	19
<i>Axe 5 : Santé, vieillissement et autonomie</i> .....	23
<i>Axe 6 : Coopération scientifique Afrique - Luxembourg pour le développement</i> .....	27
FOCUS : Le vieillissement actif .....	31
PÔLE DE RECHERCHE: GÉOGRAPHIE ET DÉVELOPPEMENT .....	32
Présentation .....	34
<i>Axe 1 : Habitat &amp; développement spatial</i> .....	35
<i>Axe 2 : Intégration métropolitaine transfrontalière</i> .....	39
<i>Axe 3 : Mobilité locale transfrontalière</i> .....	43
FOCUS : La mobilité quotidienne des frontaliers .....	47
PÔLE DE RECHERCHE: ENTREPRISES ET ORGANISATION INDUSTRIELLE .....	48
Présentation .....	50
<i>Axe 1 : Négociation collective et politiques de l'emploi</i> .....	51
<i>Axe 2 : Organisation industrielle et société de la connaissance</i> .....	55
FOCUS : Négociation collective sectoriel et dialogue social d'entreprise - 2012 .....	57
PLATEFORMES .....	60
Relations Internationales .....	62
Enseignement et Formation à la recherche .....	66
Méthodologie d'enquête et production de données .....	68
Système d'Information Géographique .....	70
Centre de Documentation & de Diffusion .....	71
LA GESTION DU CENTRE .....	72
Organe de gestion .....	74
<i>Conseil d'Administration</i> .....	74
<i>Conseil Scientifique</i> .....	74
Bilan financier .....	76
<i>Bilan</i> .....	76
<i>Comptes de profits et pertes</i> .....	77
LES RENDEZ-VOUS DE 2012 .....	78
Événements .....	80
Séminaires de recherche .....	84
Formations .....	85
Visiting scholars .....	88
Senior research fellows .....	89
PhD fellows .....	90
PhD defended .....	92



PÔLE DE RECHERCHE

# POPULATION & EMPLOI





## SOMMAIRE

Présentation du Pôle de recherche

Axe 1 : Inégalités, pauvreté, redistribution, richesse

Axe 2 : Marché du travail

Axe 3 : Politique familiale, conciliation vie familiale  
et vie professionnelle, éducation

Axe 4 : Liens sociaux

Axe 5 : Santé, vieillissement et autonomie

Axe 6 : Coopération scientifique Afrique -  
Luxembourg pour le développement

Focus : Le vieillissement actif



Le pôle Population & Emploi rassemble des chercheurs autour des questions économiques et sociales liées au bien-être, à l'emploi et à la cohésion sociale. Avec en toile de fond des transformations démographiques, institutionnelles et économiques, nos travaux mettent principalement en oeuvre des méthodes quantitatives en sciences sociales afin d'enrichir la compréhension de la société, de mieux cerner les comportements et les opinions des individus, d'appréhender leurs conditions de vie et de travail, d'identifier les lignes de fractures sociales, de capter les effets des politiques publiques et d'en mesurer l'efficacité.

Si la société luxembourgeoise avec ses spécificités constitue un important objet de recherche au sein du pôle, nos recherches dépassent le cadre national, via des travaux méthodologiques et techniques, à travers une mise en perspective dans des comparaisons internationales, ou dans l'étude de sociétés et d'économies étrangères (en particulier dans les pays en développement).



**Jacques BROSIUS**  
[jacques.brosius@ceps.lu](mailto:jacques.brosius@ceps.lu)  
Responsable du pôle de  
recherche *Population &*  
*Emploi*

#### Les travaux réalisés dans le pôle se déclinent en six axes :

- > Inégalités, pauvreté, redistribution, richesse
- > Marché du travail
- > Politique familiale, conciliation vie familiale et professionnelle, éducation
- > Liens sociaux
- > Santé, vieillissement et autonomie
- > Coopération Afrique-Luxembourg pour le développement

Des questions liées par exemple au genre, à l'éducation, aux générations et, compte tenu de leur poids dans la société luxembourgeoise, aux travailleurs frontaliers sont transversales à ces axes de recherche.



AXE  
1INEGALITÉS, PAUVRETÉ,  
REDISTRIBUTION, RICHESSE

La recherche menée dans cet axe se concentre sur les inégalités économiques, plus particulièrement celles ayant trait au revenu et au patrimoine, ainsi que sur les différentes dimensions de la pauvreté et la redistribution publique à travers, notamment pour ce dernier point, le développement et l'utilisation des techniques de microsimulation.

L'objectif de cet axe est d'approfondir les connaissances relatives aux inégalités économiques au Luxembourg dans une perspective comparative internationale, de comprendre les différents mécanismes (redistributifs) qui y contribuent et, à cette fin, de développer de nouvelles techniques et instruments de mesure.

La structure de l'axe est relativement classique :

- > Approche des inégalités économiques par les revenus
- > Approche des inégalités par le patrimoine
- > Évaluation des politiques publiques et instruments d'investigation.

En fin d'année 2012, dans un souci d'économie d'échelle et de cohérence de la programmation scientifique, l'axe s'est enrichi d'une dimension nouvelle par la fusion avec l'axe « Liens sociaux ». Cette fusion, désormais effective, transparaîtra dans notre rapport annuel à partir de 2013.



## ACTUALITÉS 2012

**En 2012, les activités de l'axe se sont surtout focalisées sur la recherche académique, le développement d'instruments de recherche et les travaux à l'adresse de la société civile, ces derniers étant réalisés principalement au travers de collaborations avec d'autres axes.**

### RECHERCHE ACADÉMIQUE

Le thème des inégalités économiques de revenus concentre dans l'axe le plus grand nombre de projets.

Le projet GINI (Growing Inequalities Impacts, 2010-2013), financé par la Commission européenne dans le cadre de son septième programme cadre de recherche, part du double constat que l'inégalité des revenus a augmenté dans la plupart des pays de l'OCDE depuis trente ans et qu'une forte inégalité des revenus peut avoir non seulement un impact négatif sur la cohésion sociale d'un pays mais aussi des effets sociaux mesurables sur la santé, la criminalité, les valeurs, etc. Dans le cadre de ce projet international de grande envergure, le CEPS/INSTEAD a réalisé un portrait de la situation de notre pays. L'augmentation de l'inégalité des revenus au Luxembourg entre 1985 et 2010 ne semble pas avoir eu d'effets délétères majeurs sur la société si l'on considère l'évolution des performances moyennes de la population résidente dans les domaines sociaux, culturels ou politiques. Les effets positifs liés à la forte progression du niveau de vie pendant cette période ainsi qu'à l'existence d'un État providence généreux et efficace semblent en effet avoir prévalu sur les effets négatifs liés à l'augmentation (modérée) des inégalités de revenus.

Le projet PERSIPOV (2011-2014), financé par le FNR dans le cadre du 3ème appel du programme CORE, cherche à comprendre et à identifier les déterminants des dynamiques de pauvreté monétaire et subjective au Luxembourg et en Europe. En 2012, les travaux se sont concentrés, d'une part, sur l'analyse des déterminants des transitions de pauvreté monétaire au Luxembourg en tenant compte de l'attrition potentiellement non aléatoire et du problème de condition initiale. D'autre part, le lien

entre tensions financières et nombre d'enfants dans le ménage a été mis en évidence.

Sous le même thème de l'analyse des dynamiques de pauvreté, une étude a été réalisée afin d'étudier la relation observée dans les données européennes EU-SILC entre les indicateurs de « pauvreté monétaire en coupe » et les indicateurs de « pauvreté persistante » qui prennent en compte la durée de la pauvreté, deux indicateurs parmi les indicateurs clés d'inclusion sociale de l'Union européenne. On observe une relation empirique presque linéaire dans la plupart des cas, ce qui peut poser question quant à la valeur ajoutée de l'indicateur de pauvreté persistante tel qu'il est actuellement défini.

Pour compléter l'analyse des inégalités par les revenus et de manière plus ponctuelle à l'échelle nationale, une comparaison de l'impact de différentes sources de revenu sur l'inégalité et la (bi-)polarisation des revenus, entamée en 2011, a été complétée. Par ailleurs, le lien entre privation en termes de logement et revenu courant et permanent a été étudié à partir de données de panel. Enfin, une étude essentiellement descriptive des inégalités de salaires entre femmes et hommes a été initiée.

Trois projets financés par le FNR dans le cadre des bourses AFR, dont un lancé courant 2012, sont venus enrichir l'analyse des inégalités économiques de revenu. Le premier cherche à éclairer les mécanismes de transmission intergénérationnelle de la pauvreté et du statut économique avec un focus sur le capital humain et plus particulièrement les liens entre le niveau d'éducation des parents (supposés altruistes et investissant donc du temps durant la première phase d'éducation de leurs enfants) et le choix d'éducation des enfants. Le deuxième projet examine comment les politiques sociales ont impacté les dynamiques de pauvreté au Luxembourg et en Allemagne durant les dernières décennies. Le troisième projet établit un lien entre le RMI français et l'offre de travail en vue de stimuler l'extension de ce type d'allocation aux individus plus jeunes ou l'introduction d'un bénéfice additionnel en cas de travail.



Faute de données sur le patrimoine des ménages luxembourgeois, les inégalités de patrimoine n'avaient pas pu être analysées jusqu'ici. Le projet WEALTHPORT (2010-2012), financé par le FNR dans le cadre du 2ème appel du programme CORE, a permis de combler cette lacune. En 2012, WEALTHPORT a été finalisé, avec une attention particulière portée à la mise en perspective internationale de la distribution du patrimoine et à la répartition de celui-ci à l'intérieur des ménages.

A côté des inégalités économiques, les activités de l'axe s'intéressent également (en termes théoriques) à des questions relatives aux systèmes de financement des études supérieures, au comportement des travailleurs migrants en termes d'intégration et de transferts financiers vers leur pays d'origine, ainsi qu'aux mécanismes d'assurance informelle dans les pays en voie de développement.

#### INSTRUMENTS DE RECHERCHE

Le développement d'instruments de recherche est une autre activité importante de l'axe. En 2012, le projet LIAM2 – MIDAS Luxembourg, financé par l'IGSS, a permis la migration du modèle de microsimulation dynamique (prise en compte du facteur temps sur une longue période) partiel MIDAS\_LU de la plateforme de développement LIAM vers LIAM2, élaborée dans le cadre d'un projet antérieur, MiDaL. En microsimulation statique, le CEPS/INSTEAD a participé, en tant que correspondant luxembourgeois, aux projets EUROMODupdate et EUROMODupdate2 qui visent à mettre à jour, à valider et à documenter le modèle socio-fiscal européen pour les années les plus récentes (2007-2010 et 2011-2012).

Enfin, les chercheuses et chercheurs de l'axe ont participé à la réalisation de deux chapitres de l'ouvrage collectif mis en œuvre par le CEPS/INSTEAD en 2012. Ils et elles ont également contribué activement à des travaux entrepris dans d'autres axes, parmi lesquels les axes « Marché du travail », « Politique familiale, Conciliation vie familiale – vie professionnelle, éducation », « Coopération Scientifique Afrique-Luxembourg pour le développement » et « Habitat et développement spatial ».



#### RESPONSABLE

**Philippe LIÉGEOIS**

[philippe.liegeois@ceps.lu](mailto:philippe.liegeois@ceps.lu)

#### ÉQUIPE

Luna BELLANI

Frédéric BERGER

Karina DOORLEY

Alessio FUSCO

Iryna KYZYMA

Claudia HARTMANN-HIRSCH

Nizamul ISLAM

Eva SIERMINSKA

Philippe VAN KERM

Bertrand VERHEYDEN

## PARTENAIRES

- > Bar-Ilan University (Israël)
- > Bremen International Graduate School of Social Sciences (Allemagne)
- > Bureau Fédéral du Plan (Belgique)
- > Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung, DIW Berlin (Allemagne)
- > ENEPRI Network : <http://www.enepri.org/>
- > Federal Reserve Bank of San Francisco (États-Unis)
- > GINI Network : <http://www.gini-research.org>
- > Inspection Générale de la Sécurité Sociale (Luxembourg)
- > Institute for the Study of Labor, IZA Bonn (Allemagne)
- > Universiteit Gent (Belgique)
- > Katholieke Universiteit Leuven (Belgique)
- > Université Catholique de Louvain (Belgique)
- > University College Dublin (Irlande)
- > Institute for Social and Economic Research, University of Essex (Royaume-Uni)
- > Banque Centrale du Luxembourg (Luxembourg)
- > Luxembourg Wealth Study (Luxembourg)

## SÉLECTION DE PUBLICATIONS

**BARCENA-MARTIN Elena, SILBER Jacques.**

On the generalization and decomposition of the Bonferroni index. *Social Choice and Welfare*, 2012 (Online first December 2012).

**BELLANI Luna.**

Multidimensional indices of deprivation: the introduction of reference groups weights. *Journal of Economic Inequality*, 2012 (online first 21 September 2012).

**BERGER Frédéric, FUSCO Alessio, KYZYMA Iryna.**

*Comprendre l'évolution des inégalités de revenu entre 1987 et 2010 au Luxembourg.* CEPS/INSTEAD, Livre collectif (forthcoming).

**FUSCO Alessio, ISLAM Nizamul.**

Understanding the Drivers of Low-Income Transitions in Luxembourg. *Research on Economic Inequality*, 2012, vol. 20, chap. 14, pp. 367-391.

**JENKINS Stephen P., VAN KERM Philippe.**

*The relationship between EU indicators of persistent and current poverty.* CEPS/INSTEAD, 2012, coll. Working Papers n°2012-43, 48 p.

**LIÉGEOIS Philippe, ISLAM Nizamul.**

Dealing with Negative Marginal Utilities in the Discrete Choice Modeling of Labor Supply. *Economics Letters*, 2013, vol. 118, n°1, pp. 16-18 (Online first 11 May 2012)

**SIERMINSKA Eva, DOORLEY Karina.**

*Decomposing household wealth portfolios across countries: An age-old question?* CEPS/INSTEAD, 2012, coll. Working Papers n°2012-32.

**SIERMINSKA Eva, TAKHTAMANOVA Yelena.**

Financial and housing wealth and consumption spending: cross country and age group comparisons. *Housing Studies*, 2012, vol. 27, n°5, pp. 685-719.

**VAN KERM Philippe.**

Generalized measures of wage differentials. *Empirical Economics*, 2012 (Online first 6 June 2012).

**HARTMANN HIRSCH Claudia, AMETEPE Kossi.**

Luxembourg's Corporatist Scandinavian Welfare System an Incorporation of Migrants. *IMIS Beiträge*, 2012, n°41, pp. 7-29.

Toutes les publications sur [www.ceps.lu](http://www.ceps.lu)

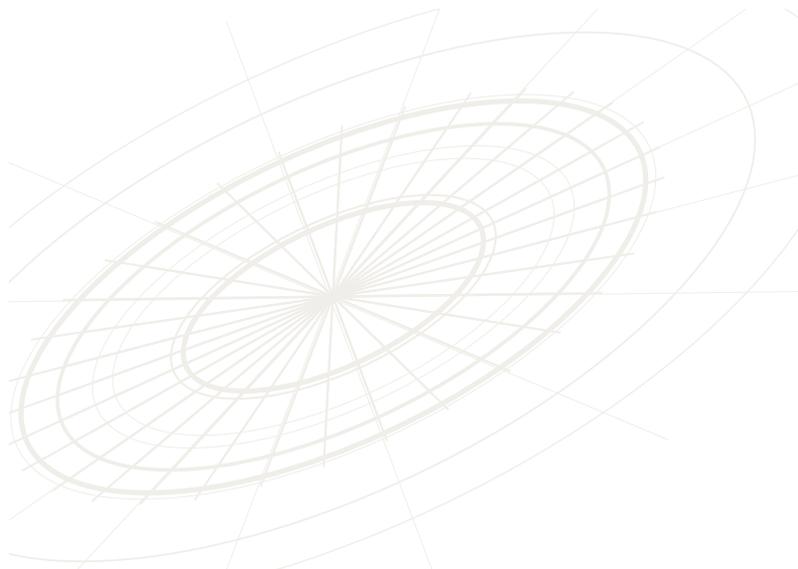
AXE  
2

## MARCHÉ DU TRAVAIL

L'objectif de cet axe de recherche est d'étudier le fonctionnement et l'évolution du marché du travail luxembourgeois sous l'angle de la segmentation afin de mettre en évidence et de mesurer les inégalités entre les différents groupes d'actifs.

L'analyse de la segmentation du marché du travail s'articule autour des trois questions suivantes :

- > Existe-t-il une segmentation du marché du travail luxembourgeois et quelles en sont les caractéristiques ? La segmentation du marché du travail y est d'abord abordée de manière statique (en analysant le marché du travail à un instant donné) puis de manière dynamique, via, d'une part, l'analyse des trajectoires professionnelles individuelles et, d'autre part, celle des conditions de travail.
- > Dans quelle mesure les politiques actives de l'emploi sont-elles un instrument pour réduire la segmentation du marché ?
- > Existe-t-il une segmentation liée au genre et quelles en sont les caractéristiques ?



## ACTUALITÉS 2012

**Les activités de l'axe marché du travail tentent de s'inscrire dans une stratégie qui consiste à mettre la recherche académique au service de la recherche appliquée, avec pour objectif de contribuer aux débats sociétaux et d'alimenter la réflexion des pouvoirs publics. Toutefois, les thématiques étudiées ne répondent pas toutes à cette stratégie ; certaines n'ont qu'une portée nationale et permettent de mieux comprendre le fonctionnement du marché du travail luxembourgeois, de manière à offrir un soutien aux décideurs publics et aux acteurs de la société civile.**

### RECHERCHE ACADÉMIQUE

Une grande partie de la recherche académique menée dans l'axe marché du travail relève de l'évaluation des politiques. Sur la base des travaux entrepris depuis plusieurs années sur ce thème, l'année 2012 a été consacrée à la formulation d'un projet de grande envergure sur l'évaluation. Ce projet est destiné à renforcer de façon significative les capacités de recherche académique sur l'évaluation. Plus précisément, l'objectif est de recruter des experts internationaux sur l'évaluation ex-ante et ex-post des politiques publiques de manière à développer une expertise qui permettra de positionner le CEPS/INSTEAD sur la scène internationale ainsi qu'au niveau national en en faisant un centre de référence sur l'évaluation des politiques luxembourgeoises. Compte tenu de la taille et l'ambition de ce projet, sa préparation a mobilisé de nombreuses ressources de l'équipe au cours de 2012.

Une autre thématique abordée dans une perspective académique concerne l'analyse des inégalités de salaires. Un projet de recherche, financé par le FNR dans son programme CORE, a démarré début 2011. En 2012, les travaux ont porté sur les effets de l'hétérogénéité de la main-d'œuvre sur les différences salariales au sein de l'entreprise.

Certains travaux développés dans l'axe adoptent une approche qui distingue les migrants et les nationaux. C'est le cas d'une recherche effectuée dans le cadre

d'un doctorat dont l'objectif est d'analyser les effets des politiques migratoires ainsi que des systèmes sociaux et institutionnels sur la situation des migrants sur le marché du travail.

### RECHERCHE NATIONALE

Au niveau national, la recherche produite en 2012 a porté essentiellement sur trois grands thèmes.

*Le vieillissement actif* : dans le cadre de l'année européenne sur le vieillissement actif, le CEPS/INSTEAD a développé un programme de recherche sur ce thème en collaboration avec le Ministère du Travail et de l'Emploi. Une douzaine de publications (dont 7 parues en 2012 et 5 en 2013) permettant de documenter et de comprendre la situation des travailleurs âgés au Luxembourg ont été rédigées. Ces publications proposent une analyse de la question du vieillissement actif au travers de trois perspectives :

- 1- celle des travailleurs (il s'agit entre autres d'identifier où travaillent les seniors et quelles sont leurs caractéristiques ainsi que d'analyser leur situation sur le marché du travail en étudiant notamment leur exposition au chômage et leur capacité à en sortir),
- 2- celle des entreprises (en analysant la structure par âge des entreprises et les politiques managériales mises en œuvre pour favoriser ou non le vieillissement actif) et
- 3- celle des politiques publiques (les différentes mesures de politiques publiques adoptées par le Luxembourg dans le cadre du vieillissement ont été analysées dans une perspective comparative avec les pays de la Grande Région).

L'ensemble des enseignements fournis par ces publications ont permis d'étayer la réflexion du Ministère du Travail et de l'Emploi qui prépare depuis 2012 un projet de loi destiné à favoriser le maintien en activité des seniors dans les entreprises.

Un colloque co-organisé par le CEPS/INSTEAD et le réseau RETEL<sup>1</sup> les 26-27 novembre 2012 au Luxembourg sur le thème du vieillissement actif a permis au CEPS/INSTEAD de présenter l'intégralité de ses travaux sur ce thème.

*L'évaluation des politiques actives de l'emploi* : des rapports annuels sont fournis au Ministère du Travail et de l'Emploi sur l'efficacité des mesures en faveur de l'emploi. En 2012, ce sont les mesures CIE (Contrat Initiative-Emploi) et CAE (Contrat Appui-emploi) de l'ADEM qui ont été évaluées ainsi que les mesures de formation proposées par l'ADEM aux chômeurs en difficulté.

*La flexibilité du temps de travail* : le Ministère du Travail et de l'Emploi a souhaité évaluer le degré et les conditions d'utilisation par les entreprises des périodes de référence et des plans d'organisation du travail, qui sont des moyens légaux mis à disposition des entreprises et relatifs à la flexibilité du temps de travail. Une enquête menée auprès des entreprises privées de plus de 50 salariés a ainsi permis d'établir notamment les taux de recours à ces outils en situant leur poids dans la stratégie globale de recherche de flexibilité mise en œuvre par les entreprises.

Un rapport sur le rôle des femmes dans la prise de décision au sein des entreprises a également été rendu au Ministère de l'Égalité des chances.

#### INSTRUMENTS DE RECHERCHE

Dans le cadre de l'évaluation des politiques de l'emploi, le CEPS/INSTEAD alimente une base de données longitudinale, créée à partir de données administratives. Celle-ci permet l'identification des parcours professionnels et a été enrichie cette année de tout le volet formation que suivent les personnes dès lors qu'elles sont inscrites à l'ADEM.

Une autre base de données a été créée suite à l'enquête sur le vieillissement actif menée au premier trimestre 2012 et destinée à recueillir les pratiques des entreprises en termes de maintien en emploi des travailleurs âgés.



#### RESPONSABLE

**Mireille Zanardelli**

[mireille.zanardelli@ceps.lu](mailto:mireille.zanardelli@ceps.lu)

#### ÉQUIPE

Michela BIA

Jacques BROSIUS

Chung CHOE

Franz CLEMENT

Anna DIOP CHRISTENSEN

Anne-Sophie GENEVOIS

Anne HARTUNG

Laetitia HAURET

Bora KIM

Kristell LEDUC

Denisa SOLOGON

Don WILLIAMS

<sup>1</sup> Le réseau RETEL (Réseau d'Etudes sur le marché du Travail et de l'Emploi au Luxembourg) a été créé en 2010 à l'initiative du Ministère du Travail et de l'Emploi. Il associe l'ADEM, l'IGSS, le STATEC et le CEPS/INSTEAD et son objectif est de développer la recherche sur le marché du travail au Luxembourg.

## PARTENAIRES

- > Ministère du Travail et de l'Emploi (Luxembourg)
- > Inspection Générale de la Sécurité Sociale, IGSS (Luxembourg)
- > Administration pour le Développement de l'Emploi, ADEM (Luxembourg)
- > University of Florence, Department of Statistics "G. Parenti" (Italy) - Référence: Prof. Fabrizia Mealli
- > Binghamton University, State University of New York (USA) - Référence: Prof. Alfonso Flores-Lagunes
- > Arizona State University (État-Unis) - Référence: Prof. Marjorie L. Baldwin, Prof. Oaxaca, Prof. Fishback
- > Katholieke Universiteit Leuven (Belgique)

## SÉLECTION DE PUBLICATIONS

**BIA Michela, MATTEI Alessandra.**

Assessing the Effect of the Amount of Financial Aids to Piedmont Firms Using the Generalized Propensity Score. *Statistical Methods & Applications*, 2012 (Online first 1 may 2012).

**BROSIUS Jacques, ZANARDELLI Mireille.**

Évaluation de l'efficacité des mesures de formation destinées aux chômeurs. Ministère du Travail et de l'Emploi, 2012, 40 p.

**CLEMENT Franz.**

Les politiques de vieillissement actif : les mesures adoptées au Luxembourg et dans les pays voisins. CEPS/INSTEAD, 2012, coll. Les Cahiers du CEPS/INSTEAD n°2012-06, 16 p.

**GENEVOIS Anne-Sophie.**

Intérim des seniors : une piste pour favoriser le vieillissement actif ? CEPS/INSTEAD, 2012, coll. Vivre au Luxembourg n°85, 2 p.

**HAURET Laetitia.**

Santé et épanouissement au travail au Luxembourg : un ressenti différent entre les seniors et leurs cadets. CEPS/INSTEAD, 2012, coll. Vivre au Luxembourg n°83, 2 p.

**HAURET Laetitia, ZANARDELLI Mireille.**

Les déterminants de la biactivité frontalière au Luxembourg. In: BELKACEM Rachid, PIGERON-PIROTH Isabelle. *Le travail frontalier au sein de la Grande Région Saar-Lor-Lux : Pratiques, enjeux et perspectives*. Nancy : Éditions Universitaires de Lorraine, 2012, pp. 71-88.

**LEDUC Kristell, GENEVOIS Anne-Sophie.**

Segmentation du marché du travail - le cas luxembourgeois. CEPS/INSTEAD, 2012, coll. Working paper n°2012-35, 32 p.

**LEDUC Kristell.**

La main-d'œuvre frontalière et étrangère ne suffit plus à ralentir le vieillissement de la population active occupée du Luxembourg. CEPS/INSTEAD, 2012, coll. Vivre au Luxembourg n°81, 2 p.

**LEJEALLE Blandine.**

Les femmes et les hommes dans la prise de décision en 2011. Ministère de l'Égalité des chances, 2012, 53 p.

**SOLOGON Denisa, O'DONOGHUE Cathal.**

Earnings Mobility, Earnings Inequality and Labour Market Institutions in Europe. *Research on Economic Inequality*, 2012, vol. 20, chap. 10.

**ZANARDELLI Mireille, LEDUC Kristell, CLEMENT Franz.**

Vieillesse active au Luxembourg : bilan et enjeux CEPS/INSTEAD, 2012, coll. Les Cahiers du CEPS/INSTEAD n°2012-02, 20 p.

**LANCEE Bram, HARTUNG Anne.**

Turkish Migrants and Native Germans Compared: The Effects of Inter-Ethnic and Intra-Ethnic Friendships on the Transition from Unemployment to Work. *International Migration*, 2012, vol. 50, n°1, pp. 39-54.

**AXE  
3**

# POLITIQUE FAMILIALE, CONCILIATION VIE FAMILIALE ET VIE PROFESSIONNELLE, ÉDUCATION

Parce qu'il couvre deux champs distincts, cet axe de recherches développe plusieurs thématiques.

La première repose sur le constat que l'une des évolutions principales observées au cours des dernières années concernant la famille est celle de l'augmentation de la proportion de femmes actives et donc de couples biactifs. Une question découle de cette augmentation : celle de la conciliation de la vie familiale et de la vie professionnelle – et notamment des mesures de politique familiale qui la favorisent.

La deuxième thématique concerne l'analyse plus large de mesures de politique sociale, mesures qui couvrent des risques dans lesquels se trouvent certaines personnes : situation de pauvreté des enfants ou de handicap, par exemple.

Enfin, la troisième thématique découle de l'une des caractéristiques du Luxembourg, pays multiculturel où le taux d'étrangers est particulièrement élevé – plaçant le pays dans une situation unique en Europe. Dans un tel contexte, la question des inégalités de réussite scolaire des enfants se pose tout particulièrement.


**RESPONSABLE**

**Anne REINSTADLER**  
[anne.reinstadler@ceps.lu](mailto:anne.reinstadler@ceps.lu)

**ÉQUIPE**

Aigul ALIEVA  
 Audrey BOUSSELIN  
 Catalina LOMOS  
 Jordane SEGURA  
 Marie VALENTOVA



## ACTUALITÉS 2012

**Dans le cadre du programme pluriannuel, trois thèmes ont été plus particulièrement développés au cours de l'année 2012 : l'analyse de la conciliation vie familiale – vie professionnelle ; l'analyse de diverses mesures de politique sociale ; et enfin, l'analyse de la différence de réussite scolaire des élèves en fonction de diverses de leurs caractéristiques. Chacun de ces thèmes a été analysé dans le cadre de recherches académiques et de recherches appliquées.**

.....

**La conciliation vie familiale – vie professionnelle** peut être facilitée par une prestation telle que le congé parental. Mesurer l'effet réel de cette mesure de politique familiale sur la carrière des femmes est toutefois parfois rendu délicat du fait que, dans une même enquête, les bénéficiaires du congé parental ne sont pas tous recensés dans la même catégorie : certains sont employés, d'autres sont inactifs. En théorie, l'enquête européenne Labour Force Survey (EU-LFS) devrait se poser en exception à cette situation, et permettre de repérer ces bénéficiaires puisqu'une catégorie a été créée : celle des employés actuellement sans travail. L'objet de la recherche entreprise ici a consisté à observer ce qu'il en est en pratique selon les pays, et à analyser les conséquences d'éventuelles différences observées. Il s'avère que la situation n'est pas aussi tranchée qu'on aurait pu s'y attendre. Dans certains pays, les données de la LFS ne reflètent pas l'utilisation réelle du congé parental car des bénéficiaires sont encodés comme inactifs ; le taux de recours au congé parental pourrait être sous-estimé de 2 à 7 points selon les pays (voire de 12 à 45 points pour les mères d'enfants de 0 à 2 ans). Les taux d'emploi sont alors difficilement comparables sur le plan international. Cette analyse plaide ainsi pour une mesure harmonisée du statut d'emploi (Valentova, Mikucka, 2012).

Un autre moyen de favoriser la conciliation vie familiale-vie professionnelle peut être d'améliorer l'accès aux modes de garde non parentaux, notamment en augmentant la disponibilité des modes de garde. L'originalité de l'analyse qui a été menée (Bousselin, Ray, 2012) a été de tenir compte des règles de priorité dans l'accès aux modes

de garde, ainsi que de leur proximité du domicile des familles, pour définir la disponibilité des modes de garde. Les principaux résultats ont confirmé qu'une hausse de la disponibilité locale a bien le rôle positif escompté dans la participation des mères au marché du travail et leur recours à un mode de garde ; l'ampleur de ce rôle n'est pas négligeable.

Le thème de la conciliation de la vie familiale et de la vie professionnelle a également été développé dans le cadre de deux rapports réalisés pour le Ministère de la Famille et de l'Intégration. L'objectif du premier d'entre eux était de clore l'analyse entamée depuis 2009 d'une mesure phare de politique familiale : le chèque-service accueil (CSA), créé en mars 2009. Cette mesure vise notamment à réduire le coût de la garde d'enfants, et ainsi à réduire l'effet désincitatif au travail que peuvent avoir des frais de garde jugés trop élevés par les familles. Après de premiers résultats, descriptifs, c'est cette fois une évaluation de cette mesure sur l'offre de travail des mères et la demande de garde d'enfants qui a été réalisée (Bia et al., 2012). Les résultats suivants ont été mis en avant : d'une part, le CSA n'incite pas les familles à confier leurs enfants à un mode d'accueil formel, mais il augmente la durée d'accueil formel des enfants âgés de moins de 4 ans (d'une heure par semaine en moyenne) ; d'autre part, le CSA n'encourage pas les femmes à travailler, mais il augmente la durée de travail des femmes dont le plus jeune enfant est âgé de moins de 4 ans (d'une heure par semaine en moyenne). Cette évaluation a été complétée par un éclairage juridique, indiquant les objectifs en termes de quantité, qualité et coût des modes d'accueil des jeunes enfants auxquels sont soumis les États par le droit communautaire. L'objectif du deuxième rapport était d'analyser de quelle façon les conventions collectives de travail déclarées d'obligation générale prennent en compte la vie familiale du salarié et favorisent ainsi conciliation vie familiale - vie professionnelle (Segura, 2012).

**La comparaison internationale des politiques sociales** est souvent fondée sur celle des dépenses réalisées par chaque État en pourcentage de son PIB. Mais ces dépenses

ne permettent pas de distinguer les pays selon qu'ils sont généreux dans les montants alloués aux individus, ou selon que le pourcentage de bénéficiaires de prestations sociales est élevé. C'est justement l'objet de l'analyse : comparer les pays en fonction des montants individuels qu'ils allouent et de la part de la population bénéficiant des différentes prestations. L'un des premiers résultats qui a été mis en évidence sur la base des données EU-SILC (panel européen sur les revenus et conditions de vie des ménages) est le lien négatif entre le taux de recours à une prestation visant les individus non occupés sur le marché du travail et le montant moyen perçu au titre de cette prestation.

L'analyse de mesures ponctuelles de politique sociale a également été développée dans le cadre de deux contrats (tous les deux avec le Ministère de la Famille et de l'Intégration). Dans un cas, l'analyse portait sur l'effet de diverses mesures de politique familiale (déjà implémentées ou imaginées) sur la pauvreté des enfants. L'utilisation pour le Luxembourg d'un modèle européen de micro-simulation statique (Euromod) a montré que l'image de la situation dans laquelle se trouvent réellement les enfants au Luxembourg est très différente selon l'indicateur utilisé (indicateur qui assimile la pauvreté à l'inégalité des niveaux de vie des individus, comme le taux de pauvreté, ou indicateur qui tente d'appréhender la pauvreté de façon absolue, comme le taux de déprivation matérielle sévère). L'analyse a montré également que pour changer la situation des enfants en termes d'inégalité des niveaux de vie, il semblerait pertinent de changer en profondeur le système de prestations familiales, car des adaptations à la marge des mesures de politique familiale actuelles n'ont pas d'effet sur le taux de risque de pauvreté des enfants (Reinstadler et al., 2012). Dans le cadre du second contrat, l'analyse a porté sur une mesure visant les personnes handicapées, mesure dont la principale caractéristique serait de répondre à des besoins en termes d'inclusion sociale de ces personnes – cela à coût réduit pour l'État. Ce projet exploratoire a permis d'explicitier le cadre dans lequel s'inscrirait une telle prestation si elle était finalement mise en place (Segura, 2012).

Concernant **la réussite scolaire des élèves**, et suivant ce qui avait été commencé en 2011, une recherche académique s'est intéressée tout particulièrement à l'un des facteurs de cette réussite scolaire : la collaboration entre les enseignants intervenant dans des écoles qui incitent au dialogue et à la responsabilité collective (analyse portant sur les Pays-Bas). La collaboration des enseignants s'avère être un facteur important de la réussite scolaire, comme a pu le montrer une revue extensive de la littérature sur le sujet (Lomos, Hofman, & Bosker, 2012). L'objectif a ensuite consisté à définir la notion de communauté professionnelle puis à mesurer ses effets sur la réussite scolaire des élèves du secondaire (Lomos, 2012). Il s'est finalement avéré que ce concept est difficile à mesurer dans des contextes différents (américains, anglais ou néerlandais), mais qu'il joue un rôle dans l'analyse de la performance des élèves.

Sur ce même thème de la réussite scolaire des élèves, une recherche, appliquée cette fois, s'est intéressée à la performance des élèves immigrés au Luxembourg, et notamment de celle des élèves venant de pays non européens (ex-Yougoslaves et Cap-Verdiens). Cette analyse a été réalisée dans le cadre d'un contrat avec l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI), qui sera poursuivi au cours de l'année 2013. Utilisant les données de l'enquête PISA de 2003, 2006 et 2009, deux analyses successives ont été réalisées. D'une part, il s'est agi d'estimer l'effet des caractéristiques des familles (statut professionnel et niveau d'éducation des parents, ainsi que langue parlée à la maison) sur les performances en lecture des élèves. Les résultats suggèrent que ces caractéristiques familiales expliquent une large part des différences de performance en lecture entre les élèves luxembourgeois et les élèves provenant de ces pays tiers. D'autre part, les caractéristiques du programme (secondaire général ou secondaire technique) ont également été prises en compte, ainsi que la classe dans laquelle se trouve l'élève. Les résultats montrent que ces facteurs entrent dans l'explication des performances en lecture, notamment celles des élèves cap-verdiens.

## PARTENAIRES

- > Ministère de la Famille et de l'Intégration (Luxembourg)
- > Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation professionnelle (Luxembourg)
- > Katholieke Universiteit Leuven (Belgique)
- > Université de Lorraine (France)
- > Université de Reims (France)
- > Université de New Brunswick (Canada)
- > Université de York (Canada)
- > Université de Turin (Italie)
- > Université de Groningen (Pays-Bas)

## SÉLECTION DE PUBLICATIONS

BIA Michela, BOUSSELIN Audrey, SEGURA Jordane.

*Évaluation du Chèque-service accueil. Modes de garde des enfants et emploi féminin.* Rapport rédigé pour le compte du Ministère de la Famille et de l'Intégration. CEPS/INSTEAD, 2012.

BOUSSELIN Audrey, Ray Jean-Claude.

Participation des mères au marché du travail et disponibilité locale des services collectifs de garde d'enfants. Application au Luxembourg. *Revue Economique*, 2012, vol. 63, n°2, pp. 215-233.

LOMOS Catalina, HOFMAN R.H., BOSKER Roel J.

The concept of professional community and its relationship with student performance. In: HUBER S., AHLGRIMM F. *Kooperation. Aktuelle Forschung zur Kooperation in und zwischen Schulen sowie mit anderen Partnern.* Berlin: Waxmann, 2012, pp. 51-68.

LOMOS Catalina.

*Professional community and student achievement.* Groningen, The Netherlands: Ipskamp Drukkers B.V., The Netherlands, 2012, 172 p.

REINSTADLER Anne, BERGER Frédéric, BOUSSELIN Audrey, LIÉGEOIS Philippe.

*L'impact de mesures de politique familiale sur la situation des ménages. L'apport de la microsimulation.* Rapport rédigé pour le compte du Ministère de la Famille et de l'Intégration. CEPS/INSTEAD, 2012.

SEGURA Jordane.

*Projet d'aide personnalisée aux personnes handicapées.* Synthèse rédigée pour le compte du Ministère de la Famille et de l'Intégration, Division Personnes Handicapées. CEPS/INSTEAD, novembre 2012.

SEGURA Jordane.

*La conciliation vie familiale et vie professionnelle au sein des entreprises. Analyse des conventions collectives déclarées d'obligation générale au Luxembourg.* Rapport rédigé pour le compte du Ministère de la Famille et de l'Intégration. CEPS/INSTEAD, 2012.

VALENTOVA Marie, MIKUCKA Malgorzata.

The ILO concept measuring parental leave across countries. In: HOFFMEYER-ZLOTNIK Jürgen H.P., WARNER Uwe. *Demographic Standards for Surveys and Polls in Germany and Poland – National and European Dimension.* Köln: GESIS Leibniz-Institut für Sozialwissenschaften, 2012.

Toutes les publications sur [www.ceps.lu](http://www.ceps.lu)

AXE  
4

## LIENS SOCIAUX

La cohésion sociale, aujourd'hui au cœur des questions sociales et politiques, constitue la thématique majeure de l'axe de recherche Liens sociaux.

Phénomène multidimensionnel, la cohésion sociale est analysée au travers des domaines du travail, de l'intégration, de la culture, du multiculturalisme, du genre, de l'éducation, du bien-être subjectif et de la philanthropie. Il s'agit d'identifier les lignes de force et les risques de rupture qui traversent la société, de développer des indicateurs qui offriront des outils pour évaluer des politiques dans les domaines concernés et en fonction des groupes sociaux identifiés.

Les travaux menés relèvent des champs de la sociologie quantitative et de l'économie. Ils ont pour principaux supports les grandes enquêtes sociales européennes (EVS, ESS), l'enquête européenne sur les revenus et conditions de vie (EU-SILC) et ses modules nationaux (PSELL) ainsi que des enquêtes ad hoc, telles que les enquêtes nationales « Pratiques culturelles » et « Philanthropie » (secteur associatif 2009). Les domaines sont traités dans une perspective de recherche académique et de recherche appliquée.

En fin d'année 2012, dans un souci d'économie d'échelle et de cohérence de la programmation scientifique, l'axe a fusionné avec l'axe « Inégalités ». Cette fusion, désormais effective, transparaîtra dans notre rapport annuel à partir de 2013.

**RESPONSABLE****Monique BORSENBARGER**[monique.borsenberger@ceps.lu](mailto:monique.borsenberger@ceps.lu)**ÉQUIPE**

Stefano BARTOLINI

Marie-Sophie CALLENS

Stéphanie CASSILDE

Paul DICKES

Charles FLEURY

Carlo KLEIN

Jean LANGERS

Malgorzata MIKUCKA

Francesco SARRACINO

Jérôme TOURBEAUX

Marie VALENTOVA

Bogdan VOICU



## ACTUALITÉS 2012

### RECHERCHE ACADÉMIQUE

Les travaux menés en 2012 ont été réalisés dans le prolongement des pistes ouvertes par le projet FNR « Valeurs et cohésion sociale » (VALCOS) mené de 2007 à 2011. Pour mémoire, la cohésion sociale telle que définie par Bernard (1999) avait été opérationnalisée au niveau des attitudes (dimension formelle) et des comportements (dimension substantielle) dans les sphères politique (confiance institutionnelle et engagement politique) et socioculturelle (solidarité et participation socioculturelle). Cette mesure avait été validée au niveau de 33 pays européens au moyen de l'enquête European Values Survey (EVS) de 1999.

Une première série de travaux a porté directement sur la cohésion sociale. Dans un premier temps, la mesure de la cohésion sociale a pu être validée au niveau européen pour 47 pays à partir des données de l'EVS de 2008. Dans un second temps, un rapport s'appuyant sur les données des enquêtes EVS de 1999 et 2008 pour 43 pays et s'inspirant de la théorie de la cohésion sociale de Bernard (1999), a permis de compléter l'index de cohésion sociale VALCOS en y incluant la mesure des valeurs de liberté, d'égalité et de solidarité. Puis, une typologie des régimes de cohésion sociale, issue de la théorie de Bernard, a été créée et confrontée aux typologies des régimes providentiels. Ces analyses mettent en évidence une certaine congruence entre les deux typologies ainsi qu'un décalage entre les valeurs actuelles et les valeurs des régimes providentiels qui peut avoir des conséquences importantes pour l'avenir des régimes providentiels.

Une série de travaux portait sur la question du genre. L'analyse de l'évolution des attitudes du point de vue du genre, et selon les âges, montre qu'au cours des dix dernières années, les résidents ont une vision moins traditionnelle, particulièrement en ce qui concerne les conséquences de l'emploi des femmes sur le bien-être des enfants et sur la situation économique du ménage. Les jeunes femmes ont une vision égalitaire de la division du travail entre hommes et femmes, loin devant les hommes et surtout en ce qui concerne la répartition des tâches domestiques.

Un ensemble de travaux portait sur l'intégration des immigrés au Luxembourg. L'analyse de l'attitude des résidents à l'égard de l'intégration, en fonction de leur parcours migratoire, était mesurée au travers de leur attitude à l'égard de deux modèles migratoires que sont l'assimilation, d'une part, et le multiculturalisme, d'autre part. Les résultats montrent que la population, plus multiculturelle en 2008, plébiscite plus largement le modèle de l'assimilation en 2008 qu'en 1999.

Une analyse plus spécifique visait à mesurer le processus d'intégration des Portugais du Luxembourg en mettant en relation l'insertion socio-économique et l'acculturation et en comparant la population portugaise qui réside au Luxembourg à celle qui réside au Portugal. On observe ainsi qu'au Luxembourg, les descendants d'immigrés portugais, compte tenu de leur milieu social d'origine, connaissent une mobilité sociale ascendante associée au développement d'une identité culturelle « hybride », constituée de valeurs situées entre le pays de naissance de leurs parents et le Luxembourg.

La question de l'intégration a finalement été analysée de façon plus générale, en tenant compte des indicateurs utilisés au niveau européen pour mesurer l'intégration mais sans référence au contexte individuel migratoire. On a ainsi pu mettre en évidence que les individus les moins intégrés se caractérisent pour l'essentiel par un faible niveau scolaire, en partie déterminé par le milieu social familial d'origine.

Enfin, au niveau européen, si l'on considère la notion de cohésion sociale comme une forme d'externalité positive engendrée par l'investissement éducatif, on observe une corrélation positive entre les variables représentant les différentes dimensions de la cohésion sociale et les niveaux de formation individuels. Ainsi, on pourrait suggérer qu'une amélioration générale du niveau de formation dans un pays devrait en même temps améliorer la cohésion sociale, mais l'importance de cet effet dépend du type de pays considéré.



### RECHERCHE NATIONALE

En partenariat avec le CEPS/INSTEAD depuis 1999, le Ministère de la Culture a développé et financé le programme « Pratiques culturelles au Luxembourg », outil d'observation visant à mesurer les évolutions de diffusion des différentes pratiques culturelles et du profil des publics au cours du temps.

Les « Enquêtes Culture », réalisées en 1999 et 2009, constituent le principal instrument de suivi des comportements culturels au Luxembourg. En 2012, les travaux ont porté sur l'analyse de la presse quotidienne gratuite et son renouvellement générationnel, de la pratique de la presse payante papier et des pratiques culturelles selon le genre.

### SOCIÉTÉ CIVILE

Sur base de l'étude intitulée « Le secteur associatif au Luxembourg », commanditée au CEPS/INSTEAD dans le cadre du projet « Philanthropie », l'Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte approfondit son analyse des secteurs associatifs. Elle organise des tables rondes semestrielles entre les acteurs clés des différents secteurs de la philanthropie auxquelles participent les chercheurs du Centre. L'objectif est double. Il consiste à dresser un inventaire des activités réalisées au sein des différents secteurs et à sonder leurs besoins respectifs. Après avoir traité les thèmes de la culture et du sport en 2011, les chercheurs ont participé à l'animation de tables rondes en présentant les résultats relatifs aux thèmes de la violence et du handicap en 2012.

Les chercheurs de l'axe *Liens sociaux* ont aussi collaboré à la rédaction de deux ouvrages collectifs destinés à un large public. Ils ont ainsi rédigé un chapitre de l'ouvrage collectif « Travail frontalier au sein de la Grande région », réalisé dans le cadre du projet INTERREG « Université de la Grande Région » et publié aux Éditions Universitaire de Lorraine. Ils ont également participé à la mise en œuvre de l'ouvrage collectif du CEPS/INSTEAD sur la cohésion sociale et territoriale au Luxembourg et à la rédaction de trois de ses chapitres.

### INSTRUMENTS DE RECHERCHE

L'axe Liens sociaux a principalement développé un index VALCOS de mesure de la cohésion sociale. Les bases de données EVS 2008 et EVS Luxembourg continuent d'être enrichies de nouveaux indicateurs au fur et à mesure du développement des recherches.

Les indicateurs de pratiques culturelles sont mis à jour et accessibles sur le site du Centre.

Enseignement et encadrement de travaux universitaires sont également assurés, particulièrement dans le cadre de la formation IMPALLA et à l'étranger.

## PARTENAIRES

- > Université du Luxembourg (Luxembourg)
- > Ministère de la Culture (Luxembourg)
- > Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte (Luxembourg)
- > Katholieke Universiteit Leuven (Belgique)
- > Tilburg University (Pays-Bas)
- > Université de Lorraine (France)

## SÉLECTION DE PUBLICATIONS

**BARTOLINI Stefano, MIKUCKA Malgorzata, SARRACINO Francesco.**

*Money, Trust and Happiness in Transition Countries: Evidence from Time Series.* CEPS/INSTEAD, 2012, coll. Working Papers n°2012-04, 32 p.

**BORSENBARGER Monique.**

Le statut juridique et conventionnel du travailleur frontalier. In: BELKACEM Rachid, PIGERON-PIROTH Isabelle. *Le travail frontalier : pratiques, enjeux et perspectives.* Nancy : Editions Universitaires de Lorraine, 2012, pp. 397-410.

**CALLENS Marie-Sophie, VALENTOVA Marie, MEULEMAN Bart.**

*Do attitudes toward integration of immigrants change over time? A comparative study of natives, second-generation immigrants and foreign-born residents in Luxembourg.* CEPS/INSTEAD, 2012, coll. Working Papers n°2012-14, 28 p. (to be published in *Journal of International Migration and Integration*, 2013)

**CASSILDE Stéphanie.**

*Pratiques culturelles et genre.* CEPS/INSTEAD, 2012, coll. Les Cahiers du CEPS/INSTEAD n°2012-05, 28 p.

**DICKES Paul, FLEURY Charles.**

*Cohésion sociale, valeurs et régimes providentiels. 1ère édition.* CEPS/INSTEAD, 2012, coll. Rapports, 176 p.

**KLEIN Carlo.**

La cohésion sociale: un effet externe de l'investissement éducatif ? *Cahiers du CIRTES (Hors série)*, 2012, vol. 2012, n°2, pp. 215-230.

**LAMOUR Christian, LANGERS Jean.**

*La Presse Quotidienne Gratuite au Luxembourg. Vers un renouveau générationnel et populaire de la presse ?* CEPS/INSTEAD, 2012, coll. Les Cahiers du CEPS/INSTEAD n°2012-01, 20 p.

**TOURBEAUX Jérôme.**

Intégration et frontières sociales au Luxembourg. *Revue européenne des sciences sociales/European Journal of Social Sciences*, 2012, vol. 50, n°2, pp. 115-145.

**VALENTOVA Marie, BERZOSA Guayarmina.**

Attitudes toward immigrants in Luxembourg. Do contacts matter? *International Review of Sociology*, 2012, vol. 22, n°2, pp. 341-363.

**VOICU Bogdan, SERBAN Monica.**

Immigrant participation in voluntary associations across Europe. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 2012 (online first 08 August 2012).

Toutes les publications sur [www.ceps.lu](http://www.ceps.lu)

AXE  
5SANTÉ, VIEILLISSEMENT ET  
AUTONOMIE

Dans un contexte avéré de vieillissement de la population, les recherches au sein de cet axe se sont articulées autour de la question centrale de la santé et de l'autonomie des personnes âgées au Luxembourg.

À cette fin, les travaux ont visé à développer davantage les méthodologies existantes de mesure de l'état de santé global d'une population en tenant compte de ses trois principales dimensions : la santé physique, la santé mentale et la santé sociale. Les travaux ont eu notamment pour objectif l'identification et l'analyse des déterminants et des facteurs de risque de l'état de santé, ainsi que la modélisation dynamique de l'état de santé des personnes âgées.

**RESPONSABLE****Uwe WARNER**[uwe.warner@ceps.lu](mailto:uwe.warner@ceps.lu)**ÉQUIPE**

Marie-Noel PI ALPERIN

Nathalie LORENTZ

Günther SCHMAUS

Jordane SEGURA

Anastase TCHICAYA



## ACTUALITÉS 2012

**Au Luxembourg, comme dans la plupart des pays développés, la proportion de personnes âgées dans la population s'accroît, notamment du fait de l'allongement de l'espérance de vie (CE, 2010) et de la diminution de la fécondité<sup>1</sup>.**

.....

Ce changement démographique aura un impact fondamental sur l'économie, l'organisation de la société et les impératifs politiques. Plus précisément, on pourrait s'attendre à ce qu'une société comptant un plus grand nombre de personnes âgées soit une société moins dynamique en termes économiques et intellectuels. De plus, les transferts des ressources entre les générations au titre des dépenses de soins de santé pourraient augmenter. Cependant, l'impact du vieillissement de la population sur le dynamisme de la société, sur l'évolution des maladies associées à l'âge et, en conséquence, sur les dépenses de santé, dépendra de l'évolution de l'état de santé des personnes arrivant à la fin de leur vie active. Au-delà du mouvement de vieillissement général de la population, la part des personnes très âgées va aussi augmenter sensiblement dans l'avenir. Ce phénomène entraînera l'accroissement de la proportion d'individus susceptibles de se trouver en état de dépendance, ce qui nécessitera des prestations adaptées. La notion de dépendance, qui renvoie à l'idée d'un besoin en soins de santé, mais aussi à celle d'aide et d'assistance des personnes dans la réalisation des actes de leur vie quotidienne, est fortement liée à l'âge ainsi qu'au parcours de santé de chaque personne prise individuellement. Par conséquent, il est important d'étudier l'évolution de certaines maladies associées à l'âge, l'évolution de la consommation de soins médicaux, et l'évolution des aides formelles pour les personnes dépendantes. Ceci, dans le but d'anticiper l'impact du vieillissement de la population sur la demande et la composition des services de dépendance, ainsi que sur les budgets publics.

## LES DONNÉES DE SANTÉ PUBLIQUE

Compte tenu du manque de données consolidées dans le domaine de la santé publique, un partenariat étroit a été établi avec l'IGSS ; il permettra, entre autres, d'exploiter les données administratives (notamment celles concernant l'Assurance Dépendance). Conjointement aux données de l'IGSS, les données SHARE et EuroREACH constituent la base fondamentale pour la réalisation de la recherche en santé publique au Luxembourg, dans un contexte national et de comparaisons internationales.

L'enquête SHARE (Survey of Health, Ageing and Retirement in Europe)<sup>2</sup> est la première enquête européenne multidisciplinaire (qui intègre les sciences économiques, la médecine et les sciences sociales) portant sur la santé, la retraite et la situation économique des personnes âgées de 50 ans et plus. Les informations collectées sont essentiellement des données sur l'état de santé physique et mentale, la consommation médicale, le contexte familial, le capital social et le statut socioéconomique des personnes de 50 ans et plus.

EuroREACH est un projet européen qui se propose de développer l'accès à des données de soins de santé au niveau international pour développer la recherche comparative, notamment en matière de maladies chroniques. En effet, en raison du vieillissement de la population et du progrès médical et technologique, les pays européens sont de plus en plus confrontés au poids des dépenses engendrées par ces maladies.

## MDYNRFC « Monitoring and DYNamics of health status through the Risk Factors for Cardiovascular disease »

.....

Ce projet de recherche explore l'existence des inégalités socioéconomiques en matière de santé en mettant l'accent sur les facteurs de risque de maladies cardiovasculaires. Il vise particulièrement à évaluer l'influence des facteurs socioéconomiques et des facteurs de risque sur l'évolution de la santé dans une population spécifique : les patients souffrant de maladies cardiovasculaires.

La principale question de recherche sous-tendant le projet vise à analyser l'influence des facteurs socioéconomiques

<sup>1</sup> Dupâquier J. Le vieillissement de la population dans le monde. Bulletin de l'Association des Anciens et Amis du CNRS, 2006, n°42, pp. 9-53.

<sup>2</sup> L'enquête SHARE, lancée en 2002, interroge plus de 45000 personnes âgées de 50 ans et plus. La première vague, réalisée en 2004, comptait 11 pays. La nouvelle vague, qui se déroulera en 2012, concernera 21 pays dont le Luxembourg qui y participera pour la première fois.

et le rôle de l'éducation à la santé fournie par des professionnels de la santé dans le changement des facteurs de risque de maladies cardiovasculaires, afin de comprendre pourquoi certaines personnes se maintiennent en bonne santé avec une bonne qualité de vie, tandis que d'autres ne le peuvent pas. Le projet MDYNRFC va produire des résultats utiles pour le développement des politiques et des stratégies de promotion de la santé au Luxembourg.

#### HEADYNAP « Health Dynamics and ageing population »

La définition de l'Organisation Mondiale de la Santé (1948) spécifie que la santé est un état englobant bien-être physique, mental et social, et qu'elle ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité. Ainsi, l'état de santé se mesure de façon 'objective', comme la mortalité ou la morbidité diagnostiquées, ou plus 'subjective', comme la santé perçue. Mesurer la santé de manière multidimensionnelle est une des principales pistes de recherche de cet axe. Plus précisément, il s'agit d'étudier la façon selon laquelle les trois principales dimensions de la santé (physique, mentale, sociale) peuvent être agrégées en un seul indicateur. Un tel indicateur devrait permettre d'évaluer l'état de santé global de la population, ainsi que l'état de santé par rapport à chaque dimension prise séparément.

Ces indices permettent de mesurer et d'identifier les inégalités de santé entre différents « groupes » de population, entre les principales « dimensions » de la santé et entre les différents couples « dimension/groupe ». Après avoir mesuré les inégalités multidimensionnelles de santé, il convient de les expliquer. En se basant sur des données administratives de l'IGSS et des données d'enquête, il s'agit de mesurer les déterminants des inégalités socioéconomiques de santé au Luxembourg. Ainsi, les conditions de vie présentes (telles que la pauvreté, les conditions de logement, et de travail) ou passées (telles que la nutrition dans l'enfance, ou le suivi périnatal), les modes de vie (tels la consommation d'alcool et de tabac), le manque d'hygiène alimentaire et la sédentarité, les recours aux soins et les facteurs

héréditaires sont prises en compte afin de modéliser l'association entre les déterminants et les indicateurs de santé. L'idée étant d'éclairer l'origine des différences existantes entre les groupes de population ou dimensions de santé.

#### L'AUTONOMIE DES PERSONNES ÂGÉES

À partir de données administratives de l'IGSS et à l'aide de techniques économétriques adaptées et de modèles de microsimulation dynamiques, l'objectif est d'estimer l'évolution de l'état de santé des personnes dépendantes et plus particulièrement certaines pathologies : démence, maladie de Parkinson et accidents vasculaires. Cela permet également d'anticiper l'évolution de la consommation de soins et de médicaments ainsi que de la demande d'aide formelle et informelle et de mesurer l'impact de ces évolutions sur les budgets publics.

Dans ce contexte, l'axe a réalisé une expertise « Classification des plans de prise en charge de l'assurance dépendance ». Dans un souci d'amélioration du système de prise en charge, la Cellule d'Evaluation et d'Orientation (CEO) du ministère de la sécurité sociale souhaite simplifier le système actuel de prise en charge des personnes dépendantes, voir s'il existe des possibilités de regroupement d'actes et proposer des forfaits plutôt qu'une addition d'actes afin d'offrir une offre plus adaptée aux besoins des usagers. Plus précisément, il s'agit de vérifier si des regroupements d'actes peuvent être faits sur les données actuellement existantes, de voir quelles seraient les différentes possibilités d'associer les actes, de décrire les éventuelles associations, d'établir une correspondance entre les associations d'actes et les durées d'aides et de soins et, enfin, de croiser les données avec les variables indépendantes actuellement disponibles (âge, sexe, lieu de séjour et code ICD10).

## PARTENAIRES

- > SHARE (Allemagne)
- > Max-Planck Institut für Sozialrecht und Sozialpolitik (Allemagne)
- > European Centre for Social Welfare Policy and Research (Autriche)
- > OECD
- > Inspection Générale de la Sécurité Sociale (Luxembourg)
- > Katholieke Universiteit Leuven (Belgique)
- > Université du Luxembourg (Luxembourg)
- > CRP-Santé (Luxembourg)
- > STATEC (Luxembourg)
- > Banque Centrale du Luxembourg (Luxembourg)
- > Ministère de la Santé (Luxembourg)
- > Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (Luxembourg)
- > Institut National de Chirurgie cardiaque et de Cardiologie Interventionnelle (Luxembourg)
- > Institut Scientifique de Santé Publique (Belgique)

## SÉLECTION DE PUBLICATIONS

HILDEBRAND Vincent, PI ALPERIN Maria Noel, VAN KERM Philippe.

*Measuring and accounting for the deprivation gap of Portuguese immigrants in Luxembourg.* CEPS/INSTEAD, 2012, coll. Working paper n°2012-33, 52 p.

TCHICAYA Anastase, LORENTZ Nathalie.

Socioeconomic inequality and obesity prevalence trends in Luxembourg, 1995-2007. *BMC Research Notes*, 2012, vol. 5 (online first 29 August 2012).

TCHICAYA Anastase, BRAUN Marie, LORENTZ Nathalie, DELAGARDELLE Charles, BEISSEL Jean, WAGNER Daniel.

Social inequality in awareness of cardiovascular risk factors in patients undergoing coronary angiography. *European Journal of Preventive Cardiology*, 2012 (online first 16 April 2012).

Toutes les publications sur [www.ceps.lu](http://www.ceps.lu)

AXE  
6COOPÉRATION SCIENTIFIQUE  
AFRIQUE - LUXEMBOURG POUR LE  
DÉVELOPPEMENT

L'axe de recherche Coopération Scientifique Afrique-Luxembourg pour le développement a pour objectif l'étude des comportements et des conditions de vie des ménages et des individus dans les pays en voie de développement.

De façon plus particulière, nos recherches concernent le marché du travail, l'éducation, la santé et la pauvreté. Le genre constitue une dimension transversale de l'axe. Autant que possible, les études sont réalisées en collaboration avec des chercheurs des pays sur lesquels portent les études, avec une volonté explicite de renforcer les capacités de recherche locale d'une part et, d'autre part, de diffuser le plus largement possible les résultats des recherches auprès des différents acteurs de développement des pays concernés. Une autre ligne directrice est de favoriser la recherche dans les pays cibles de la coopération luxembourgeoise et de développer un partenariat avec les acteurs du développement au Luxembourg (Direction de la coopération, Lux-Development, ONG intervenant dans les pays en développement).

**RESPONSABLE****Mathias KUEPIE**[mathias.kuepie@ceps.lu](mailto:mathias.kuepie@ceps.lu)**ÉQUIPE**

Jean-Luc DEMONSANT

Jacques EMINA

Ousmane FAYE

Sandrine KOISSY-KPEIN

Moustapha KONÉ

Nicaise MISANGUMUKINI

Michel TENIKUE



## ACTUALITÉS 2012

**En 2012, AFRILUX a participé à un large projet FP7 européen ("Enhancing Knowledge for Renewed Policies against Poverty" [NOPOOR]), dont l'objectif est l'analyse de la pauvreté et de ses corrélats dans les pays en développement.**

Le projet propose aux acteurs de la lutte contre la pauvreté (en premier lieu l'Union européenne, mais aussi les gouvernements des pays en développement) des nouvelles recommandations permettant d'accroître l'efficacité des politiques, programmes et projets de lutte contre la pauvreté. Il s'agit d'un projet qui est coordonné par l'Institut de Recherche pour le Développement et l'université de Paris-Dauphine (IRD-DIAL, France) et qui réunit dix-neuf centres de recherche au Nord (8) et au Sud (11). AFRILUX intervient plus particulièrement sur deux aspects de ce projet de grande envergure. Tout d'abord, nous coordonnons une activité dont l'objectif est de réunir sous une même plateforme l'ensemble des données produites ou utilisées par les participants. Ensuite, nous contribuons aussi à la production scientifique sur trois problématiques majeures de recherche. La première problématique, d'ordre méthodologique, est la mesure et la prise en compte de l'économie informelle dans les indicateurs de la comptabilité nationale. La seconde porte sur l'analyse de l'impact du réseau social sur l'insertion dans le marché du travail des pays en développement. Enfin, la dernière concerne les liens entre les chocs climatiques, le genre et la sécurité alimentaire au Mali.

Sur ces différents thèmes de recherche du projet NOPOOR, l'année 2012 a été consacrée à la préparation des enquêtes (notamment l'enquête sur l'emploi et le secteur informel au Niger), ainsi qu'à la récupération de base de données existantes auprès des partenaires. Le site web de la Datawarehouse ([www.nopoor.lu](http://www.nopoor.lu)) a également été créé et permettra de stocker et de partager les données entre l'ensemble des membres du projet.

A côté du projet NOPOOR dont les activités ont commencé en 2012 et se poursuivront les trois prochaines années, les chercheurs d'AFRILUX ont également mené

des recherches dans le domaine de la pauvreté subjective, de l'éducation, de la santé et du commerce informel transfrontalier.

### PAUVRETÉ SUBJECTIVE

Le caractère dynamique et multidimensionnel de la pauvreté fait actuellement l'unanimité car l'approche subjective permet de prendre en compte des dimensions qui ne sont pas facilement mesurables dans les approches objectives. Malgré ce constat, peu d'études ont été faites sur la pauvreté subjective, surtout dans les pays en développement. Pour combler cette lacune, AFRILUX a entrepris d'analyser les déterminants de la pauvreté subjective au Mali, en particulier chez des ménages qui, selon les critères objectifs de la pauvreté monétaire, ne sont pas pauvres. L'étude a utilisé l'enquête légère intégrée auprès des ménages (ELIM) du Mali de 2006. Un des premiers résultats frappant est que les ménages qui sont proches de la ligne de pauvreté présentent les mêmes probabilités d'être subjectivement pauvres que ceux qui en sont fort éloignés. L'insatisfaction des besoins minimums, le fait de se sentir discriminé ou d'avoir subi des chocs sont d'autres éléments qui influent sur le fait de se sentir pauvre.

### ÉDUCATION

L'accès à l'école et la poursuite des études jusqu'à la fin du cycle secondaire au moins demeurent des défis importants pour les pays en développement. C'est la raison pour laquelle la recherche sur les déterminants de la demande de l'éducation reste un axe majeur de la recherche en matière de développement. Au cours de l'année 2012, les travaux sur cette problématique se sont poursuivis par un examen plus approfondi du lien entre la fécondité et l'éducation des enfants, d'une part, et d'autre part, à travers une étude sur la concurrence entre école formelle et école coranique.

À l'aide des changements inattendus du nombre d'enfants du fait de la naissance de jumeaux, des chercheurs d'Afrilux fournissent une mesure assez objective de l'intensité de ce lien en Afrique Sub-saharienne à travers les méthodes

instrumentales. Les résultats montrent notamment qu'une forte fécondité a un impact négatif sur le niveau d'éducation atteint, mais d'amplitude plus faible que ce que ne l'aurait laissé présager une estimation sans prise en compte de l'endogénéité.

La seconde étude sur la scolarisation porte sur la concurrence entre l'éducation formelle et l'enseignement religieux informel pour les ménages sénégalais, avec ici aussi, le souci de mesurer l'impact causal de l'éducation coranique sur la demande d'éducation formelle des ménages. Pour ce faire, la stratégie économétrique des doubles différences a été mise en œuvre. Les analyses montrent que le système coranique et le système formel sont indépendants en termes d'organisation et de contenu pédagogique. Néanmoins, ils se font concurrence pour la gestion du temps de travail des enfants.

#### SANTÉ

Un obstacle important au renforcement du capital humain est la morbidité, en particulier celle des groupes vulnérables : les enfants et les femmes. Les premiers sont très souvent victimes de maladies infectieuses comme le paludisme et les maladies diarrhéiques qui sévissent de façon endémique en Afrique. Quant aux femmes, en plus des maladies précédentes, elles sont les premières touchées par les maladies sexuellement transmissibles dont la plus connue et la plus dangereuse est le VIH Sida. Mais de façon générale, chaque grossesse ou naissance comporte des risques de mortalité maternelle non négligeables. Au cours de l'année 2012 plusieurs recherches d'AFRILUX se sont intéressées à ces questions.

Une des études a ainsi porté sur la recherche des déterminants de la prévention du paludisme, maladie endémique au Sénégal. Le dispositif expérimental mis en place a permis d'en identifier les principaux facteurs. Compte tenu des coûts directs et indirects générés par l'avènement d'une maladie, nous nous sommes intéressés aux stratégies mises en place par les ménages sénégalais pour atténuer les conséquences de tels chocs. À l'évidence, l'accès à la micro assurance de santé s'est avérée être la solution la plus appropriée. A côté du paludisme, la

diarrhée demeure également un problème important de santé publique en Afrique. D'une étude portant sur la République Démocratique du Congo (RDC), il ressort que l'un des facteurs clefs du contrôle de la maladie est l'hygiène publique et l'accès à l'eau potable. Quant au VIH SIDA, son mode de contamination majeur en Afrique passe par des rapports sexuels non protégés, d'où l'intérêt d'analyser les comportements sexuels des jeunes. C'est dans cette optique qu'une étude menée par AFRILUX s'intéresse spécifiquement à l'influence de la religiosité sur le comportement sexuel des jeunes dans les bidonvilles de Nairobi au Kenya. Il en ressort que les jeunes qui appartiennent à des confessions exerçant un important contrôle sur leurs membres (comme les pentecôtistes ou d'autres nouvelles formes d'églises protestantes) adoptent des comportements sexuels moins risqués que ceux des confessions plus ouvertes comme les catholiques.

#### COMMERCE INFORMEL ET INTÉGRATION TRANSFRONTALIÈRE EN AFRIQUE DE L'OUEST

Dans le cadre du projet CROSSTRADE consacré au commerce informel et à l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest, les travaux entrepris durant l'année 2012 ont été consacrés à la mise en place d'une enquête sur les petits et grands commerçants de cinq marchés frontaliers situés entre le Niger, le Bénin et le Nigeria. Les résultats intermédiaires du projet montrent que les réseaux sociaux qui relient les grands commerçants diffèrent fortement selon que la région considérée possède une tradition commerciale précoloniale ou que son développement soit principalement dû à la création des frontières étatiques actuelles. Un autre volet de l'étude concerne plus spécifiquement les petits commerçants. Une enquête portant sur 400 d'entre eux a été réalisée sur les mêmes sites que ceux de l'enquête réalisée auprès des grands commerçants mais avec pour objectif d'évaluer l'importance de leur capital social sur leur productivité. Les premières analyses montrent qu'être en relation avec des personnes occupant des positions socioprofessionnelles stratégiques (douaniers, cadres, migrants internationaux, etc.) contribue à accroître la productivité des petits commerçants.

## PARTENAIRES

- > DIAL (Développement Institutions et Mondialisation) (France)
- > INSTAT (Institut National de la Statistique) (Mali)
- > INS-Niger (Institut National de la Statistique) (Niger)
- > Université de Pennsylvanie (États-Unis)
- > ADES, Université de Bordeaux – CNRS (France)
- > Département de Géographie de l'Université de Niamey (Niger)

## SÉLECTION DES PUBLICATIONS

ANDRE Pierre, DEMONSANT Jean-Luc.

*Koranic Schools in Senegal : A real barrier to formal education.* CEPS/INSTEAD, 2012, coll. Working paper n°2012-34, 40 p.

AURIOL Emmanuelle, DEMONSANT Jean-Luc.

Education and migration choices in hierarchical societies: The case of Matam, Senegal. *Regional Science and Urban Economics*, 2012, vol. 42, n°5, pp. 875-889.

BOUARE Issa, KONE Felix Yagoua, KUEPIE Mathias, SIDIBE Lassine.

*Les déterminants de la fréquentation scolaire au Mali : entre caractéristiques socioculturelles et économiques et statut de l'enfant dans le ménage.* CEPS/INSTEAD, 2012, coll. Working Paper n°2012-41, 32 p.

KUEPIE Mathias, TENIKUE Michel.

*The effect of the number of siblings on education in sub-Saharan Africa: evidence from a natural experiment.* CEPS/INSTEAD, 2012, coll. Working paper n°2012-28, 28 p.

EMINA Jacques, KANDALA N-B.

Accounting for recent trends in the prevalence of diarrhea in the Democratic Republic of Congo (DRC): results from consecutive cross-sectional surveys. *BMJ Open*, 2012, vol. 2, n°6 (online 5 december 2012).

GYIMAH Stephen Obeng, KODZI Ivy, EMINA Jacques, ADJEI Jones, EZEH Alex.

Adolescent sexual risk-taking in the informal settlements of Nairobi, Kenya: understanding the contributions of religion. *Journal of Religion and Health*, 2012 (Online first march 2012).

KUEPIE Mathias.

L'impact de la solidarité familiale sur le niveau de vie et la pauvreté des personnes âgées au Mali. *Canadian Journal of Development Studies / Revue canadienne d'études du développement*, 2012, vol. 33, n°2, pp. 198-213.

RETAILLE Denis, WALTHER Olivier.

*New ways of conceptualizing space and mobility: Lessons from the Sahel to the globalized world.* CEPS/INSTEAD, 2012, coll. Working Paper n°2012-24, 32 p.

WALTHER Olivier.

*Regional trade and economic networks in West Africa.* CEPS/INSTEAD, 2012, coll. Working Paper n°2012-07, 28 p.

WALTHER Olivier.

Traders, agricultural entrepreneurs and the development of cross-border regions in West Africa. *Entrepreneurship and Regional Development*, 2012, vol. 24, n°3, pp. 123 -141.

Toutes les publications sur [www.ceps.lu](http://www.ceps.lu)

## FOCUS : Le vieillissement actif

L'année 2012 a vu le développement au sein de l'axe 'marché du travail et emploi' d'un programme de recherche sur le vieillissement actif. Ce programme est mené par le Centre en collaboration avec le Ministère du Travail et de l'Emploi et s'inscrit dans l'année européenne du vieillissement actif et des solidarités intergénérationnelles.

Le vieillissement de la population constitue un vrai défi pour les pays européens. Ce défi est accentué par l'arrivée des générations du baby-boom à l'âge de la retraite qui entraîne des répercussions inévitables sur le marché du travail dont un risque de pénurie de main-d'œuvre sur le long, voire le moyen terme. Au Luxembourg, sur le moyen terme, le problème du vieillissement de la main-d'œuvre se pose avec une moindre acuité du fait de la composition atypique de sa population active. En effet, la présence massive d'actifs frontaliers et étrangers, en moyenne plus jeunes que les résidents luxembourgeois, fournit au Luxembourg un répit quant aux conséquences du vieillissement de la main-d'œuvre. Néanmoins, des débats sont déjà engagés et, sous les recommandations de l'Union européenne, de nombreuses mesures spécifiques destinées au maintien en activité des travailleurs âgés ont vu le jour dans le pays.

Dans le cadre de ce programme, une douzaine de publications préparées par le Centre permettent de documenter et de comprendre la situation des travailleurs âgés au Luxembourg. Elles proposent une analyse de la question du vieillissement actif au travers de trois perspectives : (i) celle des travailleurs (il s'agit entre autres d'identifier où travaillent les seniors et quelles sont leurs caractéristiques, d'analyser leur situation sur le marché du travail en étudiant notamment leur exposition au chômage et leur capacité à en sortir), (ii) celle des entreprises (en analysant la structure par âge des entreprises et les politiques managériales mises en œuvre pour favoriser ou non le vieillissement actif) et (iii) celle des politiques publiques (les différentes mesures de politiques publiques adoptées par le Luxembourg dans le cadre du vieillissement ont été analysées dans une perspective comparative avec les pays de la Grande-Région). L'ensemble des enseignements fournis par ces publications ont permis d'étayer la réflexion du Ministère du Travail et de l'Emploi qui prépare depuis 2012 un projet de loi destiné à favoriser le maintien en activité des seniors dans les entreprises.

L'intégralité de ces travaux ont été présentés lors d'un colloque co-organisé par le CEPS/INSTEAD et le réseau RETEL\* les 26-27 novembre 2012.

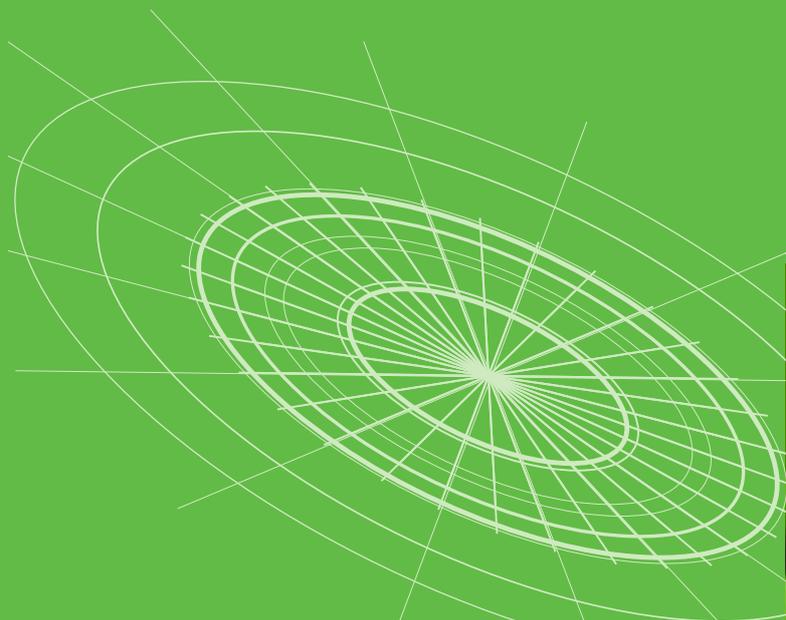
\* RETEL signifie « Réseau d'Etudes sur le marché du travail et de l'emploi au Luxembourg »  
Ce réseau associe les administrations publiques telles que l'ADEM, l'IGSS et le STATEC pour fournir les bases de données relatives au marché du travail et à l'emploi au Luxembourg.





PÔLE DE RECHERCHE

# GEOGRAPHIE & DEVELOPPEMENT





## SOMMAIRE

Présentation du Pôle de recherche

Axe 1 : Habitat & développement spatial

Axe 2 : Intégration métropolitaine transfrontalière

Axe 3 : Mobilité locale transfrontalière

Focus : La mobilité quotidienne des frontaliers



La thématique principale qui anime depuis plusieurs années le pôle de recherche GEODE est celle de la durabilité du processus de métropolisation et de ses formes particulières d'organisation spatiale, sociale, politique et économique générées dans le contexte spécifique des régions transfrontalières.

Ainsi, dans le cadre du premier programme pluriannuel 2008-2010, il nous a été possible de souligner la pertinence du champ de recherche spécifique de la métropolisation, notamment grâce à la mobilisation de différentes grilles de lecture conceptuelles des sciences sociales telles que la gouvernance, la périurbanisation, la centralité, la ségrégation, la mobilité quotidienne ou encore la prospective territoriale, pour n'en citer que quelques-unes. Ces grilles ont permis la (dé) construction du concept de métropolisation, qui correspond, pour le résumer simplement, au processus de transformation des grandes villes insérées dans les réseaux de la mondialisation.

La dimension transfrontalière qui, dans le contexte luxembourgeois, caractérise le processus de métropolisation fait l'objet d'une attention particulière dans le cadre du programme pluriannuel 2011-2013. La redéfinition progressive des fonctions dévolues aux frontières, tant au niveau européen (le Luxembourg étant pour notre pôle un cas-type emblématique) que dans d'autres pays, permet ainsi d'observer les transformations des processus de production des métropoles transfrontalières et de leurs modes de régulation. L'ouverture des frontières génère en effet des avantages concurrentiels propres à chaque région frontalière, qui se traduisent par des comportements particuliers en termes de mode d'habitat, de déplacement, mais également d'organisation politique des nouvelles territorialités qui se dessinent.



**Christophe SOHN**  
[christophe.sohn@ceps.lu](mailto:christophe.sohn@ceps.lu)

Responsable faisant fonction  
du pôle de recherche  
*Géographie & Développement*

**Les différents projets d'étude et de recherche du pôle s'organisent autour de trois axes thématiques qui sont :**

- > Habitat et développement spatial
- > Intégration métropolitaine transfrontalière
- > Mobilité locale transfrontalière

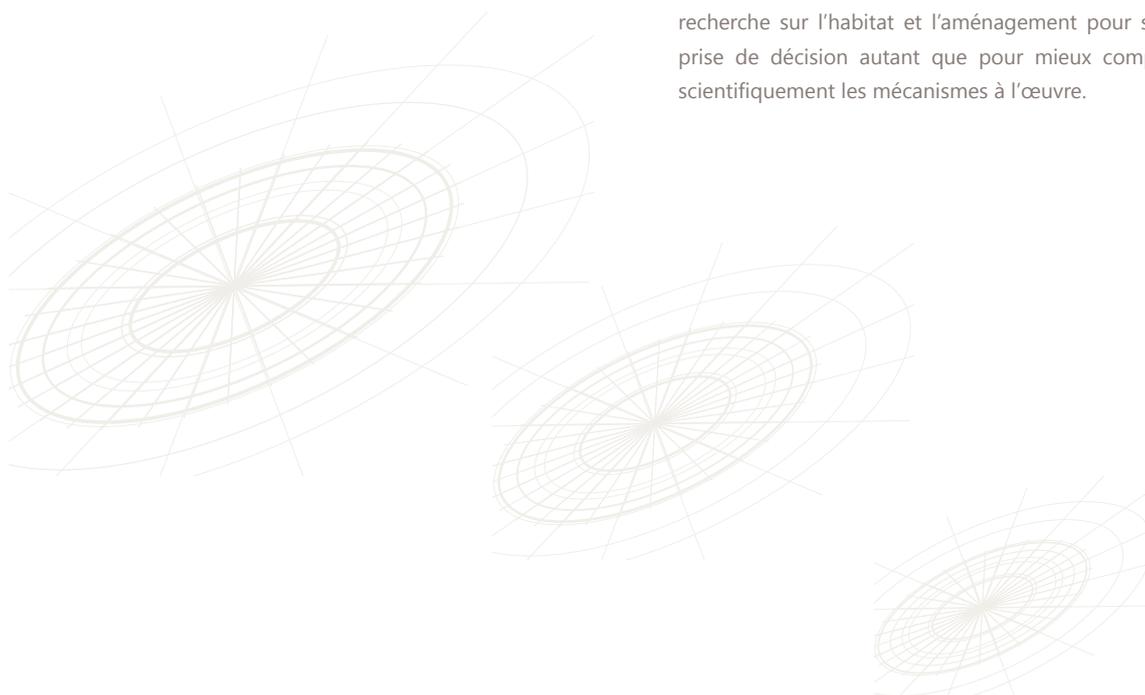
AXE  
1

## HABITAT &amp; DÉVELOPPEMENT SPATIAL

L'essor économique qu'a connu le Luxembourg au cours des dernières décennies a engendré un important développement spatial caractérisé par une compétition pour l'utilisation du sol. La multiplication des implantations (habitat, zones d'activités, équipements publics, etc.) a ainsi fortement contribué à augmenter la valeur des terrains constructibles.

Cette hausse des prix a accentué les difficultés de logement des ménages les plus modestes, et a contribué à diffuser l'habitat dans les espaces périurbains et à tendance rurale, à l'écart des pôles d'emploi et de certaines aménités urbaines. La consommation importante de terrains agricoles, la fragmentation des paysages ainsi que l'augmentation des déplacements motorisés induits par ces mutations sont incompatibles avec un développement durable du territoire. Il importe donc de tenter de réguler ce développement spatial pour le rendre plus respectueux des principes de cohésion sociale et territoriale.

L'axe de recherche « Habitat et développement spatial » produit des travaux d'observation, d'étude et de recherche sur l'habitat et l'aménagement pour servir la prise de décision autant que pour mieux comprendre scientifiquement les mécanismes à l'œuvre.



## ACTUALITÉS 2012

### RECHERCHE ACADÉMIQUE

En termes de recherche académique, les productions de l'axe reposent essentiellement sur la valorisation des travaux réalisés dans le cadre d'études financées par les Ministères, sous la forme de soumissions d'articles à des revues scientifiques à comité de lectures et de participations à des conférences internationales. Un article a été publié dans la revue « Economics Letters » et deux chapitres sont parus dans l'ouvrage intitulé « Luxembourg, an emerging cross-border metropolitan region ». De plus, un article issu des travaux réalisés dans le cadre de l'Observatoire du Développement Spatial portant sur la centralité urbaine a été soumis à la revue en ligne « European Journal of Spatial Development », et un autre est en cours de finalisation, pour la revue « L'Espace Géographique ». Enfin, un article a été présenté lors de la Conférence européenne annuelle de la « Regional Studies Association » (RSA) en mai 2012 à Delft (Pays-Bas).

### RECHERCHE NATIONALE

Le projet-pivot de l'axe est l'Observatoire de l'Habitat, qui produit des analyses sur les prix immobiliers, le potentiel foncier disponible et consommé et le confort des logements, en plus de demandes à caractère plus ponctuel.

L'équipe de l'Observatoire de l'Habitat est devenue avec le temps un partenaire incontournable de la prise de décision politique en matière de logement. En 2012 une note a été publiée sur le potentiel foncier constructible théorique au Luxembourg avec les données de 2010. En plus des séries statistiques habituelles, d'importants travaux d'expertise ont été menés pour explorer les effets de l'introduction d'une subvention de loyer, pour laquelle un projet de loi et de règlement grand-ducal ont été officiellement adoptés le 18 janvier 2013 en Conseil de Gouvernement. Complémentairement, l'axe a participé à la réalisation d'un Monitoring sur le Pacte Logement, ainsi qu'à des travaux préparatoires en vue d'une réforme des aides individuelles au logement promouvant l'accès à la propriété.

Pour l'Observatoire du Développement Spatial, qui constitue un autre projet pluriannuel d'envergure pour l'axe, l'année 2012 a été marquée par la présentation, en conférence de presse, de deux rapports par Monsieur Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures et Monsieur Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures. Ces rapports ont porté tout d'abord sur les évolutions démographiques et leurs conséquences sur le développement spatial, ainsi que sur la centralité urbaine. Deux autres chantiers d'importance ont occupé les membres de l'équipe : le travail d'assistance à la rédaction de l'exposé des motifs du futur Plan Sectoriel Logement, et la production d'un système de gestion de bases de données statistiques et cartographiques en vue de la mise en ligne de l'ensemble des travaux relatifs aux rapports de l'Observatoire du Développement Spatial depuis 2008 sur le site internet du Géoportail national de l'Administration du Cadastre et de la Topographie.

De plus, l'axe est intervenu ponctuellement dans les travaux sur l'établissement d'un plan national de secours en définissant des temps d'accès en tout territoire à partir des centres de secours actuels et d'une éventuelle implantation future de centres de secours supplémentaires.

### SOCIÉTÉ CIVILE

La contribution de l'axe « Habitat & développement spatial » à la société civile est particulièrement perceptible à travers l'Observatoire de l'Habitat. Ses travaux sont en effet diffusés au travers de publications « grand public » et par le biais de son site internet : <http://observatoire.ceps.lu>. Un grand nombre de statistiques et d'indicateurs sont ainsi disponibles sur le site internet, en particulier à l'échelle communale. Les travaux de l'Observatoire de l'Habitat ont également été présentés au grand public lors de la Semaine Nationale du Logement du 28 septembre au 1er octobre 2012. Les travaux de l'Observatoire de l'Habitat ont également fait l'objet de deux présentations en Commission Parlementaire du Logement, en février et novembre 2012.

Un article à destination du grand public a en outre été publié sur la demande et les besoins en logements au Luxembourg (dans le SozialAlmanach 2012 de CARITAS et dans la revue « Forum »).

L'axe a contribué à des travaux pour le compte du Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région afin d'expliquer les différents coefficients de la gestion de l'utilisation du sol en l'illustrant à travers l'exemple de différents lotissements. Ces résultats vont être publiés dans une brochure destinée aux spécialistes du domaine et à toute personne intéressée au sujet.

Enfin, des chercheurs de l'axe ont participé à l'évènement « Researcher's days 2012 » organisé par le FNR, le 3 et 4 novembre 2012, afin de donner aux plus jeunes un aperçu ludique sur l'aménagement urbain et, parallèlement, de mieux faire connaître nos travaux et la contribution de l'équipe aux enjeux de société.

#### INSTRUMENTS DE RECHERCHE

L'Observatoire de l'Habitat est en charge depuis 2003 de la collecte, de l'analyse et de la diffusion d'informations sur le logement. Il est chargé du suivi trimestriel des prix annoncés des logements à la vente et à la location (issus des annonces immobilières), ainsi que des prix enregistrés des appartements (issus des actes notariés). Il est également en charge de la mise à jour périodique d'indicateurs sur le potentiel foncier, la consommation foncière et la densité résidentielle sur les terrains consommés. Enfin, l'Observatoire de l'Habitat a conçu et met à jour chaque année une série d'indicateurs de confort des logements, construits à partir de l'enquête PSELL-3/EU-SILC réalisée par le CEPS/INSTEAD en collaboration avec le STATEC.

En ce qui concerne l'Observatoire du Développement Spatial, l'ensemble des données collectées et des indicateurs statistiques conçus et produits depuis sa création ont été insérés dans une base de données permettant la génération de requêtes et facilitant les mises à jour ultérieures. Cette base de données a également été convertie de manière à pouvoir être exploitée par l'Administration du Cadastre et de la Topographie pour la production de cartes sur son site internet.



#### RESPONSABLE

**Antoine DECOVILLE**

[antoine.decoville@ceps.lu](mailto:antoine.decoville@ceps.lu)

#### ÉQUIPE

Gaby DRAGUT

Valérie FELTGEN

Gaëtan de LANCHY

Julien LICHERON

Clémence POUGET

## PARTENAIRES

- > Ministère du Logement (Luxembourg)
- > Ministère du Développement durable et des Infrastructures (dont le Département de l'Aménagement du Territoire et le Département de l'Environnement) (Luxembourg)
- > Ministère de l'Éducation Nationale (Luxembourg)
- > Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région (dont la Direction de l'Aménagement communal et du développement urbain et l'Administration des Services de Secours) (Luxembourg)
- > Administrations communales (Luxembourg)
- > L'Inspection Générale de la Sécurité Sociale (Luxembourg)
- > Administration du Cadastre et de la Topographie (ACT) (Luxembourg)
- > Administration de l'Enregistrement et des Domaines (AED) (Luxembourg)
- > STATEC (Luxembourg)
- > Banque Centrale du Luxembourg (Luxembourg)

## SÉLECTION DE PUBLICATIONS

POUGET Clémence, FELTGEN Valérie, SKOCZYLAS Konrad.  
*Le potentiel foncier constructible théorique au Luxembourg en 2010.* Observatoire de l'Habitat, 2012, coll. La Note de l'Observatoire de l'Habitat n°18, 8 p.

DECOVILLE Antoine, FELTGEN Valérie, KLEIN Olivier, BOUSCH Patrick.

*La centralité urbaine au Luxembourg : analyse et perspectives.* Rapport pour le Département de l'Aménagement du Territoire, 2012, 90 p.

LICHERON Julien, LIÉGEOIS Philippe, BOUSCH Patrick.  
*Analyse exploratoire des effets de l'introduction d'une subvention de loyer.* Rapport pour le Ministère du Logement, 2012, 50 p.

DE LANCHY Gaëtan.

*Offre et prix annoncés des logements à la vente et à la location : Localisation, taille âge et performances énergétiques.* Hors-Série de l'Observatoire de l'Habitat, Septembre 2012, 16 p.

FELTGEN Valérie.

*Gérer l'utilisation du sol à l'échelle d'un projet urbain.* Rapport pour le Ministère de l'Intérieur et à la Grande-Région, 2012, 19 p.

DECOVILLE Antoine, POUGET Clémence.

*Définition de seuils maximum de consommation du sol au Grand-Duché de Luxembourg entre 2014 et 2020.* Rapport pour le Ministère du Développement durable et des Infrastructures, 2012, 41 p.

DECOVILLE Antoine, SOHN Christophe.

Mapping the structuring of a cross-border metropolis. The functional urban region of Luxembourg. In: *Luxembourg. An emerging Cross-border Metropolitan Region.* Brussels: Peter Lang, 2012, pp. 119-139.

DECOVILLE Antoine.

The challenges of the spatial development policy in Luxembourg. In: *Luxembourg. An emerging Cross-border Metropolitan Region.* Brussels: Peter Lang, 2012, pp. 249-263.

BOUSCH Patrick, LICHERON Julien.

Demande et besoins en logement. Quelles solutions pour les acteurs publics ? In: *SozialAlmanach 2012.* Confédération CARITAS Luxembourg asbl, 2012, pp. 249-258.

L'CEILLET Guillaume, LICHERON Julien.

How does the European Central Bank react to oil prices? *Economics Letters*, vol. 116, n°3, pp. 445-447.

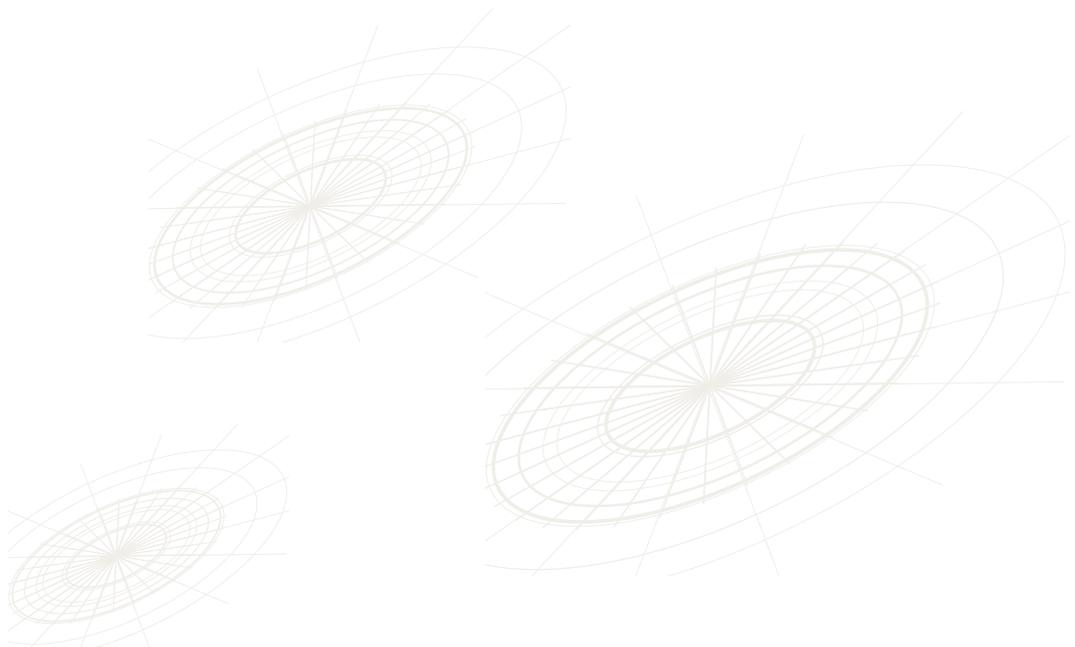
AXE  
2INTÉGRATION MÉTROPOLITAINE  
TRANSFRONTALIÈRE

Les recherches menées dans le cadre de l'axe Intégration Métropolitaine Transfrontalière (IMT) portent sur l'analyse des métropoles transfrontalières et, en particulier, les interactions entre i) les processus d'intégration économique et urbaine, ii) les modes de gouvernance et iii) les effets générés par les frontières étatiques.

A travers la mobilisation du concept de réseau (d'acteurs, d'entreprises et de villes), l'axe IMT privilégie une approche relationnelle de l'intégration transfrontalière.

Cette stratégie de spécialisation thématique s'accompagne d'un élargissement des recherches à d'autres espaces que le Luxembourg, notamment en Europe et en Amérique du Nord.

L'enjeu réside non seulement dans la possibilité de mener des analyses comparatives riches d'enseignement, y compris pour le Luxembourg, mais aussi dans la possibilité de pouvoir mieux valoriser les résultats des recherches entreprises en termes de publications internationales.



## ACTUALITÉS 2012

### RECHERCHE ACADÉMIQUE

En 2012, l'essentiel des activités de recherche académique de l'axe IMT ont été menées dans le cadre du projet METRONET (2010-2012) financé par le programme CORE du FNR. L'objectif de ce projet coordonné par le CEPS/INSTEAD est d'analyser le processus de construction des régions métropolitaines transfrontalières en Europe. Pour y parvenir, une approche novatrice de la coopération transfrontalière basée sur une analyse structurale des réseaux de politiques publiques et leur confrontation avec l'espace géographique est mobilisée. Ce faisant, le projet s'inscrit dans une approche relationnelle de la construction des espaces transfrontaliers métropolitains.

Sur un plan empirique, Luxembourg, Bâle, Lille et Vienne-Bratislava constituent les quatre études de cas sélectionnées. Afin d'être en mesure de pouvoir cerner la totalité d'un réseau d'acteurs, deux domaines particuliers de politiques publiques faisant l'objet de coopérations transfrontalières ont été ciblés : il s'agit du transport public et du marketing économique. Dans chacune des régions transfrontalières retenues, les principaux acteurs impliqués dans l'un ou l'autre de ces domaines de la coopération transfrontalière ont fait l'objet d'une enquête. L'analyse des résultats porte, d'une part, sur le rôle des acteurs politiques, notamment en ce qui concerne l'intermédiarité, dans les réseaux de gouvernance transfrontaliers et, d'autre part, dans l'examen du rôle joué par les frontières nationales dans l'émergence d'un nouveau régionalisme transfrontalier.

En septembre 2012, une conférence internationale intitulée 'Unpacking cross-border governance' a été organisée par le CEPS/INSTEAD dans le cadre du projet METRONET. 40 spécialistes venus d'Europe et d'Amérique du Nord ont présenté leurs travaux et fait le point ensemble sur la signification du concept de gouvernance transfrontalière après deux décennies de recherches sur le sujet.

Parallèlement à la finalisation du projet METRONET, l'équipe IMT a également participé au démarrage du projet EUBORDERSCAPES financé par la Commission européenne au titre du 7ème Programme Cadre. Ce projet international porte sur l'analyse du concept de frontière et sa signification d'un point de vue politique, socio-économique, culturel et symbolique. Ce questionnement conceptuel intervient dans un contexte de redéfinition du rôle des frontières étatiques et de l'Union européenne (UE), suite à la fin de la guerre froide et à l'élargissement de l'UE en direction des anciens pays de l'Est. Les chercheurs de l'axe IMT ont en charge la gestion d'un 'work package' dédié au processus d'intégration transfrontalière dans les aires métropolitaines et les villes situées à proximité des frontières nationales.

2012 a enfin été l'année de publication, chez PIE Peter Lang, de l'ouvrage collectif "Luxembourg. An emerging cross-border metropolitan region" sur la base des travaux de recherches menés dans le cadre du projet METROLUX (2007-2009) financé par le FNR. Quatorze chercheurs, dont neuf travaillant au CEPS/INSTEAD, ont examiné les dimensions économiques, sociales, politiques et spatiales du processus de métropolisation transfrontalière à l'œuvre au Luxembourg et dans les territoires frontaliers afin d'en éclairer les dynamiques et les enjeux. Combinant des réflexions conceptuelles à des analyses empiriques, cet ouvrage constitue finalement une contribution emblématique des recherches menées par les géographes du pôle GEODE sur l'émergence d'une région métropolitaine transfrontalière au Luxembourg.



SOHN Christophe (ed.)  
*Luxembourg. An emerging Cross-border Metropolitan Region.*  
Éditions Peter Lang, 2012, 314 p.  
ISBN: 978-90-5201-798-3

**RECHERCHE NATIONALE**

En 2012, un projet portant sur l'analyse du marché de location de bureau dans la ville de Luxembourg a été entrepris. Cette étude s'inscrit dans un contexte particulier, puisqu'à la suite de la crise des prêts hypothécaires sur les différents marchés résidentiels, l'afflux de capitaux dans le secteur de l'immobilier de bureaux est susceptible de générer des conflits importants sur l'utilisation du foncier en centre-ville. En premier lieu, les analyses ont porté sur les modalités de développement à moyen terme des marchés résidentiel et de bureau au Luxembourg. Les modes de financement et l'afflux massif de capitaux qui en résultent ont ainsi fait l'objet d'une attention particulière. En second lieu, l'identification des processus de planification urbaine et les logiques de la prise de décision au sein des marchés financiers et immobiliers a fait l'objet d'une collaboration avec l'université de Heidelberg.

**INSTRUMENTS DE RECHERCHE**

La réalisation d'une enquête dans le cadre du projet METRONET sur les réseaux de gouvernance dans quatre régions métropolitaines transfrontalières en Europe a donné lieu à la constitution d'une base de données contenant les matrices relationnelles. Cette base de données unique en son genre est la propriété du CEPS/INSTEAD et son accès est restreint aux partenaires du projet METRONET.

**RESPONSABLE****Christophe SOHN**[christophe.sohn@ceps.lu](mailto:christophe.sohn@ceps.lu)**ÉQUIPE**

Tim CASSIERS

Lanciné DIOP

Sabine DÖRRY

Frédéric DURAND

Christian LAMOUR

Nora STAMBOLIC

Olivier WALTHER

## PARTENAIRES

- > Université de Lausanne (Suisse)
- > Katholieke Universiteit Leuven (Belgique)
- > Université du Luxembourg (Luxembourg)
- > Technische Universität Wien (Autriche)
- > Modul University Vienna (Autriche)
- > Université de Heidelberg (Allemagne)
- > Arizona State University (États-Unis)
- > University of Eastern Finland (Finlande)

## SÉLECTION DE PUBLICATIONS

**CASSIERS Tim, KESTELOOT Christian.**

Sociospatial inequalities and social cohesion in European cities. *Urban Studies*, 2012, vol. 49, n°9, pp. 1909-1924.

**DECOVILLE Antoine, SOHN Christophe.**

Mapping the structuring of a cross-border metropolis. The functional urban region of Luxembourg. In: SOHN Christophe (ed.) *Luxembourg. An Emerging Cross-border Metropolitan Region*. Éditions Peter Lang, 2012, pp. 119-139.

**DÖRRY Sabine, HANDKE Michael.**

Disentangling the geography of finance and real estate: competing space-times of decision-making and uneven spatial development. *Articulo - Journal of Urban Research*, 2012, n°9 [online].

**DIOP Lanciné.**

Par delà les frontières, les marchés de la métropole luxembourgeoise. *Études Foncières*, 2012, n°159, pp. 35-41.

**DURAND Frédéric, NELLES Jennifer.**

Political rescaling and metropolitan governance in cross-border regions: comparing the cross-border metropolitan areas of Lille and Luxembourg. *European Urban and Regional Studies*, 2012 (online first 13 march 2012).

**LAMOUR Christian.**

La projection territoriale des communes et des intercommunalités en Grande Région : vers une double territorialité métropolitaine. In: BELKACEM Rachid, PIGERON-PIROTH Isabelle. *Le travail frontalier au sein de la Grande Région Saar-Lor-Lux : Pratiques, enjeux et perspectives*. Nancy : Éditions Universitaires de Lorraine, 2012, pp. 333-348.

**SOHN Christophe (ed.)**

*Luxembourg. An emerging Cross-border Metropolitan Region*. Éditions Peter Lang, 2012, 314 p.

**SOHN Christophe.**

The concept of the Cross-border Metropolitan Region and its Relevance to Luxembourg. In: SOHN Christophe (ed.) *Luxembourg. An Emerging Cross-border Metropolitan Region*. Éditions Peter Lang, 2012, pp. 17-40.

**SOHN Christophe, WALTHER Olivier.**

Building a cross-border metropolitan region: the political stakes of scalar restructuring. In: SOHN Christophe (ed.) *Luxembourg. An emerging Cross-border Metropolitan Region*. Éditions Peter Lang, 2012, pp. 265-278.

**WALTHER Olivier.**

Regional growth of the knowledge economy in Luxembourg. In: SOHN Christophe (ed.) *Luxembourg. An emerging Cross-border Metropolitan Region*. Éditions Peter Lang, 2012, pp. 41-63.

Toutes les publications sur [www.ceps.lu](http://www.ceps.lu)

AXE  
3

## MOBILITÉ LOCALE TRANSFRONTALIÈRE

La recherche menée ici se concentre sur le système de mobilité locale, à savoir les interactions qui existent entre les mobilités quotidiennes et résidentielles, en croisant les échelles micro (les espaces de vie des individus) et macro (les formes urbaines et les bassins de vie).

L'objectif de cet axe est de modéliser et de simuler les comportements spatiaux de mobilité en rapport avec leur ancrage spatial et morphologique. L'hypothèse sous-jacente est de savoir si le système de mobilité locale constitue une ressource pour assurer la durabilité des territoires métropolitains, plus particulièrement transfrontaliers.

Cet axe, s'articulant autour du projet MOEBIUS (FNR CORE), combine encore d'autres projets de recherche complétant et actualisant la base de connaissances établie durant les années précédentes. Ainsi, trois autres projets académiques seront développés dans le premier point. Deux autres projets s'inscrivent davantage dans de la recherche appliquée, avec notamment le partenariat du ministère du Développement durable et des Infrastructures. Ces projets feront l'objet du deuxième point. La plupart de ces projets sont renforcés par des projets de doctorat ou de post-doctorat, de même que par des appuis méthodologiques (informatique, géovisualisation, etc.). Ces soutiens sont détaillés au fil des projets.

**RESPONSABLE****Philippe GERBER**[philippe.gerber@ceps.lu](mailto:philippe.gerber@ceps.lu)**ÉQUIPE**

Reine-Maria BASSE  
 Samuel CARPENTIER  
 Omar CHARIF  
 Pierre DIAS  
 Guillaume DREVON  
 David EPSTEIN  
 Maxime FREMOND  
 Olivier KLEIN  
 Sylvain KLEIN  
 Hichem OMRANI  
 Julien SCHIEBEL  
 Frédéric SCHMITZ  
 Nadja VICTOR

## ACTUALITÉS 2012

### **UNE RECHERCHE ACADÉMIQUE ORIENTÉE VERS L'ANALYSE DES COMPORTEMENTS SPATIAUX DE MOBILITÉ**

Aujourd'hui, les comportements de mobilité émergent comme un défi majeur pour la durabilité de nos modes de vie. La prise de conscience de l'impact croissant de la circulation automobile sur l'environnement a conduit à l'émergence de la notion de mobilité durable qui suppose, entre autres, un transfert modal de la voiture vers les transports en commun et les modes doux, de la part des actifs notamment. Les projets CABAC (voir focus), MOEBIUS et ACROSS s'inscrivent dans ce contexte de mobilité durable.

Cofinancé dans le cadre de l'appel CORE du FNR, le projet MOEBIUS vise à une meilleure compréhension aux niveaux économique et environnemental des impacts liés aux comportements individuels de mobilités quotidiennes et résidentielles en fonction de différents scénarios d'aménagement. Plus précisément, trois types de scénarios ont été construits. À partir des documents réglementaires d'urbanisme (PAG...) à l'échelle du Luxembourg, le premier type de scénarios fournit les potentiels de construction résidentielle. Ces scénarios font appel aux principaux courants de pensée en urbanisme et en aménagement pour croiser les potentiels de construction avec des indicateurs synthétiques (centralité, densité, mixité, accessibilité, compacité) variant selon des seuils donnés. Le deuxième type de scénarios part de règles théoriques fractales et a été établi dans le cadre de travaux du doctorat COSMELUX. Enfin, le troisième type de scénarios repose sur des règles de voisinage issues d'un automate cellulaire et de règles issues d'un réseau de neurones (au sein du projet post-doc SIMLANDLUX). Plusieurs actes de conférence ont été produits, et deux articles sont en révision dans des revues classées. Les règles comportementales liées à la mobilité quotidienne, quant à elles, ont fait l'objet de plusieurs publications (voir également le focus et la liste des publications), que ce soit à travers l'utilisation de techniques géostatistiques ou l'application de réseaux de neurones. De plus, les règles de partage modal des résidents luxembourgeois

ont été intégrées en 2012 dans la plateforme de simulation MATSIM (Multi Agent Transport SIMulation) par l'intermédiaire d'arbres de décision fournissant des profils-types de personnes actives selon qu'elles prennent les transports en commun, la voiture seule ou les modes doux pour se rendre au travail. Parallèlement, trois articles ont été acceptés, deux autres seront soumis en 2013. Afin de créer une synergie entre ces outputs et ceux des différents partenaires impliqués dans ce projet, un prototype informatique basé sur les systèmes multi-agents est en train d'être finalisé pour la simulation des comportements spatiaux de mobilité des travailleurs au sein du projet doctoral MOSSIM.

Un autre projet FNR CORE, ACROSS, vise à compléter la compréhension des pratiques de mobilité d'individus ciblés, les fonctionnaires et agents contractuels des institutions de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe, travaillant dans les quartiers européens de Bruxelles, Luxembourg et Strasbourg. Fin 2012, 4 enquêtes ont eu lieu : Conseil de l'Europe (COE, Strasbourg) ; Cour de Justice (CURIA, Luxembourg), Banque Européenne d'Investissement (BEI, Luxembourg) et Comité des Régions (CDR, Bruxelles). Globalement, les taux de réponse sont assez modestes, mais les effectifs sont exploitables dans des conditions acceptables au regard des objectifs du projet. Les bases de données sont centralisées au CEPS/INSTEAD. Elles seront exploitées en 2013, avec l'arrivée d'un nouveau chercheur, en renfort sur ce projet suite aux nouvelles charges universitaires de son initiateur. Par ailleurs, cette même enquête a été réalisée en 2012 au sein de l'université de Strasbourg dans le cadre du projet de doctorat ACROSS ; cela permettra de comparer les résultats entre différentes populations.

Un projet parallèle vient se greffer à une échelle non plus individuelle mais institutionnelle en ce qui concerne la mobilité durable, plus particulièrement transfrontalière, il s'agit du doctorat PROSPEC démarré fin 2011. Ce dernier porte sur l'évaluation des politiques de transport appliquées à la Grande Région. D'un point de vue méthodologique, la combinaison de l'analyse spatiale, des cartes mentales



et d'entretiens d'acteurs dans le domaine des transports, permettra d'appréhender les interactions entre l'efficacité du réseau de transport et les politiques de planification des transports dans un contexte transfrontalier.

Le dernier projet FNR CORE en date est CB-RES, dont la coordination est assurée par l'université du Luxembourg. Cette recherche se focalise sur la mobilité résidentielle transfrontalière, à l'instar des travaux qui avaient été entrepris dans EVALUX, en mettant l'accent sur la région germano-luxembourgeoise. L'objectif est d'analyser les effets de cette mobilité sur, d'une part, les processus d'intégration régionale et, d'autre part, la formation d'identités individuelles et collectives. C'est durant le dernier trimestre 2012 que l'IGSS a fourni les données de mobilité résidentielle nous permettant d'actualiser ces mouvements entre 2008 et 2012.

#### UNE RECHERCHE APPLIQUÉE OUVRANT DE NOUVELLES PERSPECTIVES

Deux premiers projets peuvent être mis en avant pour cette année 2012. Le premier, ZAC-eMOVIN, est cofinancé par le ministère du Développement durable et des Infrastructures (MDDI). Démarré en 2011, en partenariat avec le CRP Henri Tudor, c'est un projet de démonstration ayant pour but d'évaluer la faisabilité et la pertinence de la mobilité électrique à destination des zones d'activités au Luxembourg. Un rapport intermédiaire a été établi pour tous les partenaires du projet en septembre 2012. Il fait suite à l'enquête réalisée via Internet que le CEPS/INSTEAD a établie. Plus précisément, cette enquête vise à définir le potentiel de la voiture électrique pour les déplacements domicile-travail et professionnels ainsi que sa perception par les employés. Chaque entreprise (CRP Henri Tudor, Enovos et P&T) a sélectionné une liste d'employés à contacter (116 au total ; taux de réponse de 47%). Sur ce faible effectif, les parts modales correspondent tout de même à celles déjà observées dans le pays ou dans les régions frontalières. En termes d'autonomie, 90% des déplacements professionnels (en

moyenne 3 par semaine et par salarié interrogé) peuvent faire l'objet de l'utilisation d'une voiture électrique. Il y a d'ailleurs une forte acceptabilité de la voiture électrique. Par contre, la majorité des répondants pensent que la voiture électrique n'est pas synonyme de liberté.

Le deuxième projet « Critère de qualité des transports en commun » a été commandité par le Verkeiersverbond. Cette étude s'insère dans la « stratégie globale pour une mobilité durable » MODU, et notamment le volet de réorganisation des réseaux de transports en commun (TC). Celle-ci doit permettre, dans un contexte d'étalement urbain croissant et de dispersion de l'habitat, de fournir une offre de bus économiquement pérenne et attractive pour l'utilisateur. Un état des lieux de l'offre de transports en commun est réalisé à travers différents critères de qualité. Ils se déclinent en 5 indicateurs : i) l'accès au réseau ; ii) le temps de trajet vers le réseau primaire ; iii) les fréquences des relations entre les centres de développement, les localités et les principales zones d'activités ; iv) les temps de trajet entre les centres de développement, les localités et les principales zones d'activités ; et enfin v) les vitesses des lignes du réseau primaire. Ces résultats ont fait l'objet d'un rapport final.

Enfin, le projet ICMA, financé par INTERREG et coordonné par Transport for Greater Manchester (TfGM), avec pour principal objectif de soutenir les différentes chaînes de mobilité et d'offrir une vraie alternative à la voiture privée, s'est achevé en 2012 par la mise en ligne des modèles d'accessibilité selon les modes voiture, transport en commun, vélo, piéton ainsi que l'association piéton et Vel'oH!. L'interface cartographique interactive est consultable sur le site internet de la partie luxembourgeoise du projet : <http://icma.ceps.lu/interface/index.cfm>. Dans la continuité de ce projet s'inscrit PAWLUX, doctorat qui a pour objectif la modélisation de l'accessibilité piétonne à Luxembourg-Ville, en tenant compte des pratiques de mobilité des piétons, selon leur degré d'autonomie et l'espace urbain à parcourir.

## PARTENAIRES

- > CRP Henri Tudor (Luxembourg)
- > Université du Luxembourg (Luxembourg)
- > Université Notre-Dame de la Paix, Namur (Belgique)
- > Université Catholique de Louvain (Belgique)
- > Université Libre de Bruxelles (Belgique)
- > Université Joseph Fourier, Grenoble (France)
- > Université de Technologie de Compiègne (France)
- > Université de Franche-Comté (France)
- > Université de Strasbourg (France)
- > Université de Rouen (France)
- > Université Jean-Monnet de Saint-Etienne (France)
- > Université Panthéon-Sorbonne, Paris I (France)
- > El Colegio de la Frontera Norte (Mexique)
- > Ministère du Développement durable et des Infrastructures (Luxembourg)

## SÉLECTION DE PUBLICATIONS

### CARPENTIER Samuel.

Cross-Border Local Mobility between Luxembourg and the Walloon Region: an Overview. *European Journal of Transport and Infrastructure Research*, 2012, vol. 12, n°2, pp. 198-210.

### CARPENTIER Samuel, GENGLER Claude, GERBER Philippe.

La mobilité résidentielle transfrontalière entre le Luxembourg et ses régions voisines : un panorama. *Géo-Regards*, 2012, vol. 4, n°2011, pp. 135-152.

### GERBER Philippe, KLEIN Olivier, CARPENTIER Samuel.

Movilidad local y periurbanización transfronteriza. *Frontera Norte*, 2012, vol. 24, n°47, pp. 63-88.

### GERBER Philippe.

Advancement in conceptualizing cross-border daily mobility: the Benelux context in the European Union. *European Journal of Transport and Infrastructure Research*, 2012, vol. 12, n°2, pp. 178-197.

### CARPENTIER Samuel, GERBER Philippe.

Structure des mobilités locales et reconfiguration des espaces de vie transfrontaliers luxembourgeois. In: BELKACEM Rachid, PIGERON-PIROTH Isabelle (ed.) *Le travail frontalier au sein de la Grande Région Saar-Lor-Lux : Pratiques, enjeux et perspectives*. Nancy : Éditions Universitaires de Lorraine, 2012, pp. 313-332.

### LORD Sébastien, GERBER Philippe.

Residential and Cross-border Mobility: A catalyst of Social Polarisation? In: SOHN Christophe (ed.) *Luxembourg. An emerging Cross-border Metropolitan Region*. Éditions Peter Lang, 2012, pp. 161-184.

### BASSE Reine Maria, OMRANI Hichem, CHARIF Omar, BÓDIS Katalin, GERBER Philippe.

Cellular automata based neural networks for modelling dual complex. In: *Proceedings of CAMUSS*, November 8 to 10, 2012, pp. 1-11.

### CHARIF Omar, OMRANI Hichem, BASSE Reine Maria.

Cellular automata based on artificial neural network for simulating land use changes. In: *Proceedings of the 45th Annual Simulation Symposium*. San Diego: Society for Computer Simulation International, 2012, pp. 1-9.

### CHARIF Omar, OMRANI Hichem, BASSE Reine Maria, TRIGANO Philippe.

Cellular Automata Based on machine learning methods for Simulating Land Use. In: *Winter Simulation Conference*. Proceedings of the 2012 Winter Simulation Conference. Berlin, Germany, pp. 4673-4781.

### KLEIN Sylvain.

*Critères de qualité des réseaux de transports en commun au Luxembourg en 2012*. Etude réalisée pour le compte du Verkeiersverbond. CEPS/INSTEAD, novembre 2012, 28 p.

Toutes les publications sur [www.ceps.lu](http://www.ceps.lu)

## FOCUS : La mobilité quotidienne des frontaliers

Avec des distances domicile-travail et des temps de transport relativement longs, la mobilité influence la vie quotidienne de nombreux frontaliers résidant en France, en Belgique ou en Allemagne et travaillant au Luxembourg. Dans l'optique de favoriser un système de transport plus durable dans la Grande Région, la mobilité quotidienne demeure au cœur des préoccupations de nombreuses institutions depuis plusieurs années.

L'Enquête Mobilité des Frontaliers (EMF), développée au sein du pôle Géographie et Développement, a été réalisée à la fin de l'automne 2010 (1<sup>ère</sup> phase) et au début du printemps 2011 (2<sup>ème</sup> phase) par le CEPS/INSTEAD, en collaboration avec l'Université de Strasbourg, dans le cadre du projet international de collaboration scientifique CABaC (Construction et Analyse d'une Base de Connaissance sur les pratiques de mobilités et les représentations énergétiques des frontaliers du Luxembourg), cofinancé par le Fonds National de la Recherche (FNR, Luxembourg) et le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS, France) – projet INTER/CNRS/09/01. Ce partenariat témoigne d'une réelle synergie entre, d'un côté, une recherche scientifique orientée vers des questions sociales et environnementales et, de l'autre, une recherche opérationnelle destinée à l'aide à la décision dans l'optique d'une amélioration du système de transport pour les besoins actuels et futurs des déplacements. Un projet de doctorat, SPAM, s'est encore greffé sur ces recherches liées à la mobilité des frontaliers.

Réalisée auprès d'un échantillon représentatif des frontaliers travaillant au Luxembourg, le nombre de répondants à l'EMF a été de 7 325 pour la première phase et de la moitié d'entre eux pour la seconde.

Afin de diffuser les principaux résultats obtenus, plusieurs modes de communication ont été privilégiés, à la fois dans les sphères académiques et dans les circuits de la société civile. Ainsi, outre plusieurs communications arbitrées dans des colloques internationaux et divers articles scientifiques soumis et à soumettre au courant 2013, une conférence a été organisée le 23 octobre 2012 par le CEPS/INSTEAD, l'Université de Strasbourg - CNRS et la fondation Forum EUROPA, avec la participation du FNR. Cette conférence, ayant pour titre « La Grande Région en mouvement. Mobilité des frontaliers : dynamiques, perspectives », a vu l'accueil de plus de 120 personnes et a été organisée en deux temps :

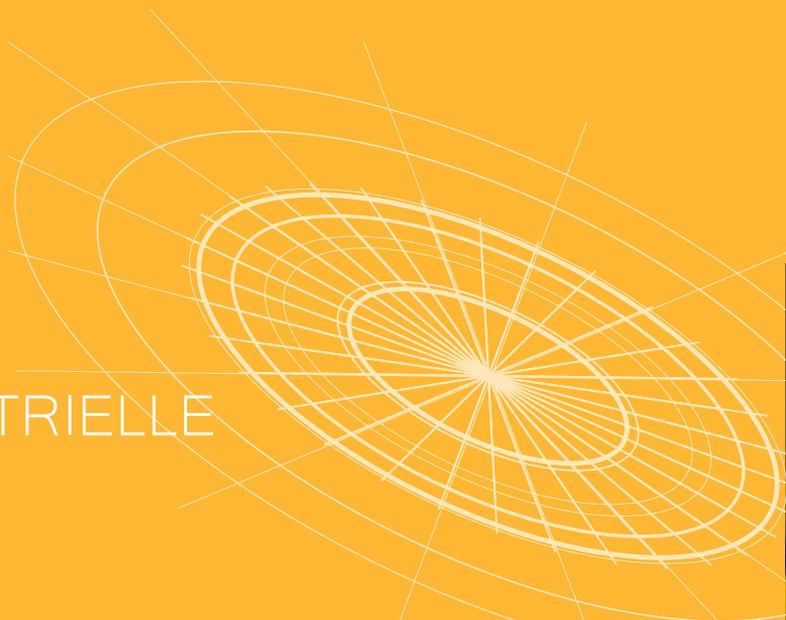
- La présentation des principaux résultats de l'enquête, avec l'établissement d'un diagnostic détaillé de la mobilité quotidienne des frontaliers : quel moyen de transport choisissent-ils pour se rendre au travail ? Quelle est la durée de leur trajet ? Où se déplacent-ils au cours de la journée ? Sont-ils satisfaits de leur mobilité ? L'analyse des résultats témoigne d'une progression de l'usage des transports en commun, mais les déplacements en voiture restent majoritaires.
- L'invitation d'acteurs institutionnels de la Grande Région à une table-ronde sur la thématique des enjeux de la mobilité des frontaliers de demain dans un contexte économique difficile, marqué par les risques environnementaux et énergétiques : quels projets pour quels déplacements ? Comment les autorités publiques préparent-elles le système de transport transfrontalier du futur ? Comment s'articulent les coopérations institutionnelles ?

Enfin, cet événement a été accompagné d'une publication originale (Les Cahiers du CEPS/INSTEAD, Hors-série de 40 pages), disponible en allemand ou en français, écrite de concert par une dizaine de chercheurs et doctorants.



 PÔLE DE RECHERCHE

# ENTREPRISES & ORGANISATION INDUSTRIELLE





## SOMMAIRE

Présentation du Pôle de recherche

Axe 1 : Négociation collective et politiques de l'emploi

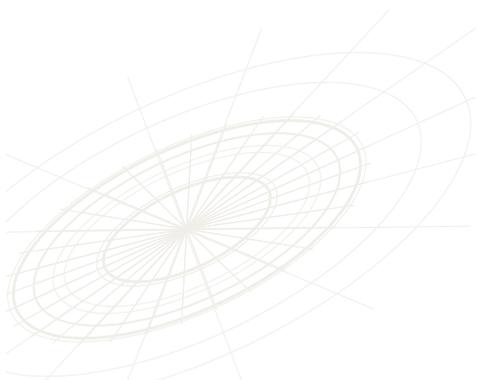
Axe 2 : Organisation industrielle et société de la connaissance

Focus : Négociation collective sectorielle et dialogue social d'entreprise - 2012



Le pôle de recherche « Entreprises et organisation industrielle » se caractérise par la volonté de développer des activités communes entre les axes de recherche « Organisation industrielle et société de la connaissance » et « Négociation collective et politiques de l'emploi ».

L'objectif à moyen et long terme du pôle est de mettre au jour les mécanismes qui sont à l'origine de la création d'emplois au Luxembourg. Nous faisons l'hypothèse que deux mécanismes sont en mesure d'affecter la création d'emplois. Le premier comprend l'ensemble des comportements des entreprises qui s'inscrivent dans le cadre de la société de la connaissance : comportement innovant, activité de Recherche et Développement (R&D), usage intensif de Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) et adoption d'une démarche relevant de la Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE). Le second mécanisme correspond à l'environnement institutionnel dans lequel évoluent les entreprises et ses effets sur la création et la gestion de l'emploi : cadre légal, politiques publiques de l'emploi, aides à l'innovation, gouvernance des entreprises, relations professionnelles, qualité de l'emploi. A côté de ces deux déterminants principaux, sur lesquels se concentrera plus particulièrement notre attention, seront pris en compte la structure des entreprises et l'environnement macro économique.



AXE  
1NÉGOCIATION COLLECTIVE ET  
POLITIQUES DE L'EMPLOI

L'axe de recherche « Négociation collective et politiques de l'emploi » se concentre sur l'analyse des dynamiques des relations professionnelles et de l'emploi à travers les deux thématiques complémentaires que constituent la négociation collective et les politiques publiques de l'emploi.

**RESPONSABLE****Adrien THOMAS**[adrien.thomas@ceps.lu](mailto:adrien.thomas@ceps.lu)**ÉQUIPE**

Carole BLOND-HANTEN

Victor CEBOTARI

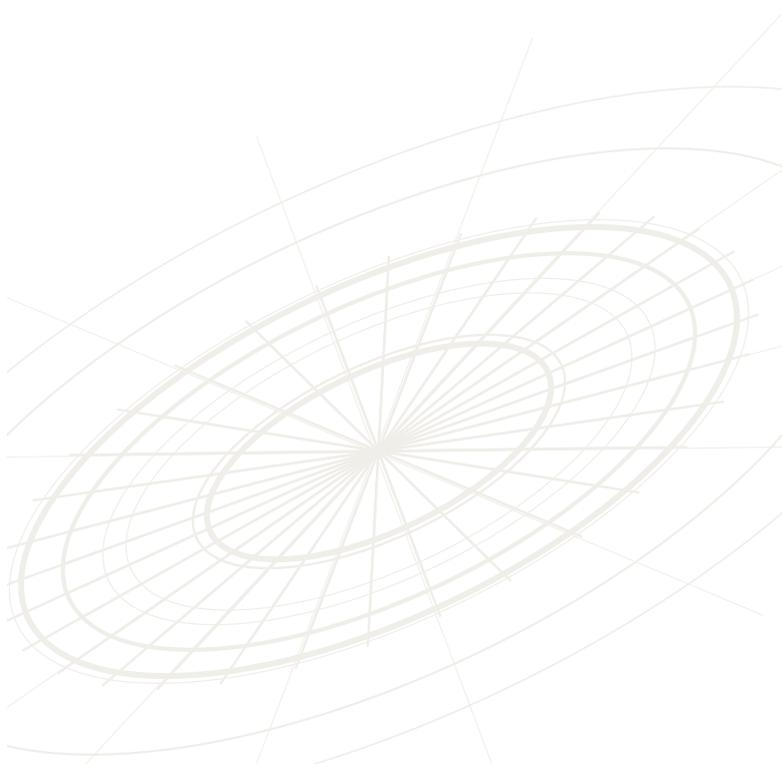
Fanny ETIENNE-ROBERT

Pierre GRAMME

Fabienne JACQUET

Roland MAAS

Patrick THILL



## ACTUALITÉS 2012

### RECHERCHE ACADÉMIQUE

Les activités de recherche académique de l'axe "Négociation collective et politiques de l'emploi" s'articulent autour de deux thématiques majeures : la sociologie des acteurs de la négociation collective, ainsi que l'analyse de la dynamique de la négociation collective et du dialogue social d'entreprise.

En ce qui concerne la sociologie des acteurs de la négociation collective, un projet de recherche CORE Junior, financé par le FNR, analyse le rôle des syndicats en tant que vecteurs de la participation sociopolitique des immigrés au Luxembourg. En 2012, l'enquête empirique sur les stratégies syndicales d'intégration des travailleurs migrants a été conduite. Une revue de la littérature sur le syndicalisme et les relations professionnelles a été établie. De plus, une analyse de la place des immigrés comme objets et enjeux des luttes de concurrences intersyndicales a été réalisée. Par ailleurs, un projet de recherche financé par le FNR dans le cadre d'une mesure AFR s'attache à analyser l'intégration sociale dans des sociétés multiculturelles dans une approche comparative.

En ce qui concerne l'analyse de la dynamique de la négociation collective et du dialogue social d'entreprise, plusieurs travaux ont été menés en 2012. Premièrement, un rapport a été élaboré concernant les dispositions contenues dans les conventions collectives de travail relatives à l'organisation du temps de travail, le maintien dans l'emploi, la politique de formation ainsi que l'égalité de traitement hommes-femmes. Deuxièmement, la flexibilisation du temps de travail a été analysée à partir des dispositions légales et conventionnelles. Troisièmement, une analyse des pratiques de la négociation collective a été entamée à l'exemple du thème du vieillissement actif.

En outre, d'autres travaux de recherche, financés par le FNR dans le cadre de mesures AFR, permettent d'approfondir l'analyse des dynamiques de la négociation collective. Un premier travail porte ainsi sur le rôle des partenaires sociaux dans la mise en oeuvre de l'égalité entre hommes et femmes au Luxembourg, tandis qu'un

deuxième travail étudie l'évolution du pouvoir normatif des partenaires sociaux dans la réglementation du temps de travail dans une approche comparative (Luxembourg, France, Allemagne).

### RECHERCHE NATIONALE

Les activités de recherche nationale concernent le marché de l'emploi et les politiques de l'emploi.

D'une part, des travaux sur le marché de l'emploi sont menés dans le cadre d'une collaboration avec l'Agence pour le développement de l'emploi. En 2012, des travaux d'étude et de recherche ont concerné le marché du travail, le secteur de l'hébergement et de la restauration, les nouvelles migrations portugaises et la situation du travail intérimaire en temps de crise.

D'autre part, des travaux de suivi et d'analyse des politiques de l'emploi sont conduits pour le compte de la Commission européenne dans le cadre de la stratégie « Europe 2020 ». En 2012, des rapports trimestriels et ad hoc sur le marché de l'emploi, la transposition des directives européennes en matière d'emploi et la conjoncture économique ont été produits, ainsi que des rapports thématiques sur la gouvernance du marché du travail, notamment sur la mise en oeuvre du Programme national de réforme.

### SOCIÉTÉ CIVILE

Des travaux menés pour le compte de la Confédération européenne des syndicats concernent le suivi de la création de sociétés européennes (SE) et la participation des travailleurs au sein de ces sociétés. Le projet évalue les modalités de cette participation en tenant compte des évolutions de la législation européenne. En 2012, les dynamiques de la participation des salariés dans les sociétés européennes au Luxembourg ont été analysées plus particulièrement.

Par ailleurs, des présentations des travaux menés sur la négociation collective et le dialogue social ont été organisées à destination de divers acteurs de la société

civile. Ainsi, les travaux sur la mise en œuvre de l'égalité hommes-femmes dans les conventions collectives de travail ont été présentés auprès du Comité du Travail Féminin et d'un réseau de responsables DRH. Les travaux sur les conventions collectives de travail ont en outre été présentés auprès d'une organisation syndicale disposant de la représentativité nationale générale.

---

#### **INSTRUMENTS DE RECHERCHE**

Au cours de l'année 2012, l'équipe de l'axe de recherche "Négociation collective et politiques de l'emploi" s'est dotée de nouveaux instruments de recherche afin d'élargir ses capacités d'analyse.

D'une part, une enquête sur le dialogue social dans les entreprises a été élaborée, en étroite collaboration avec l'axe de recherche "Organisation industrielle et société de la connaissance" du CEPS/INSTEAD. Elle est destinée à interroger les délégations du personnel sur leurs pratiques de représentation du personnel, ainsi que sur leurs relations avec les salariés et les directions d'entreprise. Le lancement de l'enquête est prévu au cours du premier semestre 2013.

D'autre part, des démarches ont été engagées, en collaboration avec le STATEC, pour mettre en place un dispositif d'analyse systématique des conventions collectives de travail au Luxembourg. Ce dispositif doit permettre d'analyser les thèmes négociés par les partenaires sociaux et consignés dans les conventions collectives afin de rendre compte des développements de la négociation collective et de permettre l'analyse de la convention collective comme source du droit du travail.

## PARTENAIRES

- > Agence pour le développement de l'emploi (Luxembourg)
- > Commission européenne - Direction générale Emploi, affaires sociales et inclusion
- > Confédération européenne des syndicats
- > Fonds National de la Recherche (Luxembourg)
- > Friedrich-Schiller-Universität Jena (Allemagne)
- > Inspection du travail et des mines (Luxembourg)
- > Université Catholique de Louvain (Belgique)
- > Université Libre de Bruxelles (Belgique)

## SÉLECTION DE PUBLICATIONS

**ETIENNE-ROBERT Fanny.**

*Flexibilité du temps de travail et dérogations compensatoires à la durée du travail : aspects légaux et conventionnels.* CEPS/INSTEAD, 2012, coll. Les Cahiers du CEPS/INSTEAD n°2012-04, 24 p.

**GRAMME Pierre.**

*Le secteur de l'hébergement et de la restauration au Luxembourg.* CEPS/INSTEAD, 2012, Les Cahiers Transfrontaliers d'EURES Luxembourg n°3/2012, 8 p.

**MAAS Roland, BLOND-HANTEN Carole, ETIENNE-ROBERT Fanny.**

*Le temps de travail, l'emploi, la formation et l'égalité des genres dans les conventions collectives de travail en 2005 et 2006.* CEPS/INSTEAD, 2012, coll. Rapport, 166 p.

**THILL Patrick.**

The dynamics of worker participation in European Societies in Luxembourg: Towards reinforced rights? In: CREMERS Jan, STOLLT Micheal, VITOLS Sigur. *A decade of experience with the European Company.* Bruxelles : ETUI (European Trade Union Institute), 2012, pp. 133-145.

**THILL Patrick.**

*EU Skills Panorama National information collection on skills (Luxembourg).* Bruxelles : Commission européenne, GhK Consulting, 2012, 74 p.

**THOMAS Adrien.**

Les immigrés comme objet et enjeu des luttes de concurrence intersyndicales. *Mutations*, 2012, n°4, pp. 91-101.

**THOMAS Adrien.**

*Nouvelles migrations portugaises, acteurs associatifs et accès à l'emploi au Luxembourg.* CEPS/INSTEAD, 2012, Les Cahiers Transfrontaliers d'EURES Luxembourg n°2/2012.

**THOMAS Adrien.**

Une mosaïque incomplète. La littérature sur le syndicalisme et les relations professionnelles au Luxembourg. *Hémecht. Revue d'histoire luxembourgeoise*, 2012, vol. 64, n°4, pp. 132-153.

Toutes les publications sur [www.ceps.lu](http://www.ceps.lu)

AXE  
2ORGANISATION INDUSTRIELLE ET  
SOCIÉTÉ DE LA CONNAISSANCE

Les thématiques abordées par l'axe « Organisation industrielle et société de la connaissance » sont au nombre de quatre :

- > l'usage des technologies de l'information et de la communication,
- > la recherche et développement,
- > l'innovation,
- > la responsabilité sociale des entreprises.

L'activité de l'axe s'est principalement concentrée sur la recherche académique et sur l'élaboration d'une collecte de données capable d'alimenter nos travaux futurs.

**RESPONSABLE****Nicolas POUSSING**[nicolas.poussing@ceps.lu](mailto:nicolas.poussing@ceps.lu)**ÉQUIPE**

Vincent DAUTEL

Emmanuelle FORTUNE

Ludivine MARTIN

Thi Thuc Uyen NGUYEN

## ACTUALITÉS 2012

### RECHERCHE ACADÉMIQUE

Le comportement innovant des entreprises a été étudié sous quatre angles différents :

(1) l'analyse dynamique de la relation entre l'innovation technologique et non technologique, (2) les caractéristiques de l'innovation non technologique ; (3) l'analyse de l'innovation environnementale au sein des entreprises luxembourgeoises et (4) l'aspect spatial de l'innovation.

Le premier angle thématique se focalise sur l'analyse de la dynamique du processus d'innovation en prenant en compte l'innovation organisationnelle. L'objectif est de démontrer que l'innovation organisationnelle n'influe pas seulement sur la capacité des entreprises à innover, mais également sur leurs capacités à innover de manière persistante dans le temps. Pour répondre à cet objectif, différentes mesures d'innovation organisationnelle ainsi que différents profils d'innovateurs ont été proposés et leur relation est analysée dans une perspective dynamique.

Le deuxième angle de recherche se focalise sur les déterminants du processus d'adoption d'une innovation organisationnelle. L'exploitation des données de l'enquête Community Innovation Survey 2008 montre qu'il est nécessaire d'analyser séparément les différents types d'innovation organisationnelle et qu'il est important d'appréhender ce phénomène en distinguant le secteur des services de celui de l'industrie.

Le troisième angle de recherche porte sur l'identification des déterminants de l'introduction de différents types d'éco-innovations.

Enfin, dans un quatrième angle de recherche, l'examen des déterminants locaux de l'innovation montre que la localisation, reflétant les externalités et la sélection spatiale à l'œuvre à un emplacement donné, agit sur la probabilité d'innover. Plus les entreprises se situent à proximité de Luxembourg-Ville et plus elles sont, à caractéristiques égales, susceptibles d'innover.

Trois types d'innovation ont été examinés, l'innovation à la fois technologique et organisationnelle, l'innovation technologique seule, l'innovation organisationnelle seule.

Parallèlement à ces quatre angles de recherche, le lien innovation / responsabilité sociale des entreprises (RSE) retient toujours notre attention. Nous montrons que les schémas d'adoption de la RSE présentent des analogies avec le processus d'adoption de l'innovation technologique.

Concernant les Technologies de l'Information et de la Communication, les travaux de l'axe visent à analyser les relations entre le comportement des salariés (en particulier, leur engagement envers leur entreprise) et leur usage des technologies de l'information et de la communication. L'accent est mis sur les pratiques organisationnelles des entreprises. Les résultats de nos recherches soulignent que l'utilisation d'Internet est positivement reliée au développement de comportements favorisant l'efficacité du salarié. L'utilisation de l'informatique a des liens significatifs avec l'engagement du salarié en 2005 mais disparaissent en 2010. Au niveau des pratiques organisationnelles, les résultats mettent en évidence que la plupart des pratiques organisationnelles considérées (et notamment le travail en équipe, la rotation de poste ou le management de la qualité totale) sont positivement et significativement reliées à la performance comportementale des salariés. Le projet de recherche FNR CORE TWAIN (FNR/C11/LM/1196209 ; 2012-2015) débuté en 2012 visera à approfondir l'analyse des relations entre les TIC, les pratiques organisationnelles et la motivation des salariés.

L'axe a également identifié les déterminants de l'usage d'Internet et de la téléphonie mobile au Gabon. Les résultats de cette analyse montrent que les facteurs stimulant l'usage d'Internet sont un niveau d'éducation et de compétences informatiques élevé (capacité cognitive) et un entourage social utilisateur d'Internet (réseau social). Du côté de la téléphonie mobile, les principaux freins sont plutôt de nature économique. Enfin, l'âge joue de manière opposée sur la téléphonie mobile et l'Internet. Ces résultats devraient inciter les pouvoirs publics africains à développer des usages et applications dédiés au téléphone mobile, qui permettraient de réduire la fracture numérique.

Par ailleurs, une recherche a été menée au niveau des entreprises sur le thème de la gouvernance de la sécurité de l'information. Elle explore le processus d'engagement des organisations dans la gouvernance de la sécurité de l'information et les pratiques de gouvernance de la sécurité de l'information des organisations engagées dans la démarche. L'originalité majeure de cette recherche réside dans la réalisation d'une enquête menée dans un domaine extrêmement sensible et confidentiel.

Finalement, nous avons étudié l'impact de différentes politiques sur l'intensité et la performance de recherche et développement (R&D). Plus précisément, nous avons étudié l'impact de subsides directs pour R&D ainsi que de différents types de collaboration en R&D sur les investissements en R&D ainsi que sur la performance, mesurée en termes de ventes de nouveaux produits ainsi qu'en nombre et en qualité de brevets déposés.

Les résultats suggèrent que les politiques analysées ont eu un impact favorable sur la R&D, en termes d'input ainsi qu'en termes d'output. Par ailleurs, les résultats montrent que certains types de collaborations ont un impact positif et significatif sur le nombre de brevets déposés par une entreprise, alors que d'autres types de collaboration ont un impact sur leur qualité mesurée en fonction du nombre de citations (forward citations) reçues dans les cinq ans suivant l'application du brevet.

#### RECHERCHE NATIONALE

Un examen de la mobilité des chercheurs du secteur public, sur la période 1994-2008, a été entrepris. L'examen de celle-ci vise à refléter l'évolution de l'attractivité de la recherche publique en distinguant, dans une perspective longitudinale, l'évolution du profil des chercheurs entrants et sortants. Différents types de sorties sont examinées et notamment vers les autres employeurs luxembourgeois ou vers l'étranger. Les résultats mettent en évidence l'arrivée de chercheurs d'horizons plus lointains et la part croissante de sorties vers l'étranger, suggérant une intégration progressive de la recherche luxembourgeoise dans l'espace européen de la recherche.

#### SOCIÉTÉ CIVILE

L'axe participe à la refonte du label « Entreprise Socialement Responsable – ESR » développé par l'Institut National pour le Développement durable et la Responsabilité sociale des entreprises (INDR).

#### INSTRUMENTS DE RECHERCHE

Nos travaux de recherche s'appuient principalement sur des méthodes quantitatives telles que l'analyse des données d'enquête, les statistiques ou l'économétrie. Ces méthodes sont plus particulièrement appliquées aux données d'enquête collectées dans le cadre de la collaboration entre l'axe "Organisation industrielle et société de la connaissance" et le STATEC depuis 2000.

Ayant obtenu le soutien du Fond National de la Recherche pour approfondir l'analyse des relations entre les TIC, les pratiques organisationnelles et la motivation des salariés, nous avons débuté le développement de notre propre outil de collecte de données. Plus précisément, dans le cadre du projet de recherche FNR CORE TWAIN (FNR/C11/LM/1196209 ; 2012-2015) et grâce à la collaboration des axes « Marché du travail » et « Négociation collective et politiques de l'emploi », nous allons élaborer trois questionnaires qui nous permettront de collecter des données auprès des employeurs, des représentants du personnel et des salariés.

## PARTENAIRES

- > Association Information et Management (AIM) (France)
- > Institut pour le Mouvement Sociétal Luxembourg (IMS) (Luxembourg)
- > Institut Commercial de Nancy (ICN) (France)
- > Katholieke Universiteit Leuven (Belgique)
- > Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (Luxembourg)
- > Université Lyon 3 (France)
- > Université de Rennes 1 (France)
- > Université de Savoie (France)
- > Université de Strasbourg (France)
- > Réseau International de Recherche sur les Organisations et le Développement Durable (France)
- > STATEC (Luxembourg)
- > ZEW, Mannheim (Allemagne)

## SÉLECTION DE PUBLICATIONS

LOPES BENTO Cindy, CZARNITZKI Dirk.

Evaluation of public R&D policies: A Cross-Country Comparison. *World Review of Science, Technology and Sustainable Development*, 2012, vol. 9, n°2, pp. 254-282.

DAGORN Nathalie, POUSSING Nicolas.

Engagement et pratiques des organisations en matière de gouvernance de la sécurité de l'information. *Systèmes d'Information et Management*, 2012, vol. 17, n°1, pp. 113-143.

HORTA Hugo, DAUTEL Vincent, VELOSO Francisco M.

An output perspective on the teaching–research nexus: an analysis focusing on the United States higher education system. *Studies in Higher Education*, 2012, vol. 37, n°2, pp. 171-187.

MOTHE Caroline, NGUYEN Thi Thuc Uyen.

Non-technological and technological innovations: do services differ from manufacturing? An empirical analysis of Luxembourg firms. *International Journal of Technology Management*, 2012, vol. 57, n°4, pp. 227-244.

PENARD Thierry, POUSSING Nicolas, ZOMO YEBE Gabriel, NSI ELLA Philémon.

Comparing the Determinants of Internet and Cell Phone Use in Africa: Evidence from Gabon. *Communications & Stratégies*, 2012, n°86, pp. 65-83.

POUSSING Nicolas.

La RSE comme nouveau type d'innovation : une étude économétrique des déterminants de son adoption. *Economies et sociétés, série « Dynamique technologique et organisation »*, 2012, n°14, pp. 167-192.

CZARNITZKI Dirk, LOPES BENTO Cindy.

Value for money. *New microeconomic evidence on public R&D grants in Flanders*. CEPS/INSTEAD, 2012, coll. Working Paper n°2012-19, 48 p.

HANED Naciba, LE BAS Christian, MOTHE Caroline, NGUYEN-THI Thuc Uyen.

Firm technological innovation persistence: *Organizational innovation matters*. CEPS/INSTEAD, 2012, coll. Working Paper n°2012-27, 36 p.

LOPES-BENTO Cindy, HOTTENROTT Hanna.

Quantity or Quality? *Collaboration Strategies in Research and Development and Incentives to Patent*. CEPS/INSTEAD, 2012, coll. Working Paper n°2012-29, 40 p.

LOPES-BENTO Cindy, HOTTENROTT Hanna.

(International) *R&D Collaboration and SMEs: The effectiveness of targeted public R&D support schemes*. CEPS/INSTEAD, 2012, coll. Working Paper n°2012-36, 44 p.



## FOCUS : Négociation collective sectorielle et dialogue social d'entreprise - 2012

Les travaux d'étude et de recherche sur le système des relations professionnelles au Luxembourg se sont principalement focalisés sur la concertation sociale au niveau national, alors que la négociation collective dans les secteurs et les entreprises n'a été jusqu'à présent que peu abordée. Le projet de recherche « *Négociation collective sectorielle et dialogue social d'entreprise* » vise à combler cette lacune en analysant la décentralisation de la négociation collective en tant que mode de régulation des relations professionnelles vers le niveau des secteurs et entreprises.

Premièrement, tenant compte d'évolutions du cadre légal, notamment des dispositions du Plan d'Action National (PAN) de 1998 et de la loi de 2004 concernant les relations collectives de travail, la recherche a porté sur la transposition de quatre thèmes devant obligatoirement faire l'objet de négociations entre partenaires sociaux lors de l'élaboration des Conventions Collectives de Travail (CCT) sectorielles ou d'entreprises. Ces thèmes sont : l'organisation du temps de travail, le maintien dans l'emploi et la lutte contre le chômage, la politique de formation ainsi que l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes. La recherche a permis de dresser un état des lieux des thèmes et sous-thèmes qui découlent des quatre sujets obligatoires de négociation et a contribué à une meilleure connaissance du processus de négociation collective. Ainsi, les conclusions d'un rapport de recherche publié en 2012 ont souligné l'hétérogénéité du traitement des thèmes obligatoires dans les CCT, hétérogénéité tenant tant aux caractéristiques de la loi qu'aux besoins et caractéristiques des différents secteurs d'activité et entreprises.

Deuxièmement, la recherche a donné lieu à une analyse de la flexibilité du temps de travail et des dérogations compensatoires à la durée du travail à partir des dispositions légales et conventionnelles (conventions collectives de branche déclarées d'obligation générale). Ce travail a souligné la large part laissée par le législateur aux partenaires sociaux afin de pouvoir régler la durée du travail par voie conventionnelle en tenant compte des spécificités des secteurs d'activité.

Troisièmement, la recherche a visé à affiner la connaissance des pratiques de la négociation collective dans les entreprises. La négociation autour du vieillissement actif a été retenue comme entrée thématique. Le choix de ce thème est motivé par son importance socio-économique dans le contexte du vieillissement démographique et de la réforme des systèmes de sécurité sociale. La phase exploratoire clôturée en 2012 a compris une revue de la littérature et des entretiens avec des acteurs-clés du dialogue social.

Par ailleurs, pendant l'année 2012, l'équipe de l'axe de recherche *Négociation collective et politiques de l'emploi* s'est dotée de nouveaux instruments de recherche afin d'élargir ses capacités d'analyse du dialogue social. D'une part, une enquête sur le dialogue social a été élaborée, dont le lancement est prévu en 2013. D'autre part, des démarches ont été entreprises pour mettre sur pied un dispositif d'analyse systématique des conventions collectives de travail au Luxembourg. A cette fin, des collaborations étroites en interne au CEPS/INSTEAD avec l'axe de recherche *Organisation industrielle et société de connaissance* et, en externe, avec le STATEC, ont été initiées.

En outre, des travaux de recherche en cours, financés par le FNR dans le cadre de mesures AFR, permettent d'approfondir l'analyse des dynamiques de la négociation collective. Un premier travail porte ainsi sur le rôle des partenaires sociaux dans la mise en oeuvre de l'égalité entre hommes et femmes au Luxembourg, tandis qu'un deuxième travail étudie l'évolution du pouvoir normatif des partenaires sociaux dans la réglementation du temps de travail dans une approche comparative (Luxembourg, France, Allemagne).

▶ PLATEFORMES

# LES PLATEFORMES DE SOUTIEN A LA RECHERCHE





## SOMMAIRE

Plateforme 1 :	Relations internationales
Plateforme 2 :	Enseignement et formation à la recherche
Plateforme 3 :	Méthodologie d'enquête et production de données
Plateforme 4 :	Système d'information géographique
Plateforme 5 :	Centre de Documentation & de Diffusion

## RELATIONS INTERNATIONALES

La Plateforme des relations internationales (PRI) assure et promeut les engagements du Centre dans la coordination de (ou la collaboration à des) projets / réseaux de recherche internationaux d'envergure, ainsi que dans de multiples activités de conseil et représentation dans les milieux académiques, institutionnels et non-gouvernementaux.



### RESPONSABLE

**Eric MARLIER**  
eric.marlier@ceps.lu

### ÉQUIPE

Anne-Catherine GUIO



Menées aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'UE, ces diverses missions internationales couvrent plus spécifiquement les domaines du revenu, de l'exclusion sociale dans ses diverses formes (activité économique, logement, santé, éducation...), des pensions, des soins de santé et de la gouvernance internationale (en particulier la coopération UE dans le domaine social). Elles s'étendent de l'analyse socio-économique comparée à l'organisation de (ou la contribution à des) séminaires et conférences internationaux en passant par la collaboration avec divers groupes et réseaux internationaux tant institutionnels que scientifiques. La PRI contribue aussi à l'amélioration des statistiques sociales collectées au niveau européen en participant activement aux travaux du Système Statistique Européen.

La PRI permet au Centre d'être partie prenante aux derniers développements scientifiques et stratégiques dans ces divers domaines, de manière à mener de façon optimale les analyses qu'il réalise au niveau grand-ducal

démontrant ainsi les synergies et l'étroite complémentarité entre activités internationales et nationales. La PRI soutient activement le Centre dans sa progression vers un de ses objectifs majeurs : devenir un centre de référence et un partenaire privilégié dans ses domaines prioritaires de recherche tant au plan international que national.

Enfin, la PRI a assuré en 2012 la coordination du comité éditorial du premier ouvrage collectif du Centre, qui devrait sortir vers la fin du premier semestre 2013. Cet ouvrage comportera 16 chapitres et impliquera près de 40 chercheurs du Centre. Il analyse la cohésion sociale et territoriale sous différents angles et constituera une vitrine importante des travaux du Centre.

## ACTUALITÉS 2012

**SECOND NETWORK FOR THE ANALYSIS OF EU-SILC (NET-SILC2)**

En 2011, le Centre (via sa PRI) a remporté un appel à propositions de recherche lancé par la Commission européenne. Dans ce cadre, il a reçu une subvention de recherche pour mettre sur pied et coordonner durant 4 ans un réseau d'expertise en matière d'analyse comparative approfondie des revenus et conditions de vie en Europe (Net-SILC2 : « Second Network for the analysis of EU Statistics on Income and Living Conditions (EU-SILC) »). Net-SILC2 compte 16 partenaires européens : le Centre, 7 partenaires institutionnels (6 Instituts Nationaux de Statistiques et la Banque d'Italie) et des partenaires académiques issus de 8 Universités européennes. Net-SILC2 et la PRI ont été très productifs en 2012 :

- a) Coordinés par la PRI, les travaux relatifs à la révision de l'indicateur européen de déprivation matérielle ont été publiés et présentés dans de nombreux forums et conférences internationaux. La mesure de la déprivation occupe une place clé au niveau UE depuis juin 2010, lorsque les Chefs d'État et de Gouvernement de l'UE ont adopté la Stratégie « Europe 2020 » : c'est une des trois dimensions reprises dans l'objectif chiffré UE en matière d'inclusion sociale qui accompagne cette Stratégie (moins 20 millions de pauvres et d'exclus dans l'UE d'ici à 2020) ;
- b) un séminaire sur le calcul des intervalles de confiance des indicateurs sociaux européens a été organisé conjointement par l'Institut National de Statistiques du Luxembourg et la PRI, avec une attention particulière aux indicateurs longitudinaux (Luxembourg, 29-30 mars 2012) ;
- c) la 3ème conférence internationale EU-SILC a été organisée par la PRI en étroite collaboration avec Eurostat. Les partenaires Net-SILC2 y ont présenté leurs travaux à un large public d'académiques, de statisticiens nationaux et de fonctionnaires de la Commission et de nombreux États membres (Vienne, 6-7 décembre 2012) ;
- d) un séminaire sur l'utilisation des données administratives dans EU-SILC a été co-organisé par l'Institut National de Statistiques de Finlande, l'Université de Stockholm et la PRI. Il a permis de discuter et comparer les méthodes utilisées dans les différents pays afin d'en dégager les principaux enseignements (Vienne, 5 décembre 2012) ;
- e) un séminaire relatif à l'exploitation de la dimension longitudinale d'EU-SILC a permis de diffuser au sein des Instituts nationaux de statistique et de la Commission européenne les techniques nécessaires à l'utilisation du potentiel longitudinal des données. Il a été organisé avec Statistique Autriche (Vienne, 9-12 juillet 2012).

.....

**RÉSEAU EUROPÉEN D'EXPERTS INDÉPENDANTS EN MATIÈRE D'INCLUSION SOCIALE**

Fin 2011, le Centre (via sa PRI) avait remporté un appel d'offres de la Commission européenne pour la coordination du Réseau d'experts non-gouvernementaux spécialisés dans les questions d'inclusion sociale. Ce contrat a débuté en février 2012 et couvre 34 pays européens (dont les 27 pays UE). La tâche principale des experts est de produire 3 fois par an des rapports d'analyse portant sur leur pays. Le Centre (via sa PRI) est chargé de définir avec la Commission les thèmes de ces rapports et de préparer les instructions détaillées concernant leur structure et contenu. Il coordonne ces rapports tant au niveau des échéances que de leur qualité. Pour deux d'entre eux, il rédige aussi un rapport de synthèse européen indépendant avec des conclusions stratégiques et des recommandations opérationnelles. Le Centre organise chaque année une réunion de coordination et un séminaire avec le réseau et la Commission. Les rapports du réseau en 2012 ont porté sur la progression des États membres vers les objectifs Europe 2020 d'inclusion sociale et sur les stratégies nationales d'inclusion active (Recommandation adoptée par le Conseil des ministres de l'UE en décembre 2008).



**COMITÉ DE PROTECTION SOCIALE DE L'UE ET SON GROUPE INDICATEURS**

Depuis 2002, le Centre (via sa PRI) participe activement aux réunions mensuelles du Groupe Indicateurs du Comité de la Protection Sociale (CPS) de l'UE comme représentant du Grand-Duché. La tâche principale de ce Groupe est de développer des indicateurs sociaux communs à l'ensemble des pays de l'UE dans les domaines de la pauvreté et de l'exclusion sociale, des pensions, ainsi que des soins de santé et des soins de longue durée. Ces indicateurs occupent un rôle clé dans la coopération UE dans le domaine social ainsi que dans la Stratégie Europe 2020. Une autre activité importante du Groupe Indicateurs est de développer des outils d'évaluation et de suivi des politiques sociales. Par le soutien méthodologique qu'il apporte à l'Inspection Générale de la Sécurité Sociale (IGSS) et au Ministère de la Famille et de l'Intégration luxembourgeois, la PRI contribue également aux travaux du CPS. Elle y a aussi contribué par sa participation active au « Groupe ad hoc du CPS sur la pauvreté des enfants », dont le responsable de la PRI du Centre était membre ; le rapport préparé par ce Groupe a été adopté par le CPS en juin 2012.

**COLLABORATIONS AVEC LE SYSTÈME STATISTIQUE EUROPÉEN (SSE)**

Le Centre (via sa PRI) collabore étroitement avec le SSE au développement d'outils / techniques permettant d'affiner l'analyse comparative des revenus et conditions de vie (voir ci-dessus) et à l'amélioration des données statistiques nécessaires à ces analyses. Ainsi, en 2012 la PRI a activement contribué aux travaux de deux importantes Task-Forces européennes présidées par Eurostat, l'Office statistique de l'UE : « EU-SILC Task-Force on material deprivation » et « EU Task-Force on the revision of the EU-SILC legal basis ».

**OBSERVATOIRE NATIONAL DE LA PAUVRETÉ ET DE L'EXCLUSION SOCIALE (ONPES, FRANCE)**

L'ONPES a quatre grandes missions : a) rassembler les données relatives aux situations de pauvreté, précarité et exclusion ; b) contribuer au développement de la

connaissance de ces phénomènes ; c) commanditer des travaux d'études, de recherche et d'évaluation en ces domaines ; et d) diffuser les informations ainsi recueillies sous la forme d'un rapport annuel à destination du Premier ministre français, du Parlement français et de l'ensemble du public (en France et hors de France). L'ONPES est composé d'un Conseil de 22 membres nommés pour trois ans par le gouvernement français. Le responsable de la PRI du Centre est membre de ce Conseil et contribue activement à ses travaux, entre autres lors de ses réunions mensuelles.

**EUROMODUPDATE**

EUROMOD est un modèle de micro-simulation coordonné par l'Université d'Essex (Royaume-Uni) soutenu par la Commission européenne. Il simule les impôts et prestations sociales afin de calculer les effets de ceux-ci sur les revenus des ménages dans les différents pays de l'UE. « EUROMODupdate » (update 1 et update 2) constitue un développement majeur d'EUROMOD dont l'objectif principal est d'améliorer et d'étendre le potentiel d'EUROMOD pour investiguer de nombreuses questions de politiques socio-économiques (en ce compris le suivi de ces politiques). Les tâches principales d'EUROMODupdate sont la mise à jour des politiques modélisées et des micro-données (issues d'EU-SILC) sur lesquelles repose le modèle. Le responsable de la PRI du Centre est membre du Steering Committee d'EUROMODupdate.

**CONFÉRENCE "Investing in Children: Preventing and Tackling Child Poverty and Social Exclusion, Promoting Children's Well-Being" (Nicosie, 18-19 Octobre 2012)**

Le Centre (via sa PRI) a été activement impliqué dans l'organisation scientifique de cette grande conférence, organisée par la Commission européenne et la Présidence chypriote de l'UE. Il a entre autres coordonné la rédaction du « background paper » préparé pour cette conférence et a présenté celui-ci dans le discours d'ouverture de cet événement.

## PARTENAIRES

- > Communauté scientifique internationale
- > Commission européenne
- > Divers Gouvernements nationaux des pays de l'UE
- > Diverses administrations luxembourgeoises
- > Système Statistique Européen
- > OCDE
- > Nations-Unies (UNDESA, UNDP, UNESCO)
- > Conseil de l'Europe
- > Diverses Organisations Non-Gouvernementales internationales (EAPN, EUROCHILD, FEANTSA...)

## SÉLECTION DE PUBLICATIONS

ATKINSON Anthony Barnes, MARLIER Eric.  
Human Development and Indicators of Poverty and Social Exclusion as Part of the Policy Process. *Indian Journal of Human Development*, 2011, vol. 5, n°2, pp. 293-320 (published in April 2012).

FRAZER Hugh, MARLIER Eric.  
*Current situation in relation to child poverty and child well-being: EU policy context, key challenges ahead and ways forward*. Independent background paper prepared for the Cypriot EU Presidency Conference on Investing in Children: Preventing and Tackling Child Poverty and Social Exclusion, Promoting Children's Well-Being (Nicosia, 18-19 October 2012). Cypriot Presidency of the Council of the EU, 36 p.

FRAZER Hugh, MARLIER Eric.  
*2011 Assessment of Social Inclusion Policy Developments in the EU*. EU Network of Independent Experts on Social Inclusion. Brussels: European Commission, 2012, 14 p.

GUIO Anne-Catherine, GORDON David, MARLIER Eric.  
*"Measuring material deprivation in the EU: Indicators for the whole population and child-specific indicators"*. Eurostat Methodologies and working papers, Luxembourg: Publications Office of the European Union, 2012, 169 p.

MARLIER Eric, CANTILLON Bea, NOLAN Brian, VAN DEN BOSCH Karel, VAN RIE Tim.  
Developing and Learning from EU Measures of Social Inclusion. In : BESHAROV Douglas J., COUCH Kenneth A. *Counting the Poor. New Thinking about European Poverty Measures and Lessons for the United States*. Oxford University Press, 2012, chap. 15.



Toutes les publications sur [www.ceps.lu](http://www.ceps.lu)

## ENSEIGNEMENT ET FORMATION A LA RECHERCHE

Le Centre mène depuis 2002 des activités d'enseignement et de formation à la recherche et à l'analyse des politiques publiques. Ces activités constituent le socle de la plateforme d'enseignement et de formation à la recherche.

Il y a d'abord le programme « International Master of Social Policy Analysis by Luxembourg, Leuven, and Associate institutes (IMPALLA) ». IMPALLA est un programme d'enseignement universitaire avancé et innovant dans le domaine de la recherche en matière de l'analyse comparative des politiques sociales. Ce programme d'un an conduit à l'octroi d'un Master 2 et est organisé conjointement par le CEPS/INSTEAD et le département de sociologie de la Katholieke Universiteit Leuven (K.U.Leuven) en partenariat avec l'Université de Tilburg, l'Université du Luxembourg et l'Université de Lorraine. Chaque année le programme accueille 12 à 20 étudiants. Une majorité de ces étudiants continuent leurs études en Doctorat.

**Pour en savoir plus :**

**IMPALLA :** <http://soc.kuleuven.be/ceso/impalla/>

En parallèle à ce programme de Master, un « Graduate Studies Programme » (GraSP) a été mis en place afin de servir plus spécifiquement les besoins des chercheurs et des doctorants du Centre. Ce programme a pour mission de :

- > Contribuer à l'organisation de l'encadrement et la formation de doctorants au sein du Centre ;
- > Renforcer les compétences des chercheurs et doctorants grâce à la mise en place d'un programme de formation sur les méthodes et instruments de recherche, essentiels aux domaines de recherche du Centre, ainsi que l'organisation ponctuelle de formations professionnelles dans le cadre du développement des compétences du personnel.
- > Promouvoir des collaborations scientifiques de recherche et d'échange entre nos collaborateurs et de chercheurs de l'extérieur par l'intermédiaire de l'organisation de séminaires de recherche, et grâce au programme d'accueil de professeurs et chercheurs invités.

**Pour en savoir plus :**

**GraSP :** <http://www.ceps.lu/?type=module&id=108>

Voir en page 84 la liste des séminaires de recherche et des formations organisées en 2012 par la plateforme et la liste des chercheurs invités en page 88.

Pour la liste des thèses de doctorat en cours ou achevées dans le cadre des travaux du Centre, voir page 90.



**RESPONSABLE**

**Philippe VAN KERM**

[philippe.vankerm@ceps.lu](mailto:philippe.vankerm@ceps.lu)

**ÉQUIPE**

Paola DUMET

Anne HARTUNG

Catalina LOMOS

Ioana SALAGEAN

Esther ZANA-NAU



## EXEMPLES DE PUBLICATIONS DE DOCTORANTS DU CENTRE

CASSIERS Tim, KESTELOOT Christian.

Sociospatial inequalities and social cohesion in European cities. *Urban Studies*, 2012, vol. 49, n°9, pp. 1909-1924.

DIOP Lanciné.

Par delà les frontières, les marchés de la métropole luxembourgeoise. *Études Foncières*, 2012, n°159, pp. 35-41.

LOPES BENTO Cindy, CZARNITZKI Dirk.

Evaluation of public R&D policies: A Cross-Country Comparison. *World Review of Science, Technology and Sustainable Development*, 2012, vol. 9, n°2, pp. 254-282.

LOPES BENTO Cindy, CZARNITZKI Dirk.

Value for Money? New microeconomic evidence on public R&D grants in Flanders. *Research Policy*, 2012, vol. 42, n°1, pp. 76-89.

CALLENS Marie-Sophie, VALENTOVA Marie, MEULEMAN Bart.

*Do attitudes toward integration of immigrants change over time? A comparative study of natives, second-generation immigrants and foreign-born residents in Luxembourg.* CEPS/INSTEAD, 2012, coll. Working Paper n°2012-14, 28 p.

DIOP-CHRISTENSEN Anna.

*Beating the "unemployable" with a stick: The effect of economic incentives on unemployed immigrants and their social welfare workers.* CEPS/INSTEAD, 2012, coll. Working Paper n°2012-30, 28 p.

SCHMITZ Frédéric, DREVON Guillaume, GERBER Philippe (dir.).

*La mobilité des frontaliers du Luxembourg : dynamiques et perspectives.* CEPS/INSTEAD, 2012, coll. Les Cahiers du CEPS/INSTEAD Hors-Série, 40 p.

Toutes les publications sur [www.ceps.lu](http://www.ceps.lu)

## MÉTHODOLOGIE D'ENQUÊTE ET PRODUCTION DE DONNÉES

Depuis la création du Centre, la plateforme Méthodologie d'enquête et production de données vient en soutien aux différents pôles de recherche. Les objectifs des enquêtes sont définis au sein des programmes de recherche et la plateforme exécute l'ensemble des travaux méthodologiques (plan de sondage, redressement, imputations, mise en forme des données, documentation des enquêtes...) et logistiques (collecte des données, gestion d'une équipe de près de 100 enquêteurs...).

Ces enquêtes s'adressent aussi bien aux ménages et aux personnes, résidents comme frontaliers, qu'aux entreprises ou à d'autres institutions. Certaines sont ponctuelles, d'autres de type panel et permettent de suivre les individus dans le temps. Le choix du mode de collecte s'effectue en fonction des besoins de l'enquête. Les enquêtes sont réalisées soit par courrier, soit en face-à-face, soit par web. Lorsque les enquêtes sont réalisées en face-à-face, les enquêteurs reçoivent une formation théorique et pratique et, pour la plupart, bénéficient d'une expérience de plusieurs années. Ils sont assermentés, c'est-à-dire strictement tenus au secret professionnel. Leur travail est régulièrement contrôlé par les gestionnaires d'enquêtes du Centre.

Conformément à la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, les informations sont traitées en toute confidentialité et exploitées, de façon anonymisée, uniquement à des fins statistiques et de recherche.

Toutes nos enquêtes sont, conformément à la loi, réalisées après notification (ou autorisation) auprès de la Commission Nationale pour la Protection des Données et après notification auprès du STATEC. Certaines enquêtes requièrent une autorisation du Comité National d'Ethique de Recherche.

En 2012, comme chaque année, le « Panel Socio-Economique Liewen zu Lëtzebuerg 3 / EU-Statistics on Income and Living Conditions » a été mené en face-à-face

auprès de 5800 ménages. Depuis 2003, cette enquête dont le STATEC a la maîtrise d'ouvrage est devenue le volet luxembourgeois de la source européenne de référence en matière de statistiques sur les revenus, la pauvreté et les conditions de vie. Coordinée par l'Office statistique de l'Union européenne (Eurostat) et d'obligation nationale (règlement n° 1177/2003 du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne), cette enquête permet de construire divers indicateurs nationaux et européens dans les domaines de la cohésion sociale et de la protection sociale. Elle est notamment utilisée pour mesurer le taux de pauvreté au Luxembourg et permet d'alimenter le Rapport Travail et Cohésion sociale publié chaque année par le STATEC.

L'année 2012 a été tout particulièrement consacrée à la mise en place du CAPI (Computer Assisted Personal Interviews), c'est-à-dire à la mise en place des outils qui permettront une collecte de l'information via un ordinateur en 2013. En effet, jusqu'à présent, le PSELL/EU-SILC était réalisé sous format PAPI (PAPER and Pencil Interviews), c'est-à-dire avec papier / crayon. Ce nouveau soutien technologique à la réalisation d'enquêtes a de nombreux avantages, notamment :

- > un gain de temps lors de l'entretien ;
- > un contrôle de qualité des données immédiat ;
- > une réduction des risques d'erreurs lors de la saisie électronique des réponses ;
- > une réduction des coûts par rapport aux enquêtes « papier / crayon » traditionnelles.

Les travaux méthodologiques du PSELL/EU-SILC ont été présentés à l'Institut National de Statistiques du Monténégro en collaboration avec le STATEC lors d'une visite d'étude de cet institut visant l'implémentation du SILC au Monténégro.

Les travaux préparatoires à l'introduction du Luxembourg dans la 5ème vague de l'enquête SHARE (Survey of Health, Ageing and Retirement in Europe – Munich Center for the Economics of Aging (MEA), Max Planck Institute for Social Law and Social Policy, Germany and Tilburg University/ Nestpar, Netherlands) ont été réalisés pour que la collecte puisse être effectuée en 2013.

En 2012, les entreprises ont été mobilisées pour deux enquêtes. L'enquête communautaire sur l'innovation (CIS) a été renouvelée. Cette enquête, couplée avec une enquête sur la Recherche et Développement, est réalisée en face à face auprès d'un échantillon de près de 700 entreprises. Les innovations considérées sont liées aux produits/ procédés, à l'organisation ou à la commercialisation. Enfin, l'enquête ICT d'EUROSTAT, Usages des Technologies de l'Information et de la Communication dans les entreprises, réalisée depuis 2001 pour le compte du STATEC a également été renouvelée par courrier. Cette enquête s'est inscrite dans la Stratégie de Lisbonne pour créer des indicateurs comparables au niveau européen sur l'adoption et l'usage des Technologies de l'Information et de la Communication dans les entreprises.



#### RESPONSABLE

**Blandine LEJEALLE**

blandine.lejealle@ceps.lu

#### ÉQUIPE

Jean-Yves BIENVENUE

Sylviane BREULHEID

Maxime DI BLASI

Eric GUASTALLI

Nizamul ISLAM

Nada MAGNONI

Marie-Josée MUNCHEN

Nizamul ISLAM

Nadine REINESCH

Ginette SCHICKES

Anne VILLERET

Jean-Jacques WESTER

### SÉLECTION DE PUBLICATIONS

LEJEALLE Blandine, BREULHEID Sylviane.

*Rapport technique du travail de terrain EU-SILC 2012.*  
Luxembourg : CEPS/INSTEAD, STATEC, 2012, 118 p.

LEJEALLE Blandine, BIENVENUE Jean-Yves.

*Rapport intermédiaire sur la qualité Luxembourg - EUSILC 2011 - vague 9.* EUROSTAT, 2012, 22 p.

LEJEALLE Blandine, BIENVENUE Jean-Yves.

*Rapport final sur la qualité Luxembourg - EUSILC 2010 - vague 8.* EUROSTAT, 2012, 63 p.



# SYSTÈME D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE

Au gré des opportunités, et au regard de la complexité croissante des questions d'environnement, des approches pluridisciplinaires se développent à l'intérieur ou en marge des disciplines, plaçant les SIG au coeur des questions scientifiques. Emergent et se recomposent alors de nouvelles problématiques de recherche et méthodes d'analyses.

Géographes, sociologues, psychologues, ethnologues, informaticiens tentent de croiser leurs expériences pour tirer le maximum de ces outils de recherche désormais incontournables.

A l'intégration et à l'analyse des données spatialisées, répond une démarche pluridisciplinaire et multithématique qui contribue à enrichir une réflexion épistémologique sur ces outils à l'évolution en continue émergence. Ainsi, l'intégration de données multi-sources au sein du Centre, nécessite de recourir à l'utilisation des Systèmes d'Informations Géographiques (SIG).

L'utilisation systématique de ces outils permet de renforcer notre expertise et notre capacité de recherche dans les domaines du développement spatial et de l'intelligence territoriale. L'année 2012 a été consacrée à la 1ère partie de la mise en place d'un outil de visualisation de données statistiques et de données géographiques via l'intranet du Centre. Ces travaux se poursuivront en 2013.



## RESPONSABLE

**Marc SCHNEIDER**

marc.schneider@ceps.lu

## ÉQUIPE

Bérengère DARUD

Konrad SKOCZYLAS

Anasse EL MASLOHI

## SÉLECTION DE PUBLICATIONS

KLEIN Olivier, LORD Sébastien, SCHNEIDER Marc, BARRA Loubna.

*Mieux comprendre les déplacements quotidiens des écoliers de Luxembourg-Ville grâce au GPS.* CEPS/INSTEAD, 2012, coll. Vivre au Luxembourg n°80, 2 p.

Toutes les publications sur [www.ceps.lu](http://www.ceps.lu)

## CENTRE DE DOCUMENTATION & DE DIFFUSION

Le Centre de Documentation et de Diffusion appuie les travaux des équipes de recherche. Son rôle est de gérer, conserver et diffuser les informations scientifiques tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de notre centre de recherche.

Deux activités composent cette plateforme :  
le Centre de Documentation et le service de Diffusion.

Le Centre de Documentation est composée d'un fonds documentaire spécialisé en sciences économiques et sociales d'environ 8000 ouvrages (théoriques et statistiques, dictionnaires, périodiques ainsi que les études produites par les chercheurs du CEPS/INSTEAD). A travers les travaux propres à la gestion d'un centre de documentation (commandes de livres, périodiques, catalogage informatique et classement du fonds documentaire, archivage de nos publications...), ce service assure des recherches bibliographiques et de la veille documentaire pour les chercheurs et étudiants qui en font la demande.

Le service de Diffusion assure la conception graphique des publications qui paraissent dans nos collections (Vivre au Luxembourg, Cahiers du CEPS/INSTEAD, Working Papers) ainsi que d'autres demandes émanant des équipes scientifiques.

Il assure la diffusion et la communication de nos parutions à travers notre site internet et vers nos abonnés nationaux et internationaux.

Nous contacter : [documentation@ceps.lu](mailto:documentation@ceps.lu)



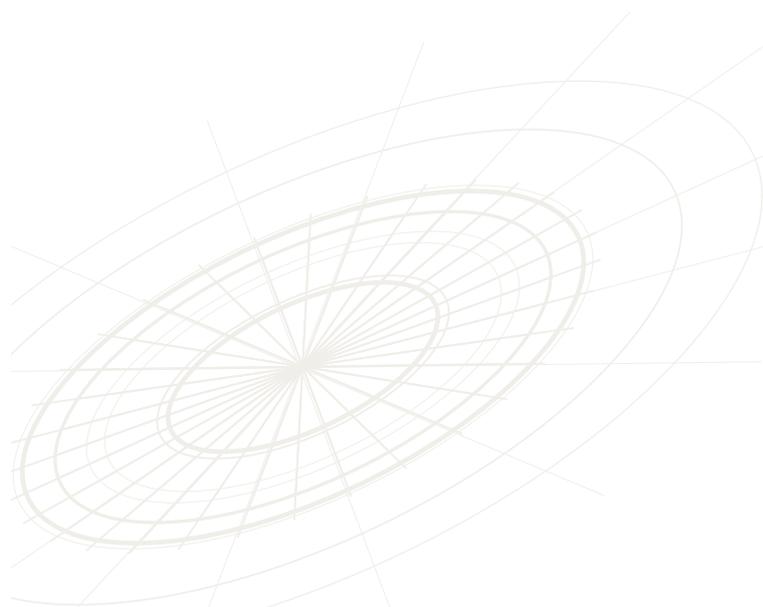
### RESPONSABLE

**Begoña LEVICES**

[begona.levices@ceps.lu](mailto:begona.levices@ceps.lu)

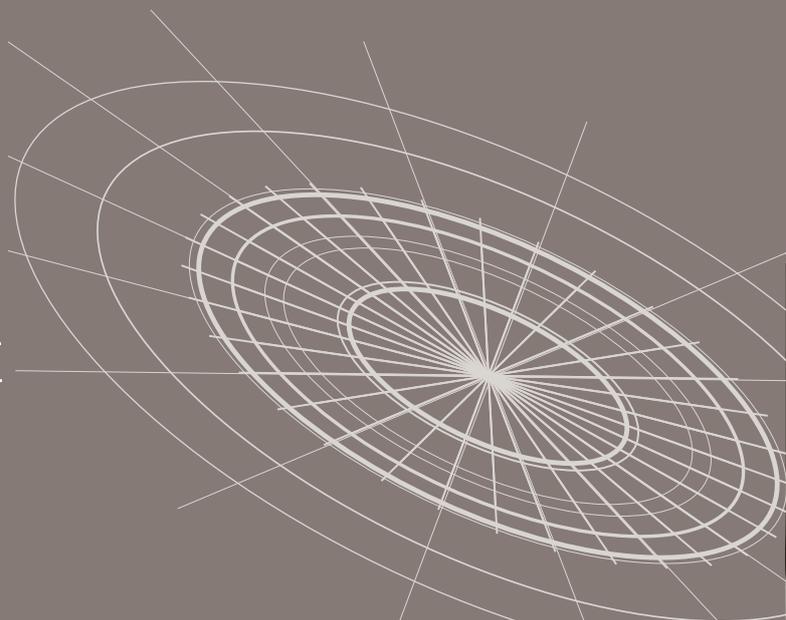
### ÉQUIPE

Isabelle BOUVY



 ADMINISTRATION

# LA GESTION DU CENTRE





## SOMMAIRE

Organe de gestion  
Bilan financier

## LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

### Les membres

- > Président : M. Raymond WAGENER, Directeur de l'Inspection Générale de la Sécurité Sociale
- > Vice-président : M. Jos BERGHMAN, Professeur à la Katholieke Universiteit Leuven (Belgique)
- > Trésorier : M. Georges HEINRICH, Directeur du Trésor, Ministère des Finances
- > Secrétaire : M. Manuel DILLMANN, Attaché de Gouvernement, Ministère d'État
- > M. Serge ALLEGREZZA, Directeur du STATEC
- > Mme Josiane ENTRINGER, Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche
- > Mme Andrée HELMINGER, Docteur en Psychologie, Professeur à l'Université de Zurich (Suisse)
- > Mme Nicole KERSCHEN, Chercheur au CNRS (France)
- > M. Franck LEPREVOST, Vice-recteur, Université du Luxembourg

### Le Commissaire au Gouvernement

- > M. Pierre DECKER, Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche

## LE CONSEIL SCIENTIFIQUE

- > Président : Prof. Jos BERGHMAN, Katholieke Universiteit Leuven (Belgique)
- > M. Jos BERTEMES, Ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle (Luxembourg)
- > Dr. Romain DIEDERICH, Ministère du Développement durable et des Infrastructures (Luxembourg)
- > Prof. Jacques HAGENAARS, Université Brabant, Tilburg (Pays-Bas)
- > Prof. Vincent HILDEBRAND, Professeur-associé à la York University (Canada)
- > Dr. Bruno JEANDIDIER, CNRS, BETA, Université de Lorraine (France)
- > Prof. Jean-Paul LEHNERS, Université du Luxembourg (Luxembourg)
- > M. Roger MOLITOR, Membre du Conseil d'État (Luxembourg)
- > Prof. Jean-Claude RAY, CNRS, BETA, Université de Lorraine (France)
- > Dr. Raymond WAGENER, IGSS - Inspection Générale de la Sécurité Sociale (Luxembourg)



# BILAN

31 décembre 2012  
(EXPRIMÉ EN EUR)

<b>ACTIF</b>	<b>2012</b>	<b>2011</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>		
Immobilisations incorporelles et corporelles	392.930,33	468.780,09
Immobilisations financières	12.394,68	12.394,68
	<u>405.325,01</u>	<u>481.174,77</u>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>		
Créances		
Créances résultant de ventes et prestations de services dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an	2.036.072,06	1.836.110,54
Autres créances dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an	361.235,51	50.598,48
Avoirs en banques, avoir en compte de chèques postaux, chèques et encaisse	2.433.594,40	2.935.229,63
	<u>4.830.901,97</u>	<u>4.821.938,65</u>
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>		
Charges constatées d'avance	55.322,70	56.570,77
	<u>5.291.549,68</u>	<u>5.359.684,19</u>
<b>PASSIF</b>		
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Excédents budgétaires cumulés	1.744.250,84	2.046.798,14
Bénéfice / (Perte) de l'exercice	-	(302.547,30)
Financements d'investissement	392.930,82	468.780,14
	<u>2.137.181,66</u>	<u>2.213.030,98</u>
<b>PROVISIONS</b>		
Autres provisions	10.000,00	-
<b>DETTES NON SUBORDONNEES</b>		
Dettes sur achats et prestations de services dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an	972.241,74	375.989,17
Dettes fiscales et dettes au titre de la sécurité sociale		
Dettes fiscales	216.796,63	430.190,78
Dettes au titre de la sécurité sociale	481.835,07	519.155,76
Autres dettes dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an	62.553,93	15.758,58
	<u>1.733.427,37</u>	<u>1.341.094,29</u>
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>		
Produits constatés d'avance	1.410.940,65	1.805.558,92
	<u>5.291.549,68</u>	<u>5.359.684,19</u>

# COMPTE DE PROFITS ET PERTES

31 décembre 2012  
(EXPRIMÉ EN EUR)

CHARGES	2012	2011 <sup>1</sup>
Frais de personnel		
- salaires et traitements	9.286.687,04	9.378.558,13
- charges sociales couvrant les salaires et traitements	1.446.633,49	1.419.094,26
	<u>10.733.320,53</u>	<u>10.797.652,39</u>
Corrections de valeur sur immobilisations incorporelles et corporelles	184.070,39	190.845,58
Charges exceptionnelles	53.345,62	-
Bénéfice de l'exercice	-	-
	<u>10.970.736,54</u>	<u>10.988.497,97</u>
PRODUITS	2012	2011 <sup>1</sup>
Résultat brut	10.960.483,90	10.663.096,55
Autres intérêts et produits assimilés	8.720,87	22.854,12
Produits exceptionnels	1.531,77	-
Perte de l'exercice	-	302.547,30
	<u>10.970.736,54</u>	<u>10.988.497,97</u>

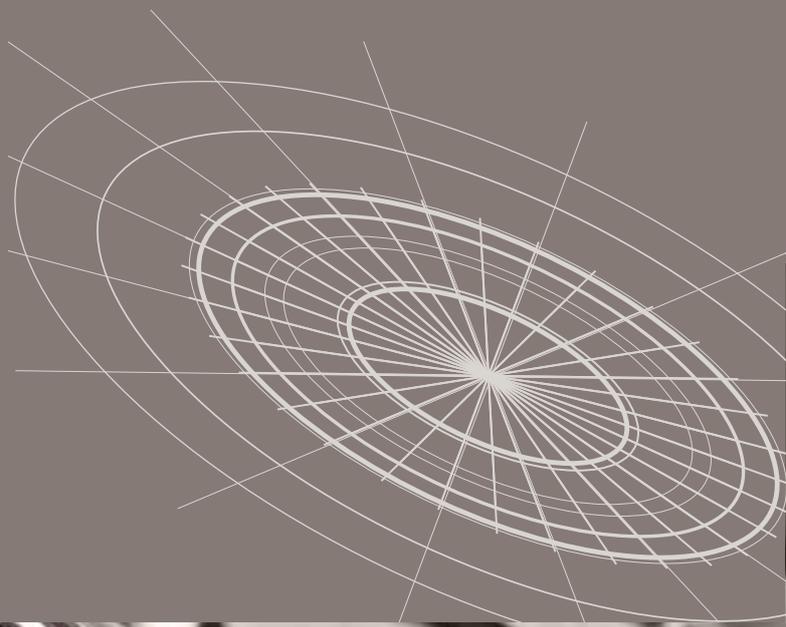
**La comptabilité a été vérifiée par A3T Révision s.a. sur base des documents, pièces comptables et informations reçus du Centre.**

**Le Conseil d'administration a arrêté les comptes en sa réunion du 23 avril 2013**

<sup>1</sup> Les produits et charges de l'exercice 2011 ont été retraités selon le nouveau plan comptable, appliqué en 2012. Ainsi leurs montants varient entre le rapport d'activité de 2011 et celui de 2012. Cela n'affecte pas le résultat de l'exercice 2011.

ÉVÉNEMENTS

# LES RENDEZ-VOUS DE 2012





## SOMMAIRE

- Événements
- Séminaires de recherche
- Formations
- Visiting scholars
- Senior research fellows
- PhD fellows and defended

## ÉVÉNEMENTS

### 24-25 Mars

---

#### Relais pour la vie

Lors de la 7ème édition du Relais pour la Vie une équipe de marcheurs et de coureurs s'est relayée sur la piste de la Coque, dans une ambiance conviviale, afin de témoigner sa solidarité envers les personnes souffrant du cancer, et aussi envers leur famille.



### 21-25 Mai

---

#### Theory and practice of program evaluation

Cet évènement qui s'est tenu à Luxembourg-ville visait à promouvoir la connaissance et l'expertise aussi bien d'étudiants en doctorat, que de chercheurs juniors dans le domaine de l'évaluation d'impact, en leur proposant des cours sur l'inférence causale et l'évaluation de programme.

### 28 Juin

---

#### InterLABS

Les doctorants du CEPS/INSTEAD ont organisé un cycle de conférences intitulé InterLABS. Cette rencontre avait pour vocation de rassembler doctorants et chercheurs expérimentés sur des questions transversales, afin de croiser leurs approches et partager leurs expériences autour du thème « Une approche psycho-géographique des barrières à la mobilité ».



### 06-07 Septembre

---

#### Conférence «Unpacking Cross-border Governance»

Cette conférence a été organisée avec le soutien du Fonds National de la Recherche du Luxembourg, dans le cadre du projet de recherche MetroNet. En mettant en avant l'idée « d'ouvrir » le concept de gouvernance transfrontalière, cette conférence se donne comme objectif d'approfondir nos réflexions et nos connaissances selon deux perspectives privilégiées. En premier lieu, il s'agit de questionner les fondements conceptuels et théoriques qui sous-tendent l'analyse de la gouvernance transfrontalière. En second lieu, il convient d'accorder une attention particulière aux questionnements critiques qui visent à remettre en cause le « prêt-à-penser » institutionnel nourri de postures normatives ou positivistes. Il est donc important de mettre à jour les enjeux de pouvoirs et les intérêts restés dans l'ombre des discours officiels si l'on veut pleinement saisir les logiques à l'œuvre ainsi que leur signification tant politique qu'éthique.

Trois éminents chercheurs sur les frontières sont intervenus lors de cette conférence :

- Prof. Emmanuel BRUNET-JAILLY (University of Victoria, Canada)
- Prof. Liam O'DOWD (Queens University Belfast, UK)
- Prof. James SCOTT (Karelian Institute, University of Eastern Finland)

### 08 Septembre

---

#### Lux-Airport escher kulturlaf

Le CEPS/INSTEAD a participé à la sixième édition du Lux-Airport escher kulturlaf. Représenté par une équipe de 6 personnes, le CEPS/INSTEAD a participé à plusieurs types de courses dont le 10km et le Relais-Equipes. Le parcours de la course principale s'est déroulé entre Esch/Alzette et Esch-Belval.

## 05 Octobre

### Une randonnée pour la mobilité

Depuis 2005, le Grand-Duché de Luxembourg participe à la Semaine européenne de la mobilité qui se déroule chaque année du 16 au 22 septembre et qui a pour objectif de sensibiliser à la mobilité durable.

Dans ce contexte, le département Géographie et Développement du CEPS/INSTEAD a décidé de s'associer à ce concept en organisant une randonnée transfrontalière. L'idée a germé parmi les employés du Centre habitant la zone frontalière de Thionville, et s'est concrétisée ce vendredi 5 octobre. Nos géographes ont dessiné un parcours reliant le CEPS/INSTEAD, sis 3 avenue de la Fonte à Esch/Belval jusqu'à la Place du Marché de Thionville, en traversant notamment les communes d'Esch/Alzette, Rumelange, Volmerange-les-Mines et Hettange-Grande. C'est ainsi que nos dix marcheurs ont quitté le Centre à 12h40 ; et c'est après quelques 39km et un peu plus de 9 heures de marche, à un rythme d'environ 4.14km/h qu'ils ont atteint le centre de Thionville.



## 10 Octobre

### Signature d'une convention entre le CEPS/INSTEAD et l'Université du Luxembourg

Le CEPS/INSTEAD et l'Ecole Doctorale en Economie et Finance (FDEF), Université du Luxembourg ont concrétisé leur collaboration en matière de formation doctorale. M. Raymond Wagener (Président du CEPS/INSTEAD) et M. Rolf Tarrach (Recteur de l'Université du Luxembourg) ont signé une convention encadrant l'accueil, l'encadrement de doctorants de l'Université du Luxembourg au CEPS/INSTEAD, ainsi que le partage des offres de formation.

Les cours de formation doctorale sont ouverts aux membres chercheurs des deux institutions. Cette collaboration devrait ouvrir des perspectives de

collaborations de recherche académique sur des sujets et domaines économiques comme les questions du marché du travail qui intéressent le CEPS/INSTEAD et le centre de recherche en économie et management de l'Université du Luxembourg (CREA).



## 23 Octobre

### Colloque « La Grande Région en mouvement. Mobilité des frontaliers : dynamiques et perspectives »

Ce colloque a été organisé par le CEPS/INSTEAD, en collaboration avec l'Université de Strasbourg - CNRS, la fondation Forum EUROPA, et avec la participation du Fonds National de la Recherche du Luxembourg.

La mobilité des frontaliers dans la Grande Région, et notamment celle des frontaliers travaillant au Luxembourg, est au cœur des préoccupations de nombreuses institutions depuis plusieurs années. L'objectif de ce colloque est d'analyser cette mobilité aujourd'hui, à travers la présentation des principaux résultats de l'enquête mobilité des frontaliers effectuée par le CEPS/INSTEAD, en collaboration avec le CNRS. Plusieurs acteurs de la mobilité de la Grande Région ont présenté leurs réflexions et leurs projets pour l'avenir.

Pour en savoir plus sur l'enquête mobilité des frontaliers : <http://mobil-t.ceps.lu/project/emf.cfm>



### 03-04 Novembre

---

#### **Researchers days 2012 : les enfants construisent « la ville »**

Cette 3ème édition des Researchers Days a connu une fois de plus un grand succès. La manifestation a accueilli près de 4000 visiteurs sur les deux jours.

Sur le stand tenu par les géographes du CEPS/INSTEAD, les deux jeux de construction d'une ville ont attiré nombre d'enfants désireux de s'essayer à l'édification d'un site urbain en accord avec l'environnement.

Les plus petits ont eu l'occasion de reconstruire leur espace de vie quotidien à l'aide de formes prédécoupées (comme par exemple : des maisons, une école, une usine, un hôpital) qu'ils ont dû disposer en respectant certaines règles d'aménagement.

Les plus grands quant à eux se sont retrouvés face à un jeu stratégique consistant à aménager un territoire plus vaste, en plaçant des zones urbanisables tout en préservant les espaces naturels et agricoles, ainsi qu'en respectant des règles d'urbanisation.



### 26-27 Novembre

---

#### **3ème colloque sur le vieillissement actif de l'observatoire de l'emploi RETEL**

La manifestation, comme de coutume, s'est déroulée au domaine thermal de Mondorf-les-Bains et a eu pour thème le vieillissement actif au Luxembourg. Le colloque s'est inscrit dans le cadre de l'année européenne du vieillissement actif et de la solidarité intergénérationnelle. Il a été co-organisé par le Ministère du Travail et de l'Emploi, l'ADEM, l'IGSS, le STATEC et le CEPS/INSTEAD.

### 29-30 Novembre

---

#### **Colloque international « La Grande Région à l'âge adulte. Où en sommes-nous, après quarante ans de coopération transfrontalière ? »**

Ce colloque, co-initié et co-organisé par la fondation Forum EUROPA et le centre de recherches CEPS/INSTEAD, placé sous le haut-patronage de la députée européenne Nathalie Griesbeck et du ministre de l'Intérieur et à la Grande Région du Grand-Duché de Luxembourg, Jean-Marie Halsdorf, a eu lieu à l'Hémicycle du Parlement européen à Luxembourg-Kirchberg. Deux grands volets thématiques y ont été principalement étudiés, à savoir le marché de l'emploi transfrontalier et l'architecture institutionnelle de la Grande Région. Y ont été également présentés quelques projets et initiatives nouvelles aux niveaux communal et urbain.



### 07 Décembre

---

#### **Séminaire « Commerce informel et intégration transfrontalière »**

Le séminaire a permis de présenter les premiers résultats du projet de recherche "Commerce informel et intégration transfrontalière en Afrique de l'Ouest" (CROSSTRADe) financé par le Fonds National de la Recherche du Luxembourg (2011-2013). Organisé à Niamey, au Niger, par le Département de Géographie de l'Université de Niamey et le CEPS/INSTEAD, il a réuni une trentaine de représentants de la communauté académique, des agences de développement et des autorités urbaines locales. Cet événement a été financé par la Direction de la Coopération au développement du Ministère des Affaires étrangères du Luxembourg.



## SÉMINAIRES DE RECHERCHE

### **05/12/2012**

Agricultural extension in the marginal cotton production areas of Ivory Coast: the effect on cotton production.  
Assoc.Prof. Koffi Simplicite Yao (Unité de Recherche Population et développement durable, Université Péléforo Gon Coulibaly de Korhogo, Côte d'Ivoire)

### **28/11/2012**

Thematic cartography: evolution or revolution?  
Prof. Francisco Escobar (Dpt. of Geography, University of Alcalá)

### **07/11/2012**

Spatial accessibility to amenities in fractal and nonfractal urban patterns.  
Cécile Tannier (Laboratoire Théma - UMR 6049, Université de Franche-Comté)

### **06/11/2012**

SIG, Modélisation et Géovisualisation.  
Nadja Victor, (CEPS/INSTEAD & Université Jean Monnet), Prof. Thierry Joliveau (Université Jean Monnet), Prof. Francisco Escobar (Universidad de Alcalá)

### **24/10/2012**

Obesity, Discrimination and the Self-employed.  
Prof. Donald Williams (Dep. of Economics, Kent State University)

### **24/10/2012**

The Economics of Dual Job Holding: A Job Portfolio Model of Labor Supply.  
Chung Choe (CEPS/INSTEAD) & Prof. Ronald L. Oaxaca (University of Arizona)

### **17/10/2012**

Population Average Gender Effects.  
Tymon Sloczynski (Warsaw School of Economics)

### **10/10/2012**

Attitudes toward integration and perceived threat: a case-study of Luxembourg.  
Marie-Sophie Callens (CEPS/INSTEAD & University of Leuven)

### **26/09/2012**

Can Risk Preferences Explain the Gender Gap in the Labour Market?  
Se-eun Jung (Paris School of Economics)

### **19/09/2012**

Le temps de travail, l'emploi, la formation et l'égalité des genres dans les conventions collectives de travail en 2005 et 2006.  
Roland Maas, Carole Blond-Hanten, Fanny Etienne (CEPS/INSTEAD)

### **05/09/2012**

Attitudes Towards Welfare State and Responsibilities for Elderly and Unemployed.  
Nathalie Schuerman (IMPALLA, CEPS/INSTEAD)

### **05/09/2012**

Changes in the patterns of poverty duration in Germany over 1992-2010.  
Iryna Kyzyma (CEPS/INSTEAD and Bremen International Graduate School of Social Sciences, BIGSSS)

**29/08/2012**

Impacts of Environmental Technologies on Labor Demand.

Prof. Carmen Carrion-Flores (Economics Dep., University of Binghamton, N.Y.), Chung Choe (CEPS/INSTEAD)

**22/08/2012**

On Bi-Polarization and the Middle Class in Latin America: A Look at the First Decade of the Twenty First Century.

Prof. Jacques Silber (Dep. of Economics, Bar-Ilan University, Israel)

**12/07/2012**

Occupational Sorting among Workers with Disabilities: Does Age of Onset Matter?

Chung Choe (CEPS/INSTEAD) & Prof. Marjorie Baldwin (Arizona State University)

**11/07/2012**

Should we retire earlier in order to look after our parents? The role of immigrants.

Agnese Romiti (University of Turin, CeRP-Center for Research on Pensions and Welfare Policies and CHILD-Centre for Household, Income, Labour, and Demographic Economics)

**27/06/2012**

Dealing with Negative Marginal Utilities in the Discrete Choice Modeling of Labor Supply.

Philippe Liégeois (CEPS/INSTEAD and DULBEA, ULB, Brussels), Nizamul Islam (CEPS/INSTEAD)

**20/06/2012**

LIAM 2 : a new open source development tool for the development of discrete-time dynamic microsimulation models.

Philippe Liégeois (CEPS/INSTEAD and DULBEA, ULB, Brussels), Gaëtan de Menten (FPB, Belgium), Gijs Dekkers (FPB, CeSO, Belgium), and Raphaël Desmet (FPB)

**15/06/2012**

Évolution des inégalités sociales et spatiales au Luxembourg et en Belgique: Survol des principaux résultats du projet DESTINY.

Prof. Adjoint Sébastien Lord (Faculté de l'Aménagement - Institut d'urbanisme, Université de Montréal)

**13/06/2012**

Measuring temporary employment. Do survey or register data tell the truth?

Assist. Prof. Dimitris Pavlopoulos (Faculty of Social Sciences, Vrije Universiteit Amsterdam)

**12/06/2012**

IMPALLA Master Programme presentations.

Master students 2011-2012

**06/06/2012**

Social Distance and Redistribution.

Francesco Scervini (Dep. of Economics, Business and Statistics, University of Milan) and Luna Bellani (CEPS/INSTEAD)

**31/05/2012**

Intergenerational Transmission of Human Capital.

Luna Bellani (CEPS/INSTEAD)

**16/05/2012**

Analysing labour market trajectories of the unemployed in Luxembourg - WORK IN PROGRESS

Ioana Salagean (CEPS/INSTEAD) and Prof. Nicholas Longford (Pompeu Fabra University)

**02/05/2012**

The Schooling Response to a Sustained Increase in Low-Skill Wages: Evidence from Spain 1989-2009.

Ernesto Villanueva (Banco de España)

**04/04/2012**

TIC et conditions de travail, les enseignements de l'enquête COI.  
Nathalie Greenan (CEE-Centre d'Etudes de l'Emploi, Paris)

**23/03/2012**

Workshop on Economic development and African households.  
David Shapiro (Pennsylvania State University), Bertrand Verheyden (CEPS/INSTEAD), Nyasha Tirivayi (Maastricht University), Sandrine Koissy Kpein (CEPS/INSTEAD), Frédéric Gaspard (University of Louvain), Miron Tequame (University of Namur)

**15/03/2012**

Understanding Welfare State Difference across Space and over Time: The "Dependent Variable Problem" and the Added Value of Benefit Reciprocity Statistics.  
Prof. Wim van Oorschot (European Data Center for Work and Welfare (EDAC) & Tilburg University)

**14/03/2012**

Taxes, Wages and Working Hours.  
Prof. Lennart Flood (School of Economics, Gothenburg University, Sweden)

**15/02/2012**

Trade Union Membership and Sickness Absence: Evidence from a Sick Pay Reform.  
Prof. Laszlo Goerke (Dept. of Economics, Eberhard Karls Universität Tübingen)

**25/01/2012**

Minimum wages and gender pay gaps. Evidence from the U.K. and Ireland.  
Karina Doorley (University College Dublin & CEPS/INSTEAD), Olivier Bargain (DEFI), Philippe Van Kerm (CEPS/INSTEAD)

**18/01/2012**

Addressing quality of work in Europe: the strategies of social partners at EU and national sectoral level.  
Vassil Kirov (Institute for the Study of Societies and Knowledge, Bulgarian Academy of Sciences)

## FORMATIONS

**29/11/2012**

Labour Market Discrimination: Theory and Practice.  
Prof. Donald Williams (Kent State University)

**20-22/11/2012**

Land use modelling with cellular automata; theory and practice.  
Prof. Francisco Escobar (Dpt. of Geography, University of Alcalá)

**14/11/2012**

Standardization and harmonization rules for socio demographic variables in social surveys across Europe.  
Prof. Jürgen H. P. Hoffmeyer-Zlotnik (University of Gießen, Institute for Political Sciences)

**22/10/2012**

Useful tips for graduate supervision.  
Prof. Ronald L. Oaxaca (University of Arizona) & Prof. Donald Williams (Kent State University)

**11/10/2012**

Selected Nonlinear Methods in Empirical Analysis.  
Prof. Ronald L. Oaxaca (Dep. of Economics, Eller College of Management, University of Arizona)

**20/09/2012**

On measuring child-rearing values (parental values).

Prof. Bogdan Voicu (Research Institute for the Quality of Life & Dep. of Sociology 'Lucian Blaga', University of Sibiu)

**12/07/2012**

Responding to Referee Comments.

Prof. Marjorie L. Baldwin (W. P. Carey School of Business, Arizona State University)

**09/07/2012**

Introduction to Spatial Econometrics.

Prof. Alfonso Flores-Lagunes (University of Binghamton, Dep. of Economics)

**21/06/2012**

On value formation and social change.

Prof. Bogdan Voicu (Research Institute for the Quality of Life & Dep. of Sociology University of Sibiu)

**14-15/06/2012**

Multicriteria decision making techniques.

Prof. Anjali Awasthi (CIISE, Concordia University, Montreal, Canada)

**13/06/2012**

The European Data Centre for Work and Welfare (EDAC). A gateway to EU-comparative data and much more.

Prof. Wim van Oorschot (Sociology Dep., Tilburg University)

**5-7/06/2012**

Dealing with Missing Data.

Prof. Nicholas T. Longford (Pompeu Fabra University)

**31/05/2012**

Comparative Case Studies.

Prof. Jacques Hagenars (Tilburg University)

**04/05/2012**

Event History Analysis.

Assist. Prof. Karel Neels (Sociology Dep., University of Antwerp)

**19/03/2012**

Endogeneity and Sample Selection Models.

Dr. Chung Choe (CEPS/INSTEAD)

**16/03/2012**

Introduction à l'évaluation d'impact.

Dr. Michel Tenikue (CEPS/INSTEAD & Université de Namur)

**26/01/2012**

Multilevel Modeling (II): Cross-classified Models.

Assoc. Prof. Bogdan Voicu (Romanian Academy of Science, Research Institute for the Quality of Life & Dep. of Sociology, University of Sibiu)

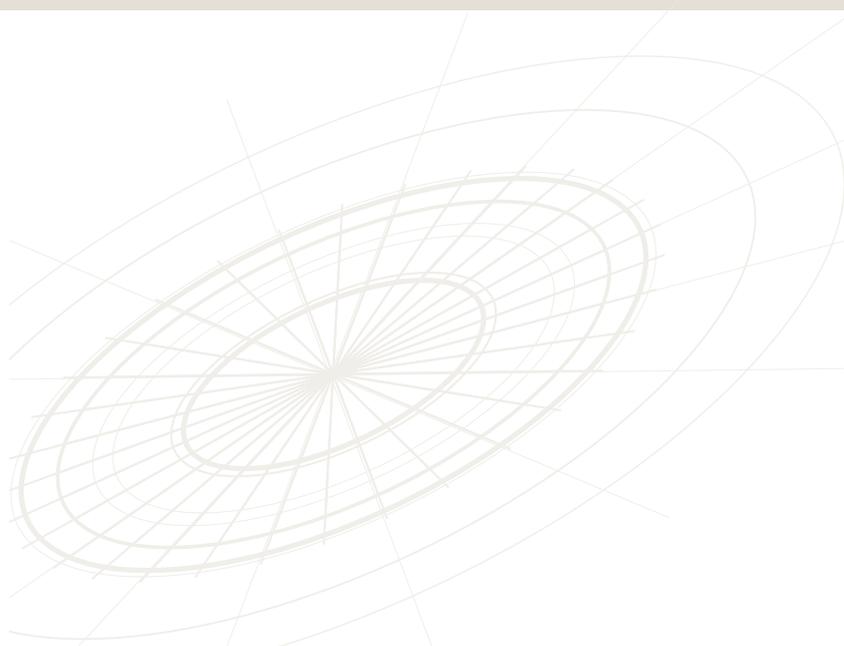
**23/01/2012**

Multilevel Modeling (I): Hierarchical Linear Models.

Assoc. Prof. Bogdan Voicu (Romanian Academy of Science, Research Institute for the Quality of Life & Dep. of Sociology, University of Sibiu)

## VISITING SCHOLARS

- > AWASTHI Anjali, Concordia University (Canada)
- > BALDWIN Marjorie, Arizona State University (États-Unis)
- > BARTOLINI Stefano, University of Siena (Italie)
- > CARRION DE FLORES Carmen, State University of New York at Binghamton (États-Unis)
- > DICKES Paul, Professeur émérite à l'Université de Lorraine (France)
- > EMINA Jacques, Malawi Liverpool Wellcome (République du Malawi)
- > ESCOBAR Francisco, University of Alcalá, Madrid (Espagne)
- > FLORES-LAGUNES Alfonso, State University of New York at Binghamton (États-Unis)
- > HOFFMEYER-ZLOTNIK Jürgen H. P., University of Gießen (Allemagne)
- > KELODJOUÉ Samuel, Institut National de la Statistique (Cameroun)
- > KOFFI YAO Simplicie, University of Bouaké (Côte d'Ivoire)
- > LE BAS Christian, Université de Lyon 2 (France)
- > LONGFORD T. Nicholas, Pompeu Fabra University (Espagne)
- > MEALLI Fabrizia, University of Florence (Italie)
- > NOUETAGNI Samuel, Institut de Formation et de Recherche Démographiques (Cameroun)
- > OAXACA L. Ronald, Arizona State University (États-Unis)
- > ROSSI Maria Cristina, University of Torino (Italie)
- > SILBER Jacques, Bar-Ilan University (Israël)
- > VAN OORSCHOT Wim, Tilburg University (Pays-Bas)
- > VOICU Bogdan, University of Sibiu (Roumanie)
- > WILLIAMS Donald, Kent State University (États-Unis)



## SENIOR RESEARCH FELLOWS

- > ALEGRIA Tito, Docteur en Urbanisme, Colegio de la Frontera Norte (Mexico)
- > AWASTHI Anjali, Professeur associé en Ingénierie, University of Concordia (Canada)
- > BALDWIN Marjorie, Professeur en Economie, Arizona State University (États-Unis)
- > BARGAIN Olivier, Professeur en Economie, Aix-Marseille Université (France)
- > BOULD Sally, Professeur de Sociologie émérite, Université de Delaware (États-Unis)
- > BRUNET-JAILLY Emmanuel, Associate Professor, University of Victoria (Canada)
- > CARPENTIER Samuel, Docteur en Géographie, Maître de conférences, Aix-Marseille Université (France)
- > CHRISTOPOULOS Dimitris, Senior Lecturer, University of the West of England, Bristol (Royaume-Uni)
- > DEKKERS Gijs, Attaché à la Direction Générale, Bureau Fédéral du Plan à Bruxelles (Belgique)
- > ENAUX Christophe, Docteur en Géographie, Maître de conférences, Université de Strasbourg (France)
- > GAZIER Bernard, Professeur de Sciences économiques, Université Paris1 Panthéon-Sorbonne (France)
- > GENGLER Claude, Directeur Forum Europa (Luxembourg)
- > HILDEBRAND Vincent, Professeur-associé en Economie, York University (Canada)
- > JEANDIDIER Bruno, Docteur en Sciences économiques, Directeur adjoint du BETA, CNRS, Université de Lorraine (France)
- > JENKINS Stephen P., Professeur en Economie, Université d'Essex (Royaume-Uni)
- > KACEM Imed, Professeur en Informatique, Université de Lorraine (France)
- > KESTELOOT Christian, Professeur de Géographie, Katholieke Universiteit Leuven (Belgique)
- > LE BAS Christian, Professeur de Sciences économiques, Université Lyon II (France)
- > MOTHE Caroline, Professeur des Universités en Sciences de Gestion, Institut de Management de l'Université de Savoie (France)
- > MUSSARD Stéphane, Maître de conférence, Université de Montpellier I (France)
- > NEYENS Michel, Docteur en Droit, Président honoraire de la CNPF, Conseiller de Direction au Ministère de la Famille et de l'Intégration (Luxembourg)
- > OAXACA Ronald L., Professeur en Economie, Arizona State University (États-Unis)
- > PÉNARD Thierry, Professeur agrégé des Universités, Université de Rennes 1 (France)
- > POPESCU Gabriel, Assistant Professor in Electrical and Computer Engineering, University of South Bend Indiana (États-Unis)
- > PULIGNANO Valeria, Professor in Sociology, Katholieke Universiteit Leuven (Belgique)
- > RAY Jean-Claude, Professeur de Sciences économiques, Université de Lorraine (France)
- > RETAILLÉ Denis, Professeur de Géographie, Université de Bordeaux (France)
- > SERFATY-GARZON Perla, Professeur en Psychologie environnementale et sociologie urbaine, Université de Strasbourg (France)
- > SILBER Jacques, Professeur en Economie, Université Bar-Ilan (Israël)
- > TAKHTAMANOVA Yelena F., Docteur en Economie, Federal Reserve Bank of San Francisco (États-Unis)
- > VAN OORSCHOT Wim, Professor of Sociology, Tilburg University (Pays-Bas)
- > WILLIAMS Donald, Professeur en Economie, Kent State University (États-Unis)

# Graduate Studies Programme (GraSP)

## PhD Fellows

**BLOND-HANTEN Carole** (Université catholique de Louvain)

Place et rôle des partenaires sociaux dans la mise en œuvre de l'égalité entre femmes et hommes au Luxembourg : une approche sociologique.

Supervisor: Prof. Bernard Fusulier (Université catholique de Louvain)

Local scientific advisor: Marie Valentova (CEPS/INSTEAD)

**CALLENS Marie-Sophie** (Katholieke Universiteit Leuven)

Attitudes toward integration and perceived ethnic threat, a case-study of G.D Luxembourg and cross-cultural comparisons within and outside of Europe.

Supervisor: Prof. Bart Meuleman (Katholieke Universiteit Leuven)

Local scientific advisor: Marie Valentova (CEPS/INSTEAD)

**CASSIERS Tim** (Katholieke Universiteit Leuven)

Governing metropolitan areas across institutional borders. Intégration Métropolitaine transfrontalière.

Supervisor: Prof. Christian Kesteloot (Katholieke Universiteit Leuven)

Local scientific advisor: Christophe Sohn (CEPS/INSTEAD)

**CHARIF Omar** (Université de Technologie de Compiègne)

Modelling and simulations: the system of mobility in Luxembourg and its bordering regions.

Supervisor: Prof. Philippe Trigano (Université de Technologie de Compiègne)

Local scientific advisors: Hichem Omrani, Philippe Gerber (CEPS/INSTEAD)

**DIAS Pierre** (Université de Strasbourg)

Trajectories & positions of the daily mobility: spatial, social and cognitive dimensions.

Supervisor: Prof. Thierry Ramadier (CNRS, Université de Strasbourg)

Local scientific advisor: Philippe Gerber (CEPS/INSTEAD)

**DIOP Lanciné** (Université de Paris-X Nanterre)

La production de l'espace résidentiel dans l'aire métropolitaine de Luxembourg.

Supervisor: Prof. Jean Luc Piermay (Université de Paris-X Nanterre)

Local scientific advisor: Christophe Sohn (CEPS/INSTEAD)

**DIOP-CHRISTENSEN Anna** (Aarhus University)

The effect of institutions on the labour market outcomes of immigrants in Europe.

Supervisor: Prof. Jørgen Goul Andersen (Aalborg University)

Local scientific advisor: Philippe Van Kerm (CEPS/INSTEAD)

DREVON Guillaume (Université de Grenoble)

Spatial cognition of borders through daily Mobility. Case study in the Greater Region and the urban area of Grenoble.

Supervisors: Prof. Marie-Christine Fourny et Dr. Luc Gwiazdzinski (Université Joseph-Fourier, Grenoble)

Local scientific advisor: Philippe Gerber (CEPS/INSTEAD)

EPSTEIN David (Université de Strasbourg)

La conjonction entre mobilité quotidienne et mobilité résidentielle. Vers la structure de la mobilité spatiale locale. Exemple du Luxembourg.

Supervisors: Dr. Christiane Weber et Dr. Christophe Eaux (CNRS, Université de Strasbourg)

Local scientific advisor: Philippe Gerber (CEPS/INSTEAD)

FREMOND Maxime (Université de Franche-Comté)

COSMELUX: Counter urban sprawl in the metropolitan area of Luxembourg: a spatial modelling to reduce car dependence.

Supervisors: Prof. Pierre Frankhauser, Dr. Cécile Tannier (Université de Franche-Comté)

Local scientific advisor: Philippe Gerber (CEPS/INSTEAD)

KIM Bora (Katholieke Universiteit Leuven)

An inquiry into the causal links between disability, socioeconomic disadvantages, and poor outcomes in the labor market.

Supervisor: Prof. Erik Schokkaert (Katholieke Universiteit Leuven)

Local scientific advisor: Bertrand Verheyden (CEPS/INSTEAD)

KYZYMA Iryna (Bremen University)

The effects of social policies on Poverty Dynamics.

Supervisor: Prof. Olaf Groh-Samberg (Bremen University)

Local scientific advisor: Alessio Fusco (CEPS/INSTEAD)

LOPES BENTO Cindy (Katholieke Universiteit Leuven)

Innovation for development. Technology adoption in agriculture in developing countries.

Supervisors: Prof. Dirk Czarnitzki (Katholieke Universiteit Leuven), Pierre Mohnen (Maastricht University)

Local scientific advisor: Nicolas Poussing (CEPS/INSTEAD)

NDODJANG Peguy (Université de Montpellier 1)

CORE – TWAIN. Conséquences des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) sur la décentralisation de la prise de décision dans les entreprises.

Supervisors: Prof. Gilles Grolleau (Université de Montpellier 1), Dr. Angela Sutan (LESSAC, Dijon)

Local scientific advisor: Ludivine Martin (CEPS/INSTEAD)

SCHIEBEL Julien (Université de Rouen, Université de Lorraine)

Prospective evaluation of transport planning policies through the concept of cross-border sustainable mobility.  
Application to the Greater Region.

Supervisors: Prof. Sophie de Ruffray (Université de Rouen), Samuel Carpentier (Aix-Marseille Université),  
Grégory Hamez (Université de Lorraine)

Local scientific advisor: Philippe Gerber (CEPS/INSTEAD)

STAMBOLIC Nora (Université de Lausanne)

Cross-border metropolitan integration and multinational firms' networks: the cases of Luxembourg and Geneva  
Supervisor: Prof. Céline Rozenblat (Université de Lausanne)

Local scientific advisors: Christophe Sohn, Olivier Walther (CEPS/INSTEAD)

VICTOR Nadja (Université Jean Monnet, Saint-Etienne)

Modelling Pedestrian Accessibility in a Daily Mobility Frame: The Luxembourg-City case.

Supervisor: Prof. Thierry Joliveau (Université Jean Monnet, Saint-Etienne)

Local scientific advisors: Olivier Klein, Philippe Gerber, Marc Schneider (CEPS/INSTEAD)

## PhD Defended

DOORLEY Karina (University College Dublin) - 31.05.2012

The effect of fiscal and social policies on redistribution and labour supply.

Supervisor: Prof. Olivier Bargain (University College Dublin)

Local scientific advisor: Philippe Van Kerm (CEPS/INSTEAD)

LOMOS Catalina (University of Groningen) - 29.03.2012

Professional Community and Student Achievement.

Supervisors: Prof. Bosker R.J, Dr. Hofman R.H (University of Groningen)

PETROVICI Carmen Dana (Tilburg University) - 07.06.2012

Early Retirement Culture, Active Ageing and the Life Course.

Supervisors: Prof. J.K. Vermunt, Dr. G.B.D. Moors (Tilburg University)

Local scientific advisors: Prof. Jos Berghman, Dr. Marie Valentova (CEPS/INSTEAD)





# CONTACT



> Directeur général	Hilmar SCHNEIDER
> Directeur administratif	Patrick BOUSCH
> Ressources humaines	Valérie BARAN
> Secrétariat	Mireille COOS / Nicole HEGERLÉ
> Communication	Carole STEFANUTO

> Adresse postale	CEPS/INSTEAD 3, avenue de la Fonte L-4364 Esch-sur-Alzette
> Tél.	(+352) 58 58 55 - 1
> Homepage	<a href="http://www.ceps.lu">www.ceps.lu</a>



CEPS/INSTEAD

3, avenue de la Fonte  
L-4364 Esch-sur-Alzette

[www.ceps.lu](http://www.ceps.lu)

